

# APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES

CYCLE DE  
PROGRAMME  
HUMANITAIRE

PUBLIÉ EN  
NOVEMBRE 2022

République centrafricaine



# À propos

Ce document est consolidé par OCHA RCA pour le compte de l'Équipe humanitaire pays et des partenaires humanitaires. Il présente une compréhension commune de la crise, notamment les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle aidant à orienter la planification stratégique conjointe de la réponse.

*Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.*

## Photo de couverture

Une mère et son enfant attendent une distribution à Bangassou, Préfecture du Mbomou. ©OCHA/ V.Edgar Ngarbaroum

Pour les plus récentes mises à jour



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes affectées par une crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. OCHA s'efforce de surmonter les obstacles empêchant l'assistance humanitaire de joindre les personnes affectées par des crises et est chef de file dans la mobilisation de l'assistance et de ressources pour le compte du système humanitaire.

[www.unocha.org/car](http://www.unocha.org/car)

Twitter : @OCHA\_CAR

## rw response

Le site web réponse humanitaire est destinée à être la plateforme central des outils et des services de Gestion de l'information permettant l'échange d'informations entre les clusters et les membres de l'IASC intervenant dans une crise.

<https://response.reliefweb.int/central-african-republic>

## Humanitarian action

Humanitarian action aide les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires essentielles. Il donne les dernières informations vérifiées les plus récentes sur les besoins et la dispense de la réponse humanitaire ainsi que les contributions financières.

<https://humanitarianaction.info/plan/1130>



Le FTS, géré par OCHA, est le premier fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire dans le monde et un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en faisant ressortir les lacunes et les priorités et en contribuant ainsi à l'efficacité et à l'efficience d'une assistance humanitaire fondée sur des principes.

<https://fts.unocha.org/>



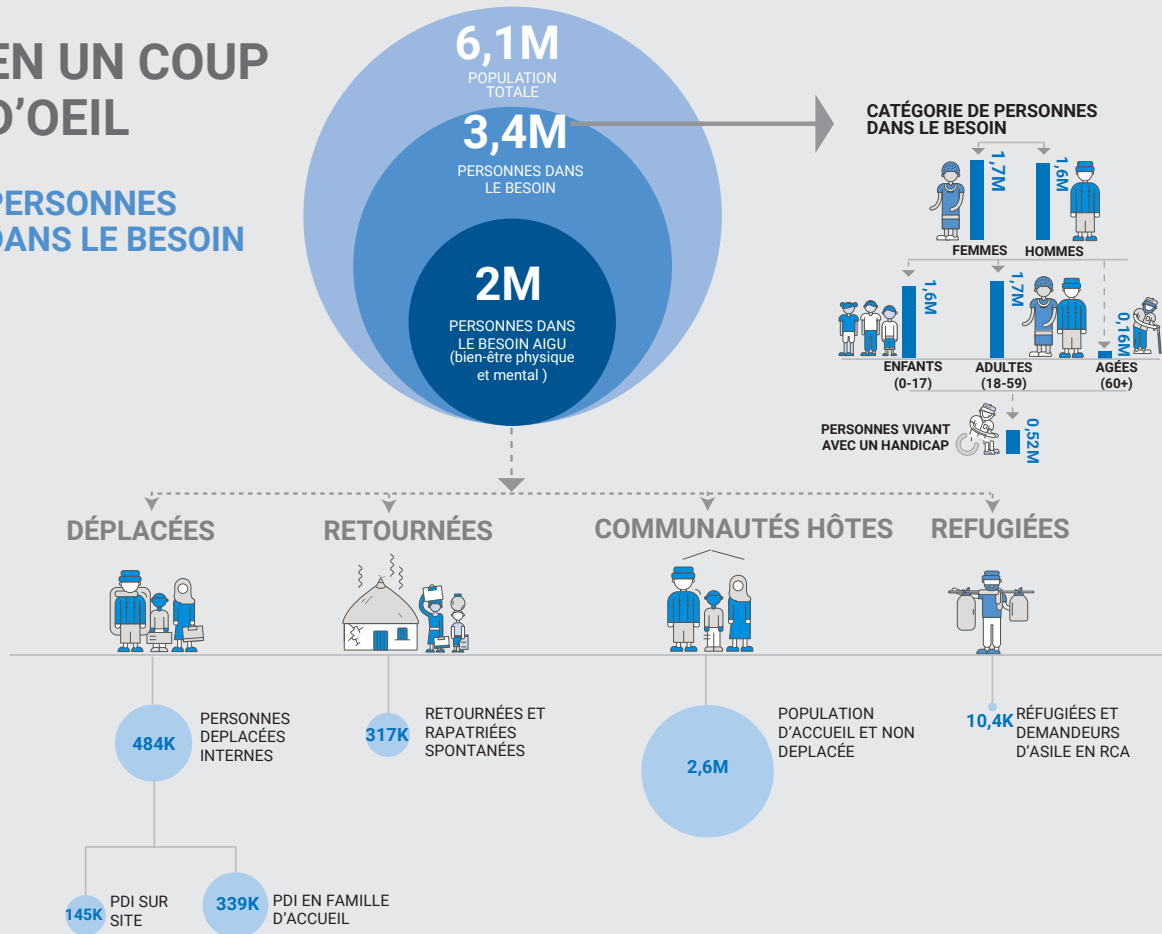
# Table des matières

<b>4</b>	<b>Résumé des besoins humanitaires et chiffres clés</b>
<b>6</b>	<b>Section 1 : Impact de la crise et conditions humanitaires</b>
7	Partie 1.1 : Contexte de la crise
14	Partie 1.2 : Chocs et impact de la crise
25	Partie 1.3 : Portée de l'analyse
26	Partie 1.4 : Conditions humanitaires et sévérité des besoins
32	Partie 1.5 : La crise perçue par les populations affectées
<b>37</b>	<b>Section 2 : Analyses des risques et suivi des besoins</b>
38	Partie 2.1 : Analyse des risques
44	Partie 2.2 : Suivi des besoins
<b>46</b>	<b>Section 3 : Analyses sectorielles</b>
50	Protection
55	DdR Protection de l'enfance
59	DdR Violences basées sur le genre
62	CCCM, Abris & NFI
65	Eau, hygiène et assainissement
69	Éducation
72	Logistique
75	Nutrition
78	Santé
81	Sécurité alimentaire
85	Télécommunication d'urgence (ETC)
<b>88</b>	<b>Section 4 : Annexes</b>
89	Partie 4.1 : Source des données et lacunes d'informations
91	Partie 4.2 : Méthodologie de calcul du PiN intersectoriel et de la sévérité des besoins
<b>95</b>	<b>Acronymes</b>
<b>97</b>	<b>Notes finales</b>

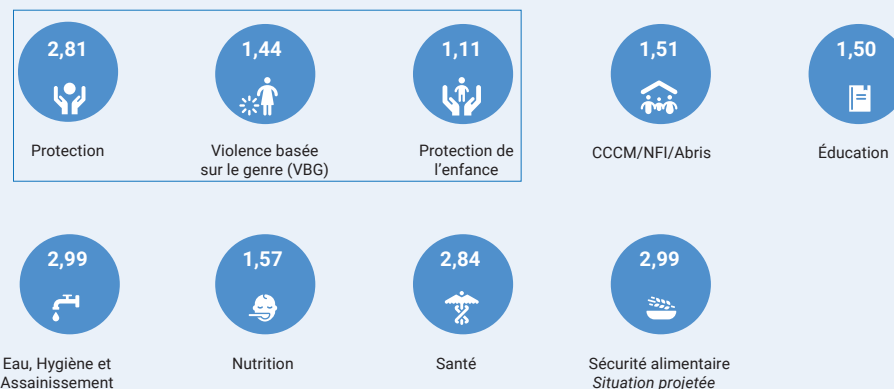
# Résumé des besoins humanitaires et chiffres clés

## EN UN COUP D'OEIL

### PERSONNES DANS LE BESOIN

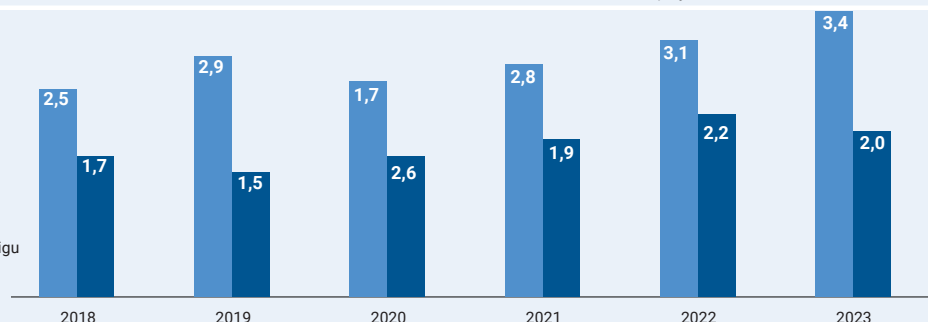


### PERSONNES DANS LE BESOIN PAR SECTEUR (en millions)



### PERSONNES DANS LE BESOIN

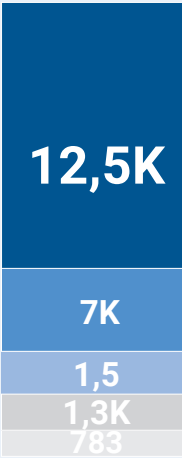
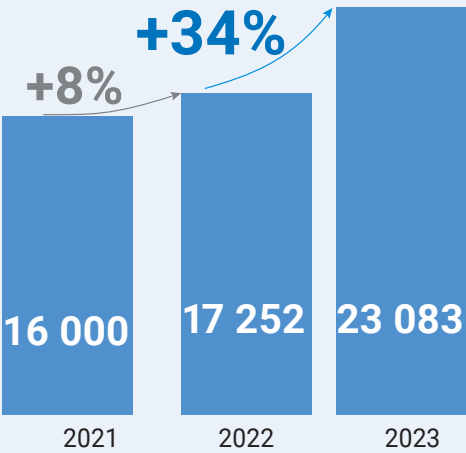
■ Personnes dans le besoin  
■ Personnes dans le besoin aigu (en millions)







Malgré un contexte opérationnel complexe, les acteurs humanitaires ont interrogé plus de 23 000 ménages/informateurs/observateurs clés et plus de 3 470 localités ont été couvertes par la DTM.

MÉNAGES CONSULTÉS



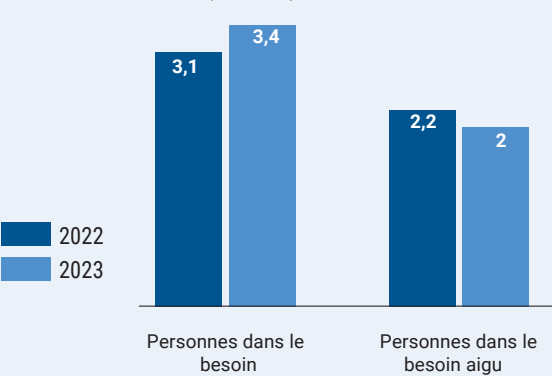
		
MSNA	52%	48%
Mécanisme de feedbacks collectifs	55%	45%
Bromètre Cash - GTS	50%	50%
Etudes des barrières*	54%	46%
Protection de l'enfance	30%	70%

\*- Etude des barrières d'accès à l'aide humanitaire des personnes handicapées

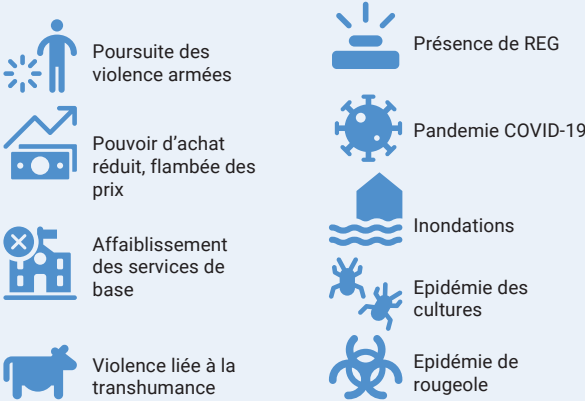
La proportion de personnes dans le besoin est estimée à 56% de la population totale contre 62% en 2022.

ÉVOLUTION DES BESOINS

(en millions)



FACTEURS AGGRAVANTS

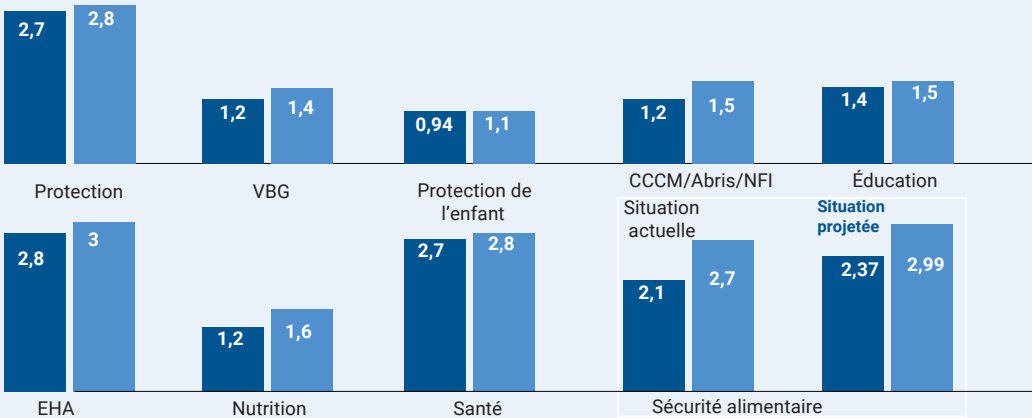


Par rapport à 2022, le nombre de personnes dans le besoin a augmenté dans tous les secteurs.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN PAR SECTEUR

(en millions)

■ 2022 ■ 2023



## Section 1

# Impact de la crise et conditions humanitaires



Zémio, Préfecture du Haut-Mbomou

Une jeune femme avec son bébé dans un des sites de personnes déplacées.

©OCHA/A.Cadonau.



# Partie 1.1

## Contexte de la crise

Une décennie après la crise militaro-politique de 2013 ayant conduit au renversement du pouvoir en place, la République centrafricaine (RCA) n'a pas encore bénéficié des dividendes de la paix et d'un développement durable. Près des trois quarts des Centrafricains vivent sous le seuil de pauvreté dans un pays où les taux abyssaux de mortalité maternelle et infantile côtoient des proportions élevées d'analphabétisme et de mariages précoces. Alors que le pays se remettait lentement de l'impact de la COVID-19, les conséquences de la guerre en Ukraine ont pesé lourdement sur le quotidien d'une population épuisée par des affrontements armés à répétition, accompagnés de graves violations des droits de l'homme.

### Démographie et facteurs socio-culturels

#### Caractéristiques principales et répartition

La population de la RCA a augmenté de 56% depuis le dernier recensement de 2003. En préparation au recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) prévu en 2023, l'exercice de cartographie censitaire a été mené fin 2021 par l'Institut centrafricain des statistiques et des études économiques et sociales (ICASEES). Selon ses résultats publiés en mars 2022, la population Centrafricaine est estimée à 6,09 millions<sup>1</sup> de personnes, sans compter 720 000 réfugiés vivant à l'étranger. Cette cartographie pour des raisons sécuritaires n'a couvert que 75% du territoire accessible. La démographie des 25% du territoire restants a reposé sur les projections de l'ICASEES de 2022 en se basant sur le recensement de 2003.

Les préfectures de l'Ombella M'poko, Bangui et la Ouaka sont parmi les plus peuplées, concentrant 35% de la population totale du pays. Avec un taux de fertilité de 6,4% (2019), la densité de la population en RCA est passée de 6,2 à 9,7 habitants au km<sup>2</sup> en 20 ans, pour un taux d'urbanisation de 42,5%<sup>2</sup>. Les femmes représentent 51% de la population totale, et les hommes 49%<sup>3</sup>. La population est jeune, 78% d'entre elle ayant moins de 35 ans et 50 % moins de 18 ans<sup>4</sup>. Les personnes âgées de plus de 59 ans constituent à peine 4,6% de l'ensemble de la population.

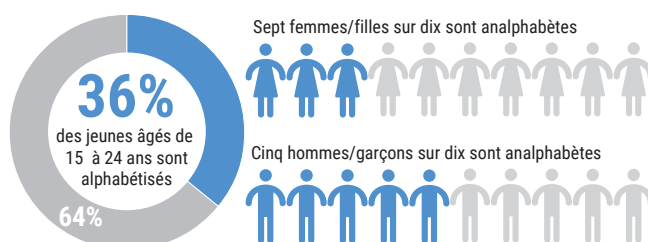
#### Diversité et vulnérabilités sociales

**Discriminations et vulnérabilités : l'envers de la même pièce.** Même si un ménage sur deux est dirigé par une femme<sup>5</sup>, et malgré l'adoption en 2016 de la loi sur la parité de genre, la RCA figure dans la catégorie des pays où le niveau d'égalité femmes-hommes est au plus bas selon l'Indice de développement humain axé sur les

égalités (0672)<sup>6</sup>. Bien que la loi sur la parité requière un quota minimum de 35% des femmes dans les instances de prise de décisions à caractère nominatif et électif<sup>7</sup> d'ici 2026, la RCA est loin de l'atteindre.

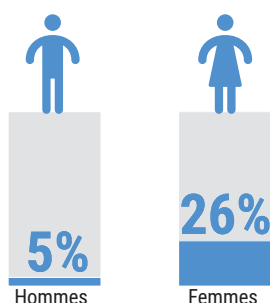
La proportion de femmes à l'Assemblée nationale est à peine de 13%<sup>8</sup>. Les femmes constituent 9,8% du corps des magistrats, et 5% du corps des avocats. Les discriminations se traduisent dans tous les aspects de la vie quotidienne. Dans le système bancaire national, 10% seulement des comptes présents dans les institutions financières centrafricaines appartiennent aux femmes de plus de 15 ans<sup>9</sup>. La différence de traitement salarial est de 40.6% entre hommes et femmes<sup>10</sup>.

Si environ 36% des jeunes centrafricains âgés de 15 à 24 ans sont alphabétisés, plus d'hommes que de femmes le sont, soit respectivement 50% contre 31%<sup>11</sup>. Dans certaines localités reculées du nord-est, comme à Sam-Ouandja où la présence des groupes armés et les difficultés d'accès physique ont maintenu la population dans un profond isolement, le taux d'analphabétisation des femmes et des filles est estimé à 90%<sup>12</sup>. Le taux de fertilité chez les adolescentes est de 189/1 000 et seules 7,6% des filles âgées de 15 à 19 ans et 14,6% de celles âgées de 20 à 24 ans ont accès à un moyen de contraception.



## Moins éduquées et plus pauvres que les hommes, les jeunes filles subissent d'avantage les mariages précoces.

Proportion d'hommes et de femmes agés de 20 à 24 ans mariés avant l'âge de 15 ans



Quelque 5% de jeunes hommes âgés de 20 à 24 ans ont été mariés avant l'âge de 15 ans, proportion qui atteint 26% chez les jeunes filles<sup>13</sup>. Le lien entre déscolarisation et mariage précoce est bien établi puisque seuls 17% des femmes mariées avant 15 ans sont alphabétisées tandis que 58% cent

des femmes qui n'ont pas subi de mariage précoce le sont.<sup>14</sup>

## La prévalence de pratiques néfastes est alarmante. Bien que certaines d'entre elles soient interdites par la loi, comme les Mutilations Génitales Féminines (MGF), d'autres sont permises dans certaines circonstances.

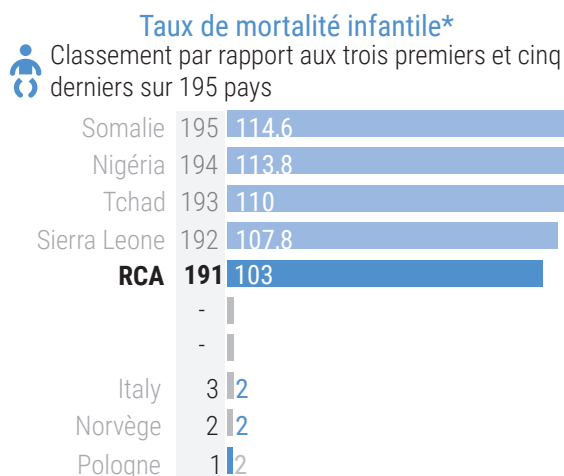
La prévalence des MGF chez les femmes âgées de 15 à 49 ans est de 22%<sup>15</sup>. L'étude effectuée par ONU Femmes<sup>16</sup> sur les lois discriminatoires à l'égard des femmes met en évidence certaines faiblesses du cadre légal centrafricain. Il s'agit particulièrement de la non-conformité de certains textes nationaux avec les instruments juridiques internationaux, permettant notamment le mariage des enfants sur autorisation parentale (article 211 du code de la famille). Également, le code pénal criminalise (article 149) la sorcellerie et le charlatanisme sans les définir, posant ainsi le problème de la preuve de tels actes ou de la valeur des témoignages. Selon les acteurs de monitoring de protection, les violences liées aux accusations de sorcellerie font partie des risques importants de protection. Au deuxième trimestre 2022, 40 incidents, soit 2% des incidents signalés, étaient liés aux accusations de sorcellerie.

**Les personnes handicapées constituent une catégorie de population particulièrement exposée aux discriminations.** Si l'OMS estime qu'elles représentent environ 15% de la population mondiale, il est fortement probable que ce pourcentage soit beaucoup plus élevé en RCA qui connaît des situations de conflit à répétition et où le manque de services de santé reproductive ne permet pas de prévenir les handicaps congénitaux ou ceux liés à l'accouchement. Lors de catastrophes, le taux de mortalité des personnes handicapées est deux à quatre fois plus élevé que celui des personnes non handicapées<sup>17</sup>. La RCA a ratifié en 2006 la Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées (CDPH) et son protocole additionnel, mais sa mise en œuvre n'est pas encore effective<sup>18</sup>. Ainsi, 31% des personnes

handicapées interrogées expliquent faire face à des situations de discrimination liées à leur handicap<sup>19</sup>. Souvent exclus des systèmes éducatifs, les enfants handicapés en âge d'être scolarisés vivant dans un contexte de crise n'ont quasiment pas accès aux salles de classe. En RCA, 73,8% des personnes handicapées interrogées ne savent pas lire et écrire<sup>20</sup>.

**Discriminations ethniques.** Considérés comme les plus anciens habitants de la Centrafrique, les droits des pygmées Aka, dont le nombre est estimé à 5 000<sup>21</sup>, principalement dans la réserve spéciale de Dzanga-Sangha, sont protégés par divers textes internationaux et nationaux. Dans la pratique, ce peuple aux coutumes millénaires continue de subir de multiples discriminations. Ils sont couramment exploités à des fins économiques, victimes de violations des droits de l'homme et considérés comme des citoyens de deuxième catégorie.

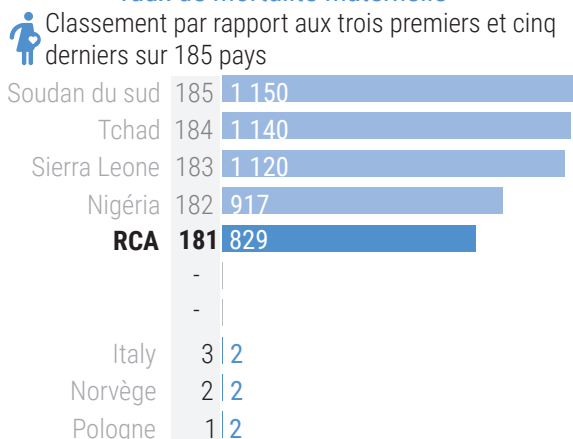
**Des taux de mortalité infantile et maternelle parmi les plus élevés au monde.** Le taux de mortalité infantile est le cinquième le plus élevé au monde, avec 103 décès pour 1 000 enfants avant l'âge de cinq ans<sup>22</sup>.



\*pour 1 000 naissances vivantes

Le taux de mortalité maternelle est également le cinquième le plus élevé au monde avec 829 décès pour 100 000 naissances vivantes<sup>23</sup>. Seuls 42,9% des naissances sont assistées par un personnel de santé<sup>24</sup> et parmi les 59 structures de soins obstétricaux et néonataux d'urgence complets (SONUC) dont le pays a besoin, seulement 17 sont fonctionnelles<sup>25</sup>. Le taux de fertilité est de 6.4 enfants par femme et les besoins non satisfaits en planification familiale sont de 36% pour toutes les femmes, avec seulement quatre naissances sur dix enregistrées dans les registres d'état civil<sup>26</sup>. L'accès aux visites prénatales est de 52% tandis que l'accès aux visites post natales est de 58.6%. Il existe une forte disparité entre milieu urbain et rural, 93% des sages femmes travaillant en milieu urbain et 7% en milieu rural où vit 60% de la population de RCA.



**Taux de mortalité maternelle \***

\*pour 100 000 naissances vivantes

Le taux d'inscription dans les registres d'état civil des enfants de moins de 5 ans des milieux urbains ou ruraux sont respectivement de 68 et 35%<sup>27</sup>. L'espérance de vie est en moyenne de 53,3 ans, bien en deçà de la moyenne des pays à faible indice de développement humain (61 ans) et de la sous-région sub-saharienne (60 ans)<sup>28</sup>.

## Contexte politique, juridique et légal

Les élections locales initialement prévues en 2022 ont été reportées en 2023 par manque de ressources financières et contraintes administratives. Ces élections locales exigent au préalable l'adoption et la promulgation d'une loi sur la délimitation des circonscriptions administratives attendue avant fin 2022. Car si le texte de loi adopté par l'Assemblée nationale en décembre 2020 crée quatre nouvelles préfectures (Mambéré, Lim-Pendé, Ouham-Fafa et Bangui, cette dernière étant autrefois une collectivité autonome qui absorbe désormais les communes attenantes de Bimbo et Begoua), leurs limites communales restent à définir. La Centrafrique n'a pas tenu d'élections locales en 34 ans et depuis 1988, les maires sont nommés par décret présidentiel.

### Des avancées judiciaires et légales au plan national et international

#### Premier procès et verdict de la Cour Pénale Spéciale.

Sept ans après sa création, la Cour pénale spéciale (CPS) a rendu son premier verdict le 31 octobre. La Cour est composée de magistrats nationaux et internationaux chargés de juger des crimes de guerre et contre l'humanité commis depuis 2003. Accusés du massacre le 21 mai 2019 de 46 civils dans des villages du nord-ouest, Koundjili et Lemouna, les trois prévenus ont été reconnus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le principal prévenu a

été condamné à la réclusion à perpétuité et les deux autres à 20 ans de prison, suivant ainsi quasiment les réquisitions du procureur. Le principal prévenu a également été condamné en sa qualité de chef militaire pour des viols commis par ses subordonnés. Une audience était prévue le 4 novembre pour discuter d'éventuelles demandes d'indemnisation financière

La CPS a reçu plus de 230 plaintes, avec au moins 12 dossiers transmis aux bureaux d'enquête. Quelque 21 auteurs présumés ont été placés en détention provisoire et 25 mandats d'arrêt sont en attente d'exécution. 305 victimes et témoins, dont 24 femmes, ont bénéficié des mesures de protection de la CPS<sup>29</sup>.

#### Nouveau mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale.

En juillet dernier, la Cour pénale internationale (CPI) a rendu public un mandat d'arrêt à l'encontre d'un chef rebelle suspecté de crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Ces crimes auraient été commis dans les centres de détention à Bangui en 2013. Ce mandat d'arrêt avait jusqu'alors été gardé sous scellés et daté de janvier 2019<sup>30</sup>. Trois autres anciens chefs rebelles de factions rivales comparaissent actuellement devant la cour pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité perpétrés dans la foulée des événements de 2013 ayant provoqué la chute du Président François Bozizé.

**Abolition de la peine de mort.** Le 27 mai, une loi abolissant la peine de mort en RCA a été adoptée mais doit encore être promulguée. Une fois la loi entrée en vigueur, la RCA deviendra le 24ème Etat africain à abolir la peine de mort. La RCA observe un moratoire de fait sur la peine de mort depuis 1981.

### Un processus de paix qui bute sur de nombreux obstacles.

La mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et de la réconciliation en RCA (APPR) signé en février 2019 par le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés continue de se heurter à plusieurs obstacles. Déjà en 2020, le retrait des principaux groupes armés signataires de l'APPR et la création de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) avaient constitué un revers important pour le processus politique. Bien que l'accord prévoie la dissolution des groupes armés, aucun groupe armé faisant encore partie de l'APPR ne l'a fait à ce jour tandis que le cessez-le-feu déclaré par le Président en octobre 2021 n'est pas respecté. Le dialogue républicain organisé du 21 au 27 mars 2022 à Bangui a exclu la CPC et a été boycotté par les principaux dirigeants des partis de l'opposition. La réunion de Revue Stratégique du Processus Politique, organisée le 4 juin 2022 à Bangui, a constaté avec préoccupation le non-respect par les parties de l'APPR ainsi que les menaces transfrontalières à la paix et à la stabilité

en RCA<sup>31</sup>. 431 violations de l'Accord politique ont été enregistrées du 16 juin au 1<sup>er</sup> octobre, soit une hausse sensible par rapport aux 374 violations constatée lors de la période de rapportage précédente<sup>32</sup>.

## Contexte sécuritaire

**Reconquête des villes et affaiblissement des groupes armés.** Un an après le regain de violence accompagnant les élections présidentielles de décembre 2020 et la formation d'une coalition de groupes armés, les Forces Armées Centrafricaines (FACA) appuyées par les autres personnels de sécurité (APS) ont solidifié leur contrôle des grands centres urbains tels que Bria, Bambari, Bouar, Kaga-Bandoro et Bocaranga. Alors qu'en janvier 2021 cette coalition contrôlait les deux tiers du pays<sup>33</sup>, début 2022 la majorité des grandes villes avaient été reconquises et les groupes armés chassés dans la brousse et sur les axes. La quasi-totalité des leaders influents des groupes armés du Nord et du Centre ont quitté le pays pour se réfugier au Tchad et au Soudan, tandis que ceux opérant dans l'Ouest et le Nord-Ouest ont été pour la plupart éliminés. Les affrontements militaires ont considérablement baissé d'intensité. Entre janvier et le 14 septembre 2022, 453 affrontements ont été enregistrés contre 910 en 2021 à la même période<sup>34</sup>.



Nombre d'affrontements militaires entre janvier et septembre

910

2021

453

2022

Retranchés dans la brousse et autour de carrés miniers artisanaux et opérant autour de chaînes de commandement très localisées ne leur permettant pas de lancer des opérations

militaires coordonnées de grande ampleur, ces groupes armés fonctionnent désormais comme des bandes criminelles. Leur capacité de nuisance reste importante sur les axes et dans les villages où ils se livrent à des braquages, pillages, des taxations illégales, extorsions de biens, et commettent un niveau élevé de violence à l'encontre des civils. L'axe Bouca-Batangafo-Kabo est particulièrement dangereux pour les acteurs humanitaires et habitants des villages qui le longent. 24 incidents touchant les humanitaires ont été enregistrés dans la zone entre janvier et octobre 2022. Depuis mai 2022, neuf organisations humanitaires intervenant sur cet axe ont suspendu temporairement leurs activités. Des tentatives de regroupement d'éléments en débandade dans l'ouest et le sud-ouest sont en cours avec la présence signalée d'éléments

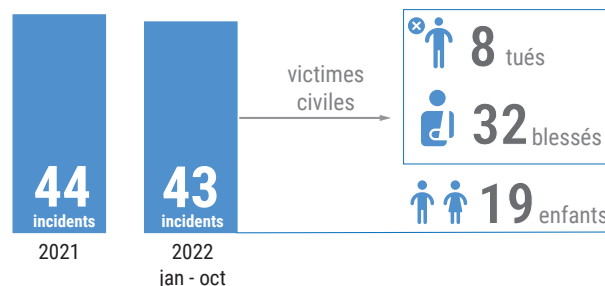
étrangers parmi les combattants qui pourrait faire basculer l'équilibre des forces.

**Recours aux milices supplétives.** Les forces de défense nationales et APS ont recruté environ 600 ex-combattants dans les préfectures de la Basse-Kotto et de la Ouaka pour lutter contre les groupes armés de septembre 2021 à février 2022<sup>35</sup>. Ceux-ci ont été placés en première ligne lors des différentes attaques qui se sont soldées par des atrocités commises contre la minorité peule et musulmane. L'attaque ciblant la communauté musulmane de Boyo du 6 au 13 décembre 2021 a entraîné la mort d'au moins 20 personnes, y compris trois enfants, tandis qu'au moins 12 personnes, dont deux enfants, ont été blessées principalement à l'arme blanche. Les enquêtes menées par la Division des Droits de l'Homme de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) ont révélé le caractère systématique des pillages et de la destruction de biens par les assaillants alors qu'ils avaient pris le contrôle du village de Boyo. Les assaillants ont incendié 547 maisons, pillé des biens et les stocks de nourriture<sup>36</sup>. Des pillages et attaques contre des civils aux mains des supplétifs ont également eu lieu à Aigbandou les 16 et 17 janvier 2022<sup>37</sup> et à Ippy où les axes connexes ont connu de novembre 2021 à janvier 2022 des opérations militaires de très grande intensité orchestrées par des milices supplétives<sup>38</sup>. Ces auxiliaires ont également été impliqués dans les événements de Gobolo en septembre 2022<sup>39</sup>.

**Utilisation de mines antipersonnel.** Au cours des 10 premiers mois de 2022, 43 incidents impliquant des restes d'engins explosifs ont été signalés par UNMAS, un chiffre qui atteint presque celui enregistré pendant l'année précédente. Huit civils ont été tués et 32 blessés. L'accident le plus récent s'est produit le 3 octobre 2022, lorsque trois casques bleus de la MINUSCA ont été tués et un autre gravement blessé par un engin explosif dans la région de Kouï, dans la Préfecture de l'Ouham-Pendé dans le nord-ouest. Dans le centre le 4 avril, deux mines antipersonnel ont été découvertes et détruites dans le village de Komblé (Préfecture de la Ouaka). Il s'agit d'une violation de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, à laquelle la République centrafricaine est devenue partie le 1<sup>er</sup> mai 2003<sup>40</sup>.



Nombre d'incidents et victimes liés aux engins explosifs



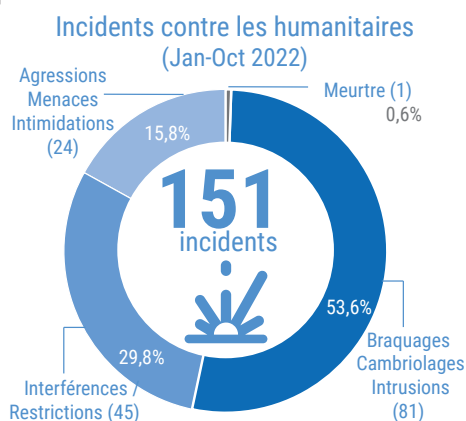


**Hausse des violences liées à la transhumance.** Avec près de 16 millions d'hectares de terres de pâturage<sup>41</sup>, la RCA connaît d'importants mouvements transhumants saisonniers entre les mois de novembre et mai. Qu'il s'agisse de transhumance interne ou transfrontalière de bétails en provenance du Cameroun, Tchad, Soudan et Sud-Soudan, celle-ci est marquée par des tensions/violences entre les éleveurs transhumants et les agriculteurs, mais également entre les groupes armés et les éleveurs transhumants. Perçue comme une source d'enrichissement rapide, la transhumance attire l'intérêt des groupes armés qui rançonnent les éleveurs sous prétexte de leur assurer une protection, ou organisent des raids sur les troupeaux. L'enjeu est de taille puisque le cheptel de bovins transhumants en RCA est estimé à 4 millions de têtes réparties dans 25 000 familles d'éleveurs transhumants<sup>42</sup>.

Les violences liées à la transhumance ont eu lieu à un rythme croissant par rapport à 2021. Au cours des six premiers mois de 2022, 148 incidents ont été signalés contre 145 au cours des 11 premiers mois de 2021<sup>43</sup>. Sur les 72 sous-préfectures que compte la Centrafrique, 33 d'entre elles abritant une population de 1,8 million de personnes se trouvant au cœur des couloirs de transhumance<sup>44</sup>.

#### Les incidents contre les humanitaires se poursuivent.

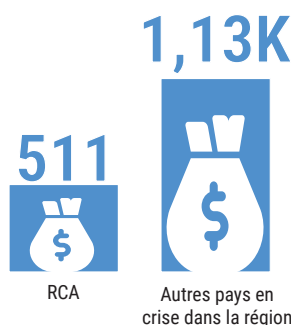
Au cours des 10 premiers mois de l'année, 151 incidents affectant des travailleurs ou des biens humanitaires ont été enregistrés, faisant un décès et 18 blessés. Un pic considérable a été observé au mois d'août qui a totalisé à lui seul 29 incidents. Cette augmentation est principalement due à une forte hausse des entraves administratives à Bangui vis-à-vis des véhicules humanitaires qui ont été arrêtés, immobilisés ou confisqués. Dans l'ensemble, sur les 29 incidents enregistrés au cours du mois d'août, 48 pour cent concernaient des cas de vol ou d'intrusions. Les préfectures de l'Ouham (24,6%), Bangui (23,2%) et Ouaka (9,6%) ont été les plus touchées au cours des 10 premiers mois de 2022.



## Contexte économique

**Des prévisions de croissance contrées par la guerre en Ukraine et une crise fiscale.** Classée au 188<sup>ème</sup> rang sur 191 pays et territoires selon l'Indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le

Produit intérieur brut (PIB)  
par habitant



développement (PNUD), la RCA est l'un des pays les plus pauvres au monde. Son produit intérieur brut (PIB) par habitant s'élève à 511 USD, ce qui est considérablement inférieur à la moyenne de 1130 USD dans d'autres pays touchés par l'instabilité, les conflits et la violence en Afrique sub-saharienne.<sup>45</sup> La proportion de Centrafricains vivant sous le seuil de

pauvreté de 1,90\$ américain par jour est estimée à 71,4%.<sup>46</sup> Si le FMI prévoyait une augmentation de 3% du PIB en 2022, alors que le pays se remettait lentement de l'impact de la COVID-19, la guerre en Ukraine a contré cette trajectoire de croissance.

En raison de sa forte dépendance à l'extraction des ressources naturelles, la RCA est également l'un des pays les moins diversifiés du monde sur le plan économique.<sup>47</sup> Ce manque de diversification, aggravé par les multiples chocs que le pays a connus depuis des années, se traduit en de faibles opportunités économiques pour sa population et en une forte dépendance à l'égard des exportations de matières premières, autant de facteurs empêchant le pays de créer les amortisseurs nécessaires à l'atténuation des chocs extérieurs<sup>48</sup>.

La RCA dépend fortement de l'agriculture de subsistance et des activités forestières, bien que les deux secteurs soient sous-développés. Depuis 1991, le secteur agricole a représenté 50,9% du PIB et 80 % de l'emploi total. Cependant, la guerre civile de 2013 a reconfiguré la composition sectorielle du PIB. Même si la part de l'agriculture dans le PIB est passée de 50,7% en 2012 à 32,4% en 2019, ce secteur a un énorme potentiel socio-économique.<sup>49</sup>

Pays enclavé avec une faible production interne, la RCA dépend de pays voisins pour l'importation de biens de consommation, qui à leur tour sont fortement dépendants de la Russie et de l'Ukraine pour l'importation de produits comme le blé, l'huile et les engrais. Le 22 avril le gouvernement camerounais suspendait les exportations en RCA de certains produits alimentaires et non alimentaires, notamment la farine de blé, l'huile raffinée, le riz et les céréales. Le

gouvernement camerounais justifiait cette décision par une pénurie aggravée constatée sur le marché intérieur, le pays dépendant lui-même à 45% des importations de blé de la Russie.

**Un gouvernement confronté à une crise fiscale.** Si la guerre en Ukraine a provoqué l'augmentation des prix à l'importation des produits alimentaires et pétroliers, elle a également affecté la capacité du gouvernement à mobiliser des fonds internes par le biais des taxes sur les importations/exportations et le carburant. La loi de finances du gouvernement avait prévu 5,3 milliards de FCFA de taxes sur les carburants en 2022, en anticipant un prix du pétrole bas sur les marchés mondiaux, sans pour autant prendre la mesure des conséquences de la crise ukrainienne.<sup>50</sup> A la suggestion du FMI, les autorités centrafricaines ont lancé un processus de consolidation budgétaire. Le budget rectificatif de l'Etat pour 2022, adopté par l'Assemblée nationale en septembre 2022, compte sur la mobilisation de ressources extérieures à hauteur de 52%.<sup>51</sup> Cependant, à ce jour, sur les financements extérieurs contenus dans la loi des finances, aucun décaissement des principaux bailleurs de fonds n'a été effectué. Seuls les droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI, qui prendront fin en 2023, alimentent la contribution extérieure au budget national dont le déficit s'élève à 24 milliards de FCFA.

**Introduction de la crypto-monnaie et refroidissement des relations avec les partenaires régionaux.** Le gouvernement a introduit en juillet 2022 la crypto-monnaie Sango Coin comme monnaie officielle de référence aux côtes du franc CFA. L'achat de Sango Coins donne à des investisseurs extérieurs la possibilité d'obtenir la nationalité centrafricaine ou d'un titre de résidence, des dispositions auxquelles s'est opposée la Cour constitutionnelle centrafricaine.<sup>52</sup> De même, l'introduction du Sango Coin a suscité l'opprobre des autorités monétaires de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et jeté un froid entre la Centrafrique et les membres de la CEMAC.<sup>53</sup> Pourtant, l'intégration régionale constitue un enjeu majeur pour la RCA en raison de sa situation enclavée et de sa frontière avec six pays d'Afrique centrale. Selon les derniers chiffres de 2018, moins de 5% des exportations du pays étaient destinées aux marchés africains.<sup>54</sup>

## Profil technologique et infra-structures

**La dégradation des infrastructures routières, la faiblesse du réseau électrique, du secteur bancaire et des télécommunications n'offrent pas de socle solide au secteur économique.** Si le pourcentage de la population centrafricaine ayant accès à l'électricité a plus que doublé entre 2000 et 2019, il demeure extrêmement faible. Quelque 14% de centrafricains sont reliés au réseau électrique, et sur ce total seuls 1,5% des habitants des zones rurales y ont accès<sup>55</sup>. Seuls 30% de la population totale a accès à l'eau potable, avec un taux variant de 36,5% pour la ville de Bangui à 27% dans les zones rurales en raison de la vétusté et la destruction des infrastructures de production et de distribution d'eau à l'intérieur du pays<sup>56</sup>. Pourtant, c'est là que vivent plus de 60% de la population. Dans les préfectures de la Haute-Kotto, de la Vakaga, du Mbomou, de la Basse-Kotto et de la Sangha-Mbaéré, le nombre d'habitants par forage est largement au-dessus de 2 500<sup>57</sup>.

### **Le réseau routier centrafricain est extrêmement limité.**

Sur un total de 25 000 kilomètres de routes, seuls 600 kilomètres sont asphaltés, ce qui représente 2,5% de la totalité du réseau routier. La majorité des ouvrages n'ont pas été réhabilités depuis la crise de 2013 par manque de moyens financiers, techniques et humains de l'Etat<sup>58</sup>.

**Environ 10% des habitants ont accès à Internet<sup>59</sup>.** Le pays compte 1,83 million de téléphones portables, ce qui correspond à une moyenne de 0,38 par personne<sup>60</sup>. Seuls 20,6% des femmes centrafricaines âgées de 15-49 ans possèdent un téléphone portable contre 36,9% des hommes en 2019<sup>61</sup>, ce qui est largement en deçà du taux de possession du téléphone portable par les femmes dans le monde qui est de 80%<sup>62</sup>. Le secteur bancaire se limite à quatre établissements et à quelques établissements de microfinance installés essentiellement à Bangui<sup>63</sup>.

## Profil environnemental

L'un des pays les plus pauvres au monde, la RCA regorge des richesses en ressources naturelles et minérales impressionnantes. Sources de toutes les convoitises, d'enrichissement et de conflits, 470 indices miniers ont été répertoriés, dont des diamants alluvionnaires, de l'or, de l'uranium, du fer, du phosphate, du nickel, du cobalt, du cuivre, du coltan, de l'étain et du tungstène<sup>64</sup>. La RCA occupe le quatrième rang de la classification mondiale des pays producteurs de diamants<sup>65</sup>. La production de diamants alluvionnaires de qualité optimale (diamants de joaillerie) offre environ 500 000 carats brut par an, chiffre officiel qu'il convient de doubler ou tripler en raison de la contrebande dans ce secteur. <sup>66</sup>.

L'exploitation extensive de bois précieux comme l'ébène et l'acajou et l'exportation du bois de construction ont provoqué le recul de la forêt à un rythme annuel moyen de 0,2% entre 2000 et 2020, soit un recul de 7,5% de la superficie totale de la forêt centrafricaine<sup>67</sup>. Avec la déforestation, c'est la survie des pygmées Aka qui est en jeu. Ceux-ci tirent de la forêt les moyens de se nourrir, de se soigner et de construire leur habitat.

Des efforts considérables sont en cours pour préserver la faune et la flore centrafricaine des criminels, trafiquants, braconniers et conséquences néfastes de la transhumance. Au fin fond du sud-est de la Centrafrique, dans la réserve naturelle protégée de Chinko, dont la gestion a été confiée par le Gouvernement à African Parks en 2014, le braconnage et le passage de bétail transhumant ont été entièrement éliminés. Chinko abrite désormais des chimpanzés, éléphants, buffles et élans<sup>68</sup>. Autre sanctuaire de la faune et la flore, les Aires Protégées de Dzanga-Sangha dans le sud-ouest. Il s'agit d'une mosaïque d'écosystèmes, comprenant des forêts tropicales, rivières et cours d'eau, marécages et clairières herbeuses où cohabitent des espèces rares et menacées comme les éléphants de forêt, les gorilles, et plusieurs espèces d'antilopes.



# Partie 1.2

## Chocs et impact de la crise



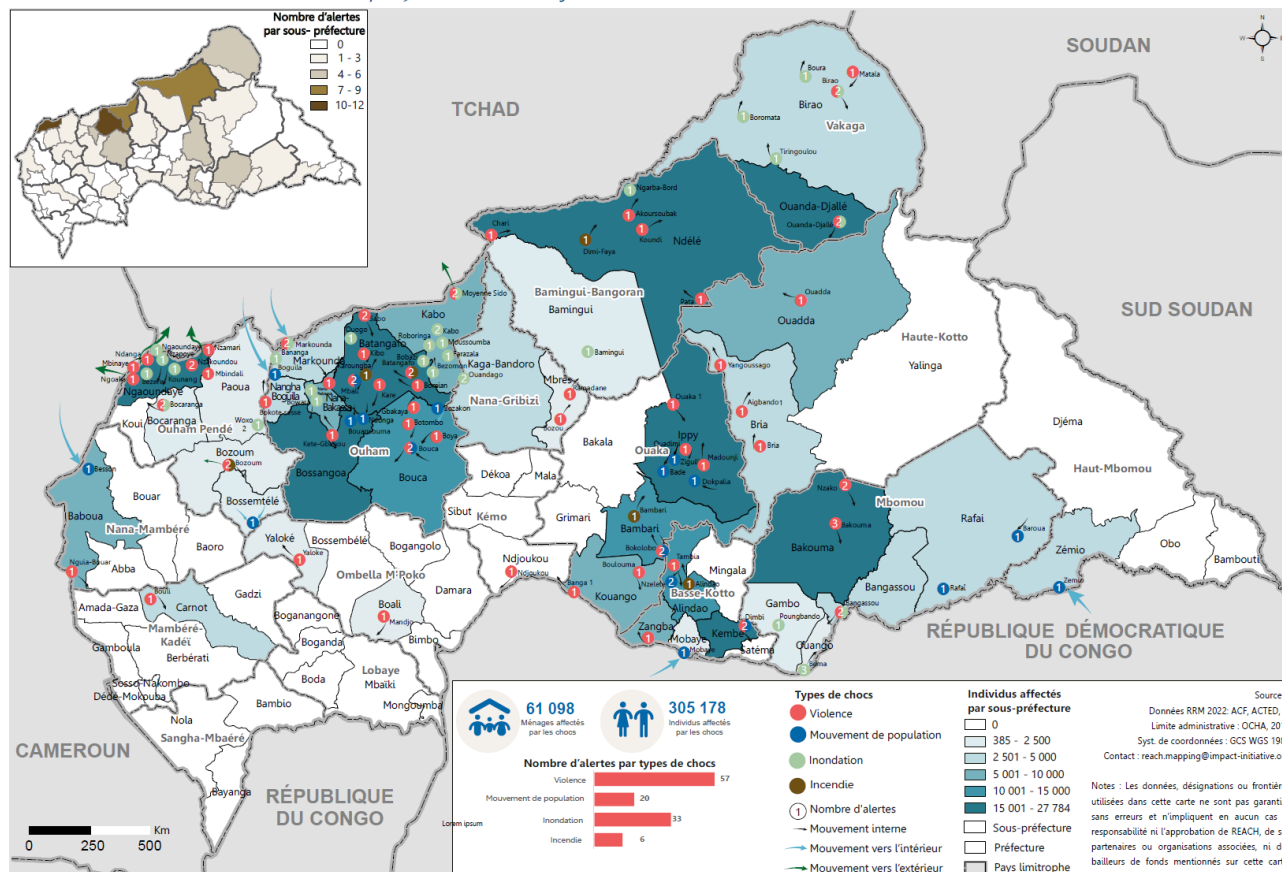
Bria, Préfecture de la Haute-Kotto

Habitants du plus grand site de personnes déplacées en RCA, le « PK3 » à Bria

©OCHA/A.Cadonau

En 2022, les déplacements de population se sont poursuivis au même rythme qu'en 2021 à mesure que les mouvements de retour ralentissaient de manière significative, maintenant près d'un demi-million de personnes hors de leurs foyers. Corolaires indissociables de la poursuite des hostilités en RCA, les violations et atteintes aux droits de l'homme et les violences basées sur le genre sont en augmentation et témoignent des conséquences graves de la crise sur la protection des civils. Au conflit se sont greffées les perturbations des marchés mondiaux et leur impact quasi immédiat sur le pouvoir d'achat déjà faible des Centrafricains.

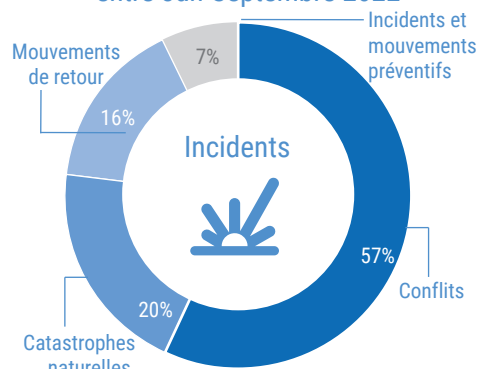




Un peu plus de la moitié des sous-préfectures et plus de 300 000 personnes ont subi des chocs en 2022.

Selon le mécanisme de réponse rapide (RRM), si la proportion de chocs a baissé de 8% entre le 1er octobre 2021 et le 30 septembre 2022 comparativement à la période précédente, 60% des 72 sous-préfectures que compte le pays ont connu des événements

### Chocs sur les personnes entre Jan-Septembre 2022



dévastateurs. Contrairement à 2021, les sous-préfectures de Bakala, Bamingui, Bocaranga, Carnot, Kembe, Mobaye, et Zangba n'ont pas été épargnées cette année avec une recrudescence d'incursions armées violentes dans les villages et villes de taille

moyenne et des inondations engendrant des mouvements de population. Parmi les principaux chocs enregistrés en 2022 figurent les violences liées aux conflits (57% des chocs), les catastrophes naturelles (20%), les mouvements de retour interne ou rapatriements spontanés (16%), et les autres types de chocs comme des incendies et mouvements préventifs (7%)<sup>69</sup>.

Près de 265 000 personnes ont été directement affectées par les chocs liés aux conflits<sup>70</sup>. Le nord-ouest (Ouham, Ouham-Pendé) a enregistré le plus grand nombre de personnes affectées, soit 45% des populations victimes de violences. Le nord-est comptabilise six fois plus de personnes affectées par rapport à l'année dernière en raison de l'intensification des opérations militaires dans certaines préfectures, comme celle de la Haute-Kotto qui a connu à elle seule 33 nouveaux chocs<sup>71</sup>. Même si les opérations armées, régulières ou irrégulières, sont les principales violences enregistrées, il faut noter que 5%<sup>72</sup> des conflits sont associés au phénomène de transhumance (accrochages entre éleveurs et cultivateurs, vol de bétail, rejet des communautés transhumantes, etc.)

**Les chocs associés aux mouvements de retour ou de rapatriement ont concerné 71 000 personnes entre le 1er octobre et le 30 septembre 2022.** Cinq préfectures sont concernées par ces flux de retour à savoir l'Ouham, la Ouaka, la Basse-Kotto, le Haut-Mbomou et l'Ouham-Pendé. Certaines préfectures comme l'Ouham et la Ouaka ont connu une augmentation des flux de retour spontanés en comparaison à l'année dernière (hausse de 235% de personnes retournées ou rapatriées dans l'Ouham, et 135% dans la Ouaka).

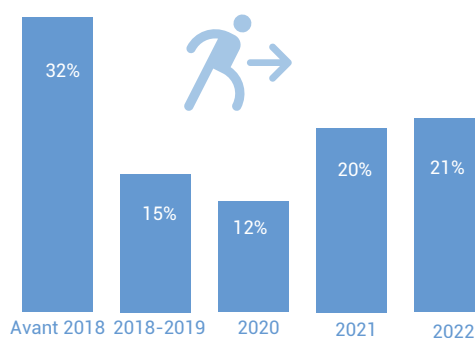
Si le retour est souvent synonyme d'accalmie et d'amélioration des conditions de vie dans les localités d'origine, il est également dicté par les conditions de vie difficiles dans les zones d'accueil. Par exemple, dans l'impossibilité de se procurer de l'eau potable, 53% des PDI dans les localités d'accueil s'exposent à des maladies hydriques en ayant recours à des sources d'eau non améliorées telles que les puits traditionnels et l'eau de surface<sup>73</sup>. Les personnes retournées présentent de ce fait des niveaux de vulnérabilité assez comparables<sup>74</sup> aux personnes déplacées à la suite d'un choc violent.

**Augmentation de 60% des chocs liés aux catastrophes naturelles en comparaison à 2021<sup>75</sup>.** Les zones à risque d'impact élevé d'inondations se situent dans les préfectures de l'Ouham et de la Kémo (plus de 203 000 personnes à haut risque), tandis que la Nana-Mambéré et l'Ouham-Pendé sont les moins exposées<sup>76</sup>. Les dernières inondations de grande ampleur ont été enregistrées en 2019 lorsque 100 000 personnes, dont 60 000 rien qu'à Bangui, ont vu leurs maisons inondées et détruites, et leurs sources d'eau polluées, poussant la plupart au déplacement vers des sites temporaires ou en famille d'accueil.

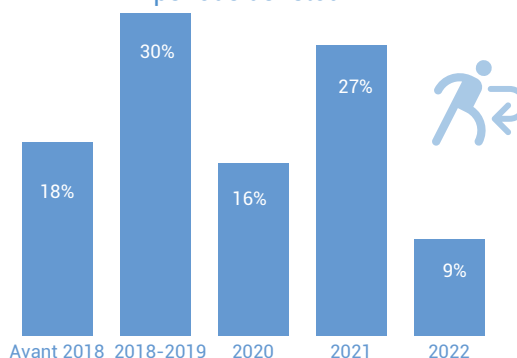
### 1.2.1- Impact de la crise sur les personnes, systèmes et services

**Près de 500 000 personnes n'ont toujours pas pris le chemin du retour<sup>77</sup>.** Si ce chiffre traduit une baisse de 26% du nombre de PDI par rapport au mois d'août 2022, il est à mettre au compte de l'extension de la couverture de la Matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM. Car loin de traduire une amélioration du contexte, l'analyse des données montre qu'un tiers des retours s'est produit entre 2018 et 2019 tandis que seuls 9% des retours ont eu lieu en 2022<sup>78</sup>. Pire encore, près du quart de l'ensemble des PDI comptabilisés dans le pays s'est déplacé en 2022<sup>79</sup>.

Répartition des PDI par période de déplacement

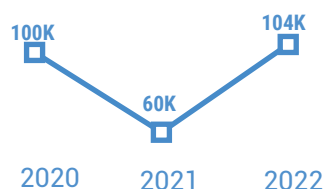


Répartition des personnes retournées par période de retour



**Des inondations qui surpassent celles de 2019.** Depuis juin 2022, les inondations en RCA ont affecté environ 104 000 personnes dans 12 des 16 préfectures que compte le pays et la capitale Bangui, détruit plus de 5 000 maisons et 19 500 hectares de cultures, endommagé de nombreuses infrastructures et déplacé plus de 6 000 personnes. La Préfecture de la Vakaga, dans le nord, a été la plus touchée (24 000 sinistrés), suivie de la capitale Bangui (20 400 victimes) et de la Préfecture de l'Ouham (13 000 victimes). Fin octobre, sept écoles étaient encore occupées par les personnes sinistrées, compromettant la rentrée scolaire 2022-2023 de plus de 10 000 enfants.

#de personnes affectées par les inondations au cours des trois dernières années



**La tendance à la hausse des cas déclarés de violences basées sur le genre s'est poursuivie tout au long de l'année.** Plus de 17 831 cas de VBG ont été rapportés de janvier à septembre 2022, dépassant de 53% le nombre total de cas signalés en 2021<sup>80</sup>. Cette augmentation s'explique en partie par l'expansion des interventions VBG dans de nouvelles zones mais également par la persistance des conflits armés, l'autorité limitée de l'État et l'insécurité alimentaire. Le monitoring de protection de janvier à avril 2022 a établi un lien étroit entre l'insécurité alimentaire et les risques de protection. Les agressions physiques, dénis de ressources, et violences psychologiques motivés par la pénurie de nourriture constituent 46% des types de VBG répertoriés.

Par ailleurs, les enquêtes effectuées à la suite de l'occupation des villes par les groupes armés dans les préfectures du Mbomou et de la Haute-Kotto, témoignent de l'ampleur et de l'extrême brutalité avec lesquelles les actes de violences sexuelles liées au conflit (VSLC) ont été perpétrés par certains GA. Lors de leur contrôle et retrait de la localité de Bakouma, les violences sexuelles ont été utilisées de manière systématique et généralisée par les groupes armés.<sup>81</sup>

**Un fort sentiment d'insécurité dans les foyers centrafricains.** Plus des trois quarts des foyers centrafricains disent craindre pour la sécurité des filles et des garçons<sup>82</sup>. Si les violences sexuelles constituent le risque majeur pour les femmes et les filles, les garçons sont quant à eux davantage menacés par la criminalité et les attaques<sup>83</sup>. L'intégrité physique des filles et des femmes est si menacée que celles-ci évitent le marché, les transports publics, le chemin pour aller aux champs ou chercher du bois<sup>84</sup>. Sujet tabou, les violences sexuelles contre les garçons et les hommes existent pourtant. Selon l'analyse des cas masculins de violences sexuelles reçus au Centre Tongolo et à l'hôpital communautaire de Bangui entre décembre 2017 et août 2022, sur les 12 076 cas de violence sexuelle, 792 cas étaient masculins, soit environ 6,5% du total.

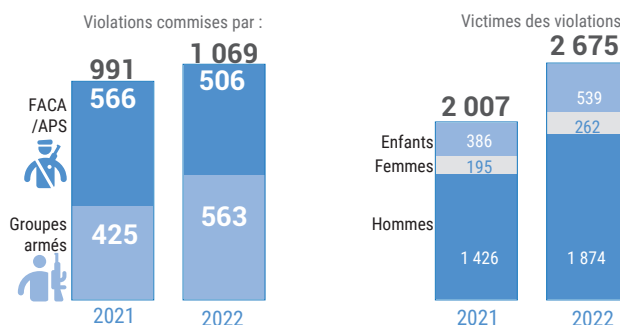
Les femmes et enfants handicapés sont particulièrement exposés aux risques de VBG dans les situations d'urgence, surtout ceux vivant avec un handicap intellectuel et psychosocial. Plus vulnérables, elles connaissent également d'importantes difficultés à accéder aux services ou n'y accèdent pas du tout pour 36,5% des personnes handicapées interrogées<sup>85</sup>. Le manque d'accès physique, les difficultés financières, et la discrimination en sont les principales raisons invoquées.

**Utilisés, recrutés ou privés de leur droit à l'éducation, les enfants centrafricains subissent des violations graves de leurs droits.** Selon la Division des droits de l'homme (DDH) de la MINUSCA, un grand nombre d'enfants continue d'être soumis au recrutement et à l'utilisation aussi bien par les forces nationales que par les groupes armés. De janvier à août 2022, la DDH a documenté et vérifié plus de 292<sup>86</sup> cas d'utilisation et de recrutement d'enfants ; soit plus d'un enfant utilisé ou recruté par jour en RCA.

Les violences armées ont laissé des séquelles importantes sur les enfants. Les risques d'attaques, de séparation familiale et le manque d'accès à l'éducation constituent une source importante de stress chez les filles et les garçons. 85% des répondants enquêtés dans le cadre de l'Évaluation des Besoins de Protection de l'Enfant en RCA<sup>87</sup> estiment que le conflit a causé des séparations familiales depuis 2021 et 47% confirment la présence d'enfants non accompagnés dans leurs communautés.

**Les violations et atteintes aux droits de l'homme en augmentation de 8%.** De janvier à septembre 2022, la Division des droits de l'homme (DDH) de la MINUSCA a documenté 1 069 violations et atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire, dont 506 ont été commises par des forces affiliées à l'État et 563 par des groupes armés. Au total, 2 675 victimes, dont 262 femmes, et 539 enfants (dont au moins 193 filles) ont été affectées par ces violations et atteintes (47,5% par les agents de l'État et 48,5% par les groupes armés signataires de l'APPR-RCA). Il s'agit d'une augmentation de 8% par rapport à l'année précédente à la même période.

 Violations et atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire (janvier - septembre)



Si une baisse significative a pu être notée au premier trimestre 2022, il convient de noter une recrudescence du nombre de violations et victimes à partir du second trimestre 2022, en partie due aux arrestations et détentions arbitraires par des agents de l'État, qui montre la nécessité de continuer à fournir un appui à la

restauration de l'autorité de l'Etat, mais aussi en raison des atteintes commises par les groupes armés et dans le cadre des opérations militaires pour les repousser.

Les violations documentées comprennent notamment des exécutions sommaires et extrajudiciaires, ainsi que d'autres types d'atteintes au droit à la vie (y compris des disparitions forcées et des menaces de mort), des viols et autres violences sexuelles liées aux conflits, des cas de torture et de traitements cruels, inhumains et dégradants, des arrestations et détentions arbitraires, des enlèvements, des destructions ou pillages de biens, ainsi que le recrutement et l'utilisation d'enfants, et des attaques contre le personnel humanitaire. Certains civils ont été la cible de ces violations en raison de leur appartenance ethnique ou religieuse. Un grand nombre d'enfants continue d'être victime de recrutement et d'utilisation, aussi bien par les forces nationales que par les groupes armés. De janvier à septembre 2022, plus de 295 cas d'utilisation et de recrutement d'enfants ont été documentés.

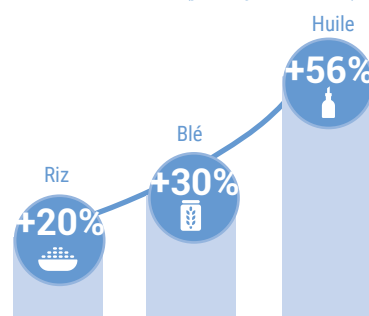
Les violations et atteintes commises dans le cadre des opérations militaires, y compris celles impliquant les APS, parfois appuyés par des milices supplétives sont particulièrement préoccupantes. Ces milices ont été recrutées, entraînées, armées et/ou soutenues logistiquement pour mener des attaques contre des civils. Un nombre croissant de violations et atteintes a été noté depuis le début de l'année dans les préfectures de la Haute-Kotto et l'Ouham. La résurgence des discours de haine et d'incitation à la violence politique, ethnique et religieuse par le biais des médias est particulièrement préoccupante, de même que les restrictions accrues de l'espace civique, y compris certaines libertés publiques.

### La guerre en Ukraine : une onde de choc sur le quotidien des populations et les opérations humanitaires

**La République centrafricaine a été particulièrement exposée aux conséquences de la guerre en Ukraine.** Le prix de la farine de blé, du riz et de l'huile végétale a connu une augmentation en moyenne de 30%, 20 % et 56% respectivement sur les marchés.<sup>88</sup> Au cours du premier semestre 2022, la rupture complète et répétée de certains aliments a été signalée à plusieurs reprises, comme le maïs en grains, le riz, le manioc, le haricot et la viande<sup>89</sup>. Ces développements se sont produits dans un contexte où en décembre 2021, plus de 67% de la population avaient déjà épuisé ses stocks alimentaires et 58% des agriculteurs avaient jugé la dernière campagne agricole mauvaise ou très mauvaise. L'insécurité persistante restreignant l'accès aux champs, le manque de semences et le faible accès aux

intrants agricoles avaient été invoqués comme étant à l'origine du déficit de production agricole.<sup>90</sup>

#### Augmentation des prix des denrées alimentaires (jan - juin 2022)

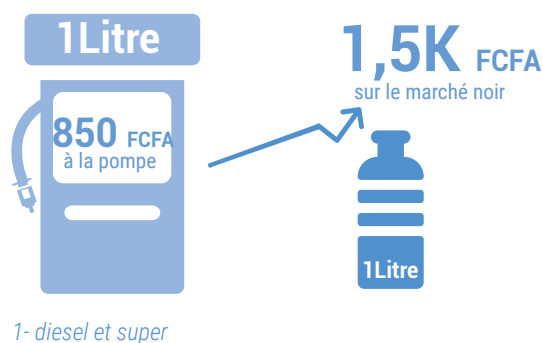


#### La hausse des prix sur l'ensemble du territoire a entraîné une baisse du pouvoir d'achat.

L'augmentation marquée et constante des prix des produits alimentaires au cours de l'année est particulièrement préoccupante dans un pays où près de la moitié de la population est classée en situation d'insécurité alimentaire et dépend des marchés locaux pour satisfaire ses besoins alimentaires en raison d'un accès limité aux champs et aux intrants agricoles.<sup>91</sup> Cette évolution a entraîné une réduction de 38% du nombre de clients signalée par les commerçants à travers le pays, citant une réduction de leurs moyens financiers comme principale raison.<sup>92</sup>

**Une pénurie de carburant prolongée.** Depuis le mois de mars 2022, le pays fait face à des ruptures prolongées dans l'approvisionnement en carburant, conséquence directe des perturbations des exportations de pétrole russe.

#### Famblée du prix de carburant<sup>1</sup> sur le marché noir



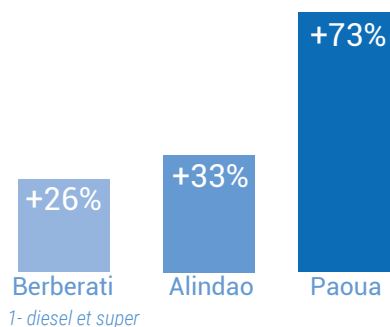
1- diesel et super

A cela s'ajoute un phénomène de rétention des stocks de carburant des pays limitrophes à la Centrafrique. Des files de véhicules s'alignent dans les rues de la capitale devant les stations-service qui restent pour la plupart vides, le gouvernement n'ayant pas les moyens de se procurer du carburant compte tenu des prix en forte augmentation sur les marchés mondiaux. La



vente au marché noir a explosé dans les rues de Bangui, tout comme le prix du litre d'essence vendu jusqu'à 1 500 FCFA contre 850 FCFA à la pompe. Des augmentations similaires ont été observées sur l'ensemble du territoire, le prix de l'essence ayant encore bondi de juin à juillet de 73% à Paoua, 33% à Alindao et 26% à Berberati.<sup>93</sup>

Flamblée du prix du carburant<sup>1</sup> en région



Il est à craindre que la pénurie de carburant actuelle se prolonge et s'aggrave en 2023. La fourniture de carburant, qui provient à 80% de la RDC par le fleuve Oubangui de juin à décembre, est devenue très limitée. Le même constat s'applique au Cameroun qui fournit 20% du carburant à la RCA par la route nationale MSR1. Les stocks de carburant doivent avoir atteint leur maximum à la mi-janvier de chaque année pour qu'ils puissent approvisionner le pays jusqu'à mi-juin, ce qui risque de ne pas être le cas au début de l'année 2023.<sup>94</sup>

**Augmentation du coût financier des opérations humanitaires.** La perturbation des chaînes d'approvisionnement, l'augmentation de 40% du prix des médicaments à partir de mai, des céréales et du carburant sur le marché mondial ont entraîné une hausse des budgets nécessaires aux opérations humanitaires. En raison de la hausse du coût des transferts net (cash modality) aux bénéficiaires de l'aide humanitaire et le coût d'achat de la nourriture (food modality), les besoins financiers du cluster sécurité alimentaire ont augmenté de 19% en 2022. Avec la hausse des prix des médicaments, le coût par bénéficiaire est passé de 35,12 à 42,5\$ américains avec comme conséquence de faire passer les besoins de financement du cluster santé de 38,5 millions à 46,6 millions de \$ américains. Tous les acteurs intervenant dans la prise en charge de la malnutrition aiguë ont connu une augmentation de 39% du coût unitaire pour la prise en charge MAM et MAS avec des perturbations dans leurs chaînes d'approvisionnement entraînant des retards de livraison d'intrants (F100 lait fortifié, F75 lait fortifié et Plumpy'nut (PPN) et impactant l'accès aux services de prévention et de prise en charge de la malnutrition aiguë de près de 122 737 enfants âgés de 0-59 mois. Certains intrants commandés en urgence

depuis le mois de février n'étaient toujours pas arrivés en RCA au mois d'avril.

Cependant, l'augmentation des prix sur les marchés mondiaux n'est pas la seule pression financière à laquelle les partenaires humanitaires en RCA risquent d'être confrontés en 2023. Afin de contrer le déficit budgétaire du gouvernement, le budget adapté pour 2022 a imposé des coupes budgétaires à plusieurs ministères tels que la santé, l'agriculture ou le genre.

**La pénurie de carburant a réduit l'accès aux personnes vulnérables.** En raison de la rupture des stocks de JetA1, le Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a dû réduire son programme de vols de cinq à deux vols par jour en juin et juillet. La quantité de nourriture transportée par voie aérienne a été réduite de près de 50% en raison du manque d'espace pour le fret léger. L'accès par la route a également été fortement réduit et les partenaires humanitaires ont été contraints de limiter leurs activités à des interventions visant à sauver des vies et n'ont souvent pas été en mesure de se déplacer au-delà des villes en raison de l'indisponibilité du carburant couplée à l'insécurité sur les axes et à une réduction des patrouilles.

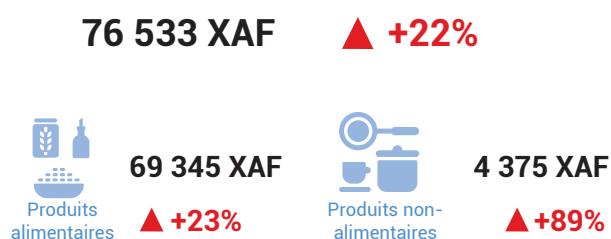
**La forte dépendance des structures de santé au carburant a fortement limité leur fonctionnement.** Seuls 8% des hôpitaux sur l'ensemble du territoire ont accès à l'électricité. La forte dépendance au carburant pour faire fonctionner les générateurs, transporter et conserver les médicaments a limité la disponibilité des services de santé dans un contexte où en 2022, 2,7 millions de personnes dépendaient des acteurs humanitaires pour se soigner<sup>95</sup>. À la fin du mois de juin, les hôpitaux ne disposaient en moyenne que de stocks suffisants pour assurer leur fonctionnement pendant trois semaines supplémentaires. Les cliniques mobiles ont réduit de 15% leurs activités et la campagne de vaccination contre la fièvre jaune a été retardée.<sup>96</sup> De même, la crise du carburant a eu un impact sur la capacité des partenaires à construire ou réhabiliter des forages, alors que seuls 37% de la population a accès à un service de base en eau.<sup>97</sup> Si la disponibilité en carburant pour les opérations humanitaires s'est légèrement améliorée en août, les partenaires s'approvisionnant sur le marché mondial à des prix plus élevés, la pénurie dans le pays persiste et ni le gouvernement ni le consommateur ne sont en mesure d'absorber l'augmentation du prix à la pompe.

**Une hausse sans précédent des prix sur les marchés.** Les marchés centrafricains ont toujours connu une importante variabilité des prix au cours de l'année et selon les régions. L'impact de la guerre en Ukraine et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement qui

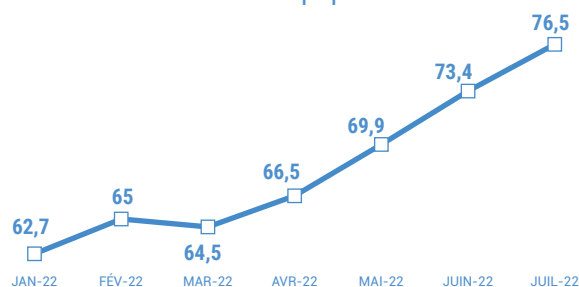
en ont résulté, ainsi que les restrictions à l'exportation du Cameroun, ont toutefois fait grimper les prix au-dessus des niveaux observés pendant la pandémie de la COVID-19. En juillet 2022, le coût médian du Panier Minimum des Articles de Survie (PMAS) a atteint un nouveau record de 76 533 FCFA (114 USD) dans un pays où la grande majorité gagne moins de 1,90 USD par jour.<sup>98</sup> Collecté mensuellement par l'Initiative conjointe de suivi des marchés, le PMAS représente le minimum d'articles censés répondre aux besoins d'un ménage de cinq personnes en RCA pour une durée d'un mois. Entre janvier et juillet 2022, le coût du PMAS a augmenté de 22%.<sup>99</sup> Cette augmentation est survenue alors que les marchés ne s'étaient pas encore remis des effets de la pandémie de la COVID-19 et de la crise post-électorale de fin 2020. Alors que le coût du PMAS en janvier 2021 était de 58 842 FCFA (88 USD), en janvier 2022 il était de 62 697 FCFA (93 USD).

**Les marchés du pays sont confrontés à des pressions convergentes.** Outre l'impact de la crise en Ukraine et la pénurie de carburant, les marchés de la RCA sont affectés par la situation sécuritaire volatile, les contraintes d'accès générales aggravées par la dégradation des routes pendant la saison des pluies et l'épuisement précoce des stocks alimentaires. Dans certaines zones, des éléments armés imposent des taxes illégales ou confisquent de la nourriture, de l'argent ou des biens aux commerçants ou aux civils et pillent les récoltes des agriculteurs. Tel est le cas des préfectures du Haut-Mbomou à l'est du pays, notamment dans les sous-préfectures de Zemio et Obo. Ces facteurs convergents font que le PMAS d'Obo est le plus cher du pays, s'élevant à 117 972 FCFA (177 USD) en juin 2022.<sup>100</sup>

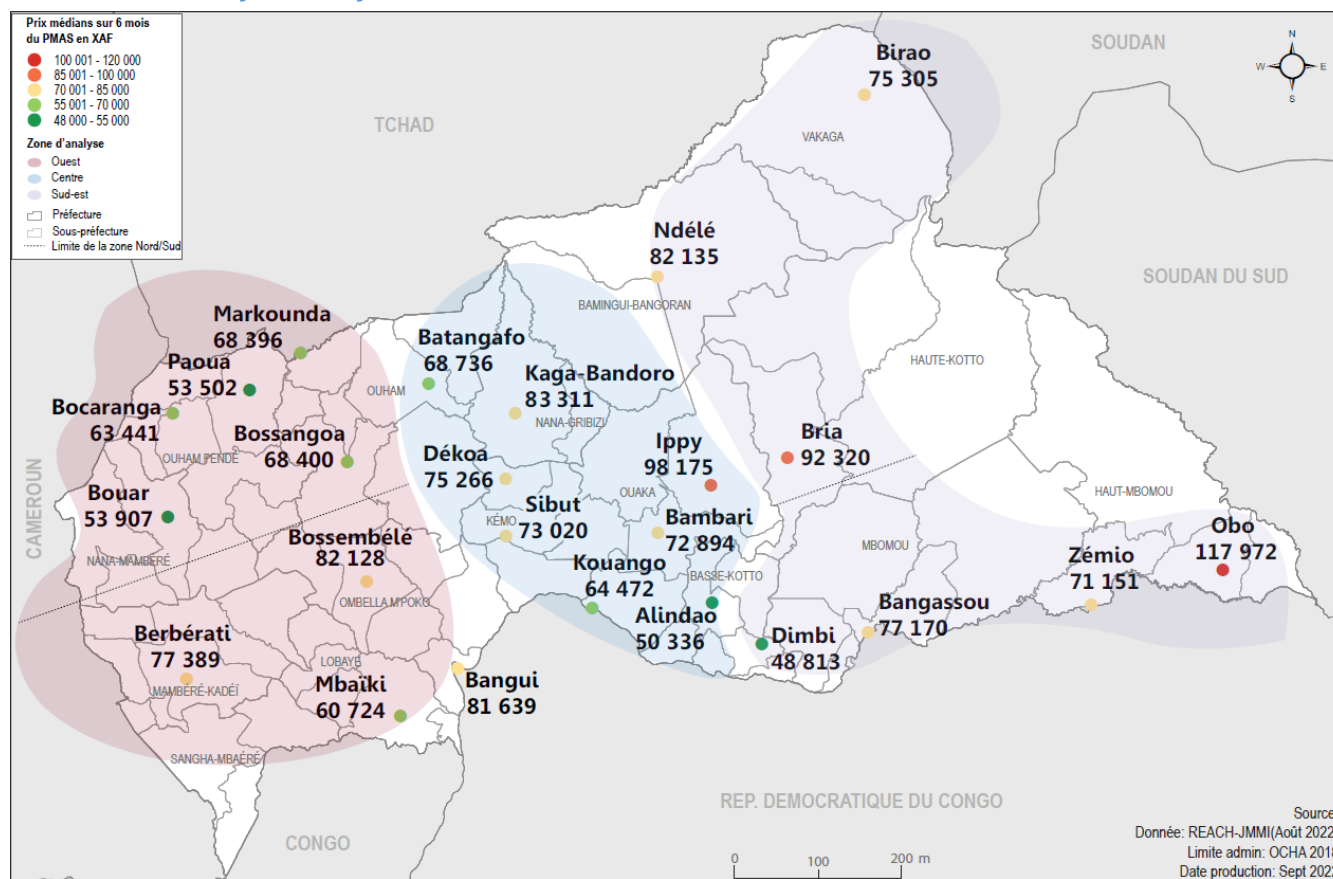
### Augmentation du coût médian du PMAS (jan - juil 2022)



### Evolution au cours des sept premiers mois



### Prix médians entre janvier et juin 2022 du PMAS en XAF



Note: les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreurs et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de REACH, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte

### La RCA parmi les pays les moins préparés face à la COVID-19

Plus de deux ans et demi se sont écoulés depuis que le gouvernement a confirmé son premier cas de COVID-19 le 14 mars 2020. Au 12 novembre 2022, 1 658 308 personnes avaient été complètement vaccinées tandis que près de 15 318 cas avaient été signalés, un chiffre largement en deçà de la réalité compte tenu du système limité de dépistage dans le pays. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la République centrafricaine était parmi les pays les moins préparés à faire face à la pandémie de COVID-19 au moment de son apparition. Le système de santé fonctionne à peine, en raison d'une pénurie chronique de personnel de santé qualifié, d'équipements médicaux et de médicaments de base.

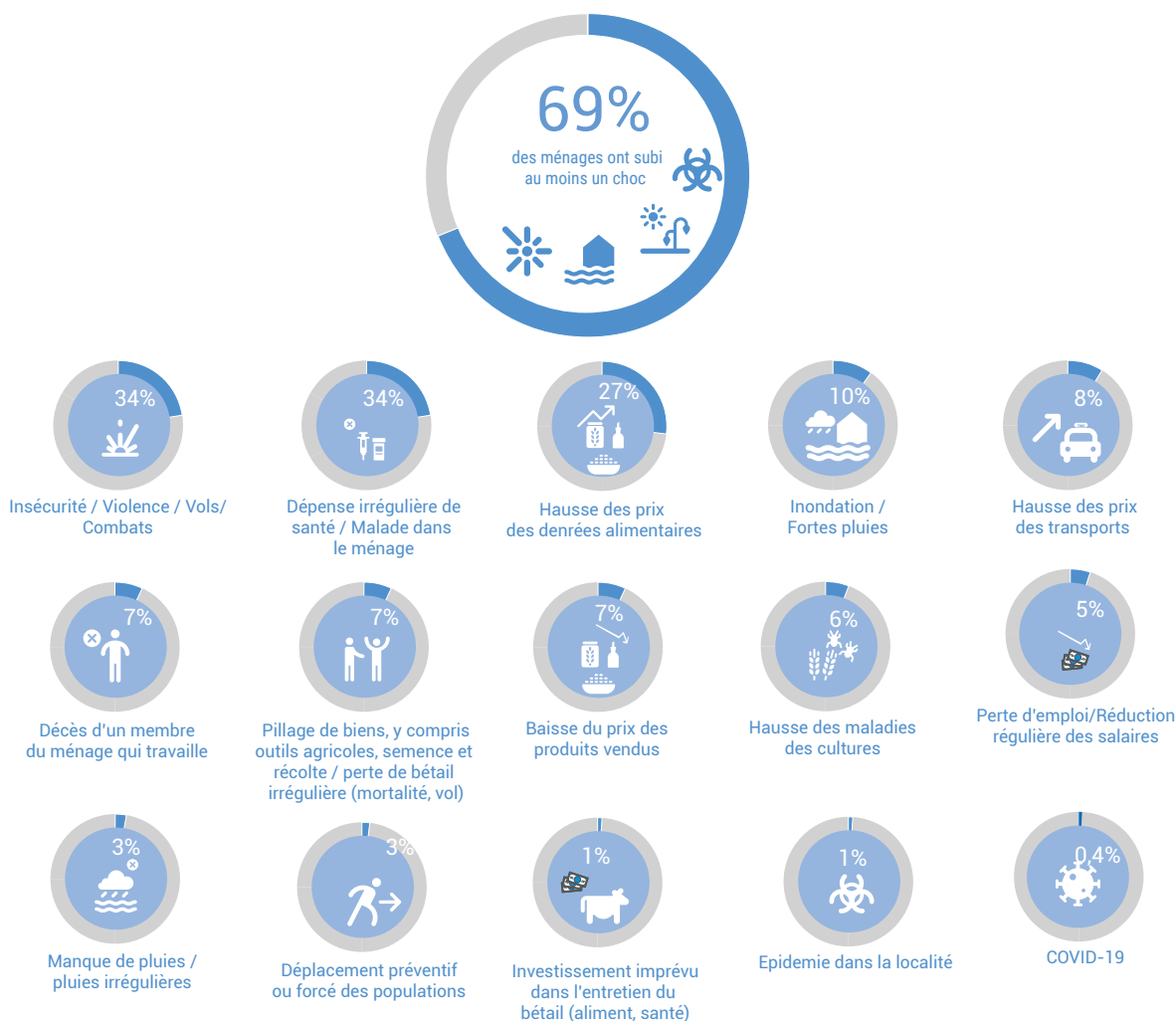
La RCA ne dispose que de 0,6 médecin pour 10 000 habitants; cet indicateur est largement inférieur à la moyenne régionale qui est de 1,5<sup>101</sup>.

Les inondations, le manque d'ouvrages d'eau potable, les pannes récurrentes des ouvrages hydrauliques et la contamination des puits son autant de facteurs

expliquant la vulnérabilité des Centrafricains aux paludisme et aux diarrhées, maladies les plus fréquentes. La RCA est également particulièrement exposée à la propagation de la maladie à virus Ebola en raison de mouvements transfrontaliers importants avec la RDC et l'Ouganda, deux foyers épidémiques, conjugués à la faiblesse de son système de surveillance et de soins. Le ministère ougandais de la Santé a déclaré une épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) le 20 septembre 2022. Au 20 octobre, 65 cas avaient été confirmé et 27 décès rapportés<sup>102</sup>.

Le paysage sanitaire s'est aggravé depuis 2016 avec des flambées de variole du singe et un nombre croissant de cas confirmés et de districts sanitaires touchés d'année en année. En 2022, le pays a enregistré neuf cas<sup>103</sup>, tous dans la région sanitaire 6 dans le sud-est du pays, zone frontalière avec la République démocratique du Congo (RDC). Ces dernières décennies, au moins 12 micro-épidémies de variole du singe, maladie signalée pour la première fois en 1984, ont eu lieu dans les régions du sud de la Centrafrique<sup>104</sup>.

% de ménages ayant subi au moins un choc au cours des 30 derniers jours



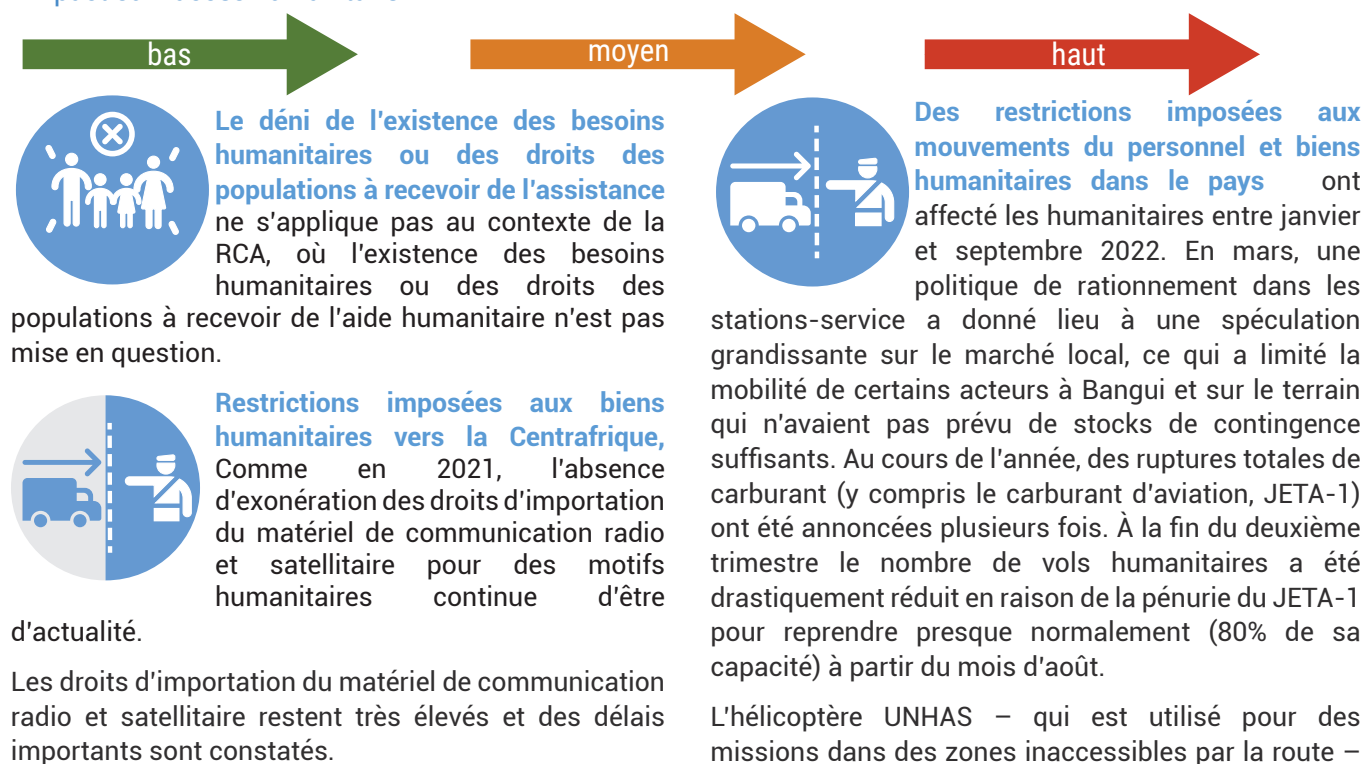
## 1.2.3 - Impact sur l'accès

Au cours de l'année 2022, de nombreuses contraintes ont impacté la capacité des humanitaires à atteindre les personnes affectées et également la capacité de ces dernières à atteindre l'aide humanitaire et les services de base. Neuf catégories d'obstacles à l'accès humanitaire sont suivies, et trois parmi elles sont considérées comme particulièrement significatives, notamment les contraintes liées 1) aux hostilités et aux opérations militaires en cours, 2) aux violences contre le personnel, biens et infrastructures humanitaires, et 3) aux contraintes qui empêchent la population à accéder à l'aide et aux services.

Contraintes d'accès : cadre de monitoring et rapportage



Impact sur l'accès humanitaire





n'a pas été disponible de mars à juillet par manque de financement. Les vols sur Kabo continuent de ne pas avoir lieu faute d'autorisation du gouvernement pour la réouverture de la piste.

Des réclamations de paiements illégaux continuent d'être signalées par les humanitaires sur certaines barrières et des plaidoyers auprès des autorités concernées sont toujours en cours.



#### Hostilités et opérations militaires en cours

: De janvier à septembre 2022, plusieurs opérations militaires par les FACA et APS ont été menées principalement dans l'est et l'ouest du pays. Autour de la mi-janvier, des affrontements armés dans la localité minière d'Aigbando ont empêché l'accès à la ville des partenaires humanitaires pendant des semaines ; c'est seulement le 23 février qu'une mission interagences a pu s'y rendre. En février, l'accès humanitaire à Ouadda depuis Bria a été entravé par des opérations militaires qui ont aussi limité la vérification des informations sur la situation humanitaire dans la zone (c'est seulement en avril qu'une mission conjointe escortée a pu se rendre à Ouadda). En février, les opérations militaires dans la Haute-Kotto ont impacté les activités humanitaires dans la Vakaga où, par précaution, certains partenaires ont temporairement limité leurs déplacements. L'insécurité dans le « triangle » Ouanda-Djallé – Sam-Ouandja – Ouadda a eu un grand impact sur la mise en œuvre des activités humanitaires dans la zone. C'est seulement à partir du mois d'août que des missions humanitaires hélicoptérées ont pu se rendre d'abord à Ouanda-Djallé et après à Sam-Ouandja. La présence de groupes armés autour de Bria affecte considérablement le mouvement des acteurs humanitaires qui en général ne vont pas au-delà de 30 km de Bria.

La situation sécuritaire très complexe à Nzacko a engendré au cours de l'année des fréquentes suspensions de mouvements vers la ville.

En mars, des affrontements armés ont temporairement impacté la mise en place des activités humanitaires au nord de Ndim (Ouham-Pendé) et dans la ville de Bouca, où à la suite d'une attaque contre des positions FACA/FSI par des éléments d'un groupe armé, les activités humanitaires dans la ville et sur les axes ont été temporairement suspendues et comme mesure de précaution certains partenaires ont dû réduire leur personnel sur le terrain.

En mars 2022, neuf humanitaires ont été relocalisés pour des raisons sécuritaires de Kouango.



#### Violence contre le personnel, les biens et les infrastructures humanitaires

: De janvier à octobre 2022, 96 (70%) des 151 incidents ayant affecté les humanitaires étaient des cas de violence contre le personnel, biens et infrastructures humanitaires. En 2021, sur un total de 344 incidents sur la même période, 229 (67%) étaient des cas de violence. La baisse significative des incidents par rapport à l'année précédente s'explique en partie par une intensité moindre des confrontations armées et par une présence plus limitée des groupes armés dans les zones où logent et travaillent les humanitaires et le fait que les acteurs humanitaires étaient moins présents sur le terrain en raison de la pénurie de carburant. Parmi les incidents recensés entre janvier et octobre 2022, un humanitaire a été tué et 18 blessés. Parmi les blessés, cinq étaient visés par deux attaques violentes contre des équipes humanitaires sur l'axe Alindao-Mingala et Alindao-Bambari pendant le mois d'avril. En juin, trois travailleurs humanitaires ont été enlevés par des éléments armés lors d'un déplacement entre Obo et Bambouti. Le lendemain, après des négociations, tous les trois membres de l'équipe ont été libérés. Depuis le 14 novembre 2022, le personnel d'une équipe conjointe du Ministère des transports et d'une agence des Nations des Unies ont été kidnappés par un groupe armé qui réclame le paiement d'une rançon pour les libérer.

#### Ingérences dans la mise en œuvre des activités humanitaires

: de janvier à octobre 2022, OCHA a répertorié 12 cas d'ingérence dans la mise en œuvre des activités humanitaires (confiscations, pillages, occupations, dégâts, fouilles, etc.), contre les 58 cas recensés au cours de la même période en 2021. Parmi les ingérences, la communauté humanitaire a dû faire face à des cas de pillages lors des distributions, fouilles des bases humanitaires, immobilisation de véhicules humanitaires etc.

En février à Carnot, des éléments des forces armées nationales ont obligé un chauffeur d'une organisation humanitaire à transporter avec son véhicule des militaires qui, une fois arrivés à destination, ont saisi un autre véhicule d'ONG pour un autre déplacement. Le véhicule a été ensuite rendu à l'organisation.

En avril, des forces armées ont perquisitionné une base d'une organisation humanitaire à Bambari et saisi des biens de valeur. En mai, à Aigbando, la base d'une autre organisation a été fouillée et pillée par des acteurs armés.



### Présence de mines et restes explosifs de guerre :

L'utilisation indiscriminée des engins explosifs continue à limiter la liberté de circulation des populations et à entraver la mobilité des acteurs humanitaires, surtout

dans l'ouest du pays; notamment dans l'Ouham-Pendé, Nana-Mambéré et Mambéré-Kadeï.

D'après le Service de la lutte antimines des Nations Unies (UNMAS), de janvier au 3 octobre 2022, il y a eu 43 incidents impliquant des engins explosifs. Ces incidents ont causé la mort de 8 civils et blessé 32 autres.



### L'environnement physique

L'environnement physique pose des sérieux problèmes aux travailleurs humanitaires en raison de la dégradation avancée des infrastructures routières malgré les efforts des autorités locales, des

partenaires humanitaires et de la MINUSCA. En période de saison sèche, les acteurs humanitaires bénéficient d'un meilleur accès, spécialement vers les localités éloignées notamment dans l'est du pays, en proie à des difficultés d'accès physique très importantes (Vakaga, Haut-Mbomou, Haute-Kotto). En revanche, pendant la saison des pluies, la dégradation des routes, des ponts

et bacs défectueux deviennent des obstacles difficilement surmontables et le transport aérien et fluvial demeurent les seules solutions d'accès.



### Contraintes limitant la capacité des populations touchées à accéder à l'aide humanitaire :

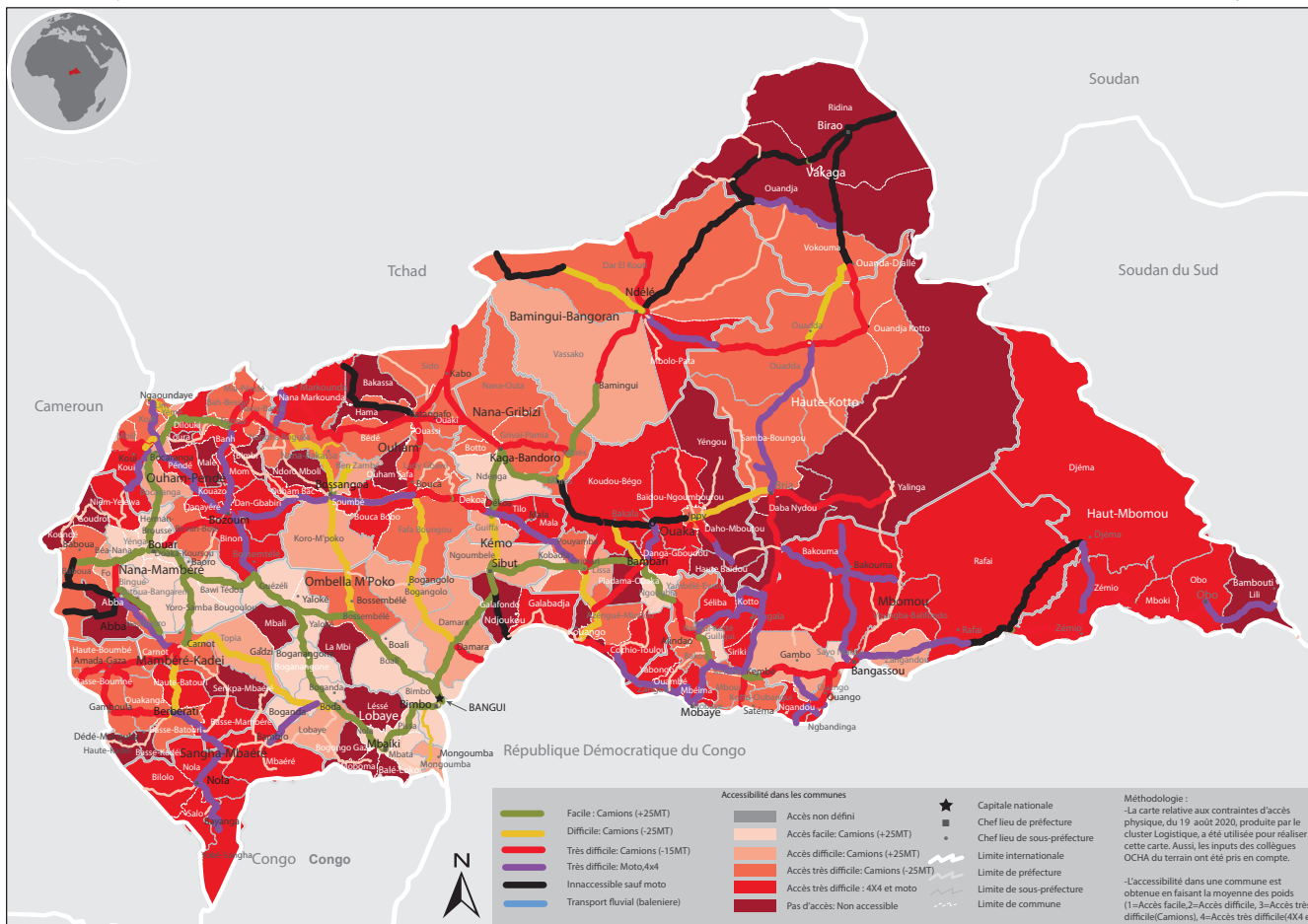
L'accès à l'aide humanitaire par les populations touchées dans le pays continue d'être affecté par l'insécurité et les difficultés d'accès. Les hostilités, les affrontements armés et la suspicion de la présence d'engins explosifs, en particulier à l'ouest du pays, affectent la mobilité de nombreuses communautés.

D'après le système de surveillance des attaques contre les soins de santé de l'OMS, de janvier à septembre 2022 en RCA, il y a eu 19 attaques. Cinq formations sanitaires, 13 moyens de transport, 10 systèmes d'approvisionnement, 10 personnels de santé et un patient ont été touchés par ces incidents.

La population locale continue de subir des taxations illégales par les différents acteurs armés avec des conséquences importantes sur la liberté de mouvement et l'accès à l'aide humanitaire et aux services essentiels.

## Accès physique dans les communes

septembre 2022



# Partie 1.3

## Portée de l'analyse

L'Aperçu des besoins humanitaires 2023 repose sur une série de données primaires et secondaires couvrant les 72 sous-préfectures du pays ainsi que les huit arrondissements de la capitale Bangui. Six sous-préfectures considérées comme difficiles d'accès pour des raisons sécuritaires et physiques (Ngaoundaye, Zangba, Bambouti, Ouadda, Ouanda-Djalé, Yalinga) ont été couvertes à travers la modalité d'informateurs clés à défaut d'enquêtes des ménages.

Ce catalogue de données permet de comprendre les spécificités des groupes de population suivants : personnes déplacées internes (PDI) en sites et lieux de regroupement, PDI en familles d'accueil, ménages retournés ou rapatriés et population non-déplacée. Elles ont aussi permis de cerner les facteurs sous-jacents expliquant les variations de la sévérité des besoins entre les différentes zones et groupes de

population évalués et de mettre à disposition de la communauté humanitaire des informations permettant d'évaluer la sévérité sectorielle et intersectorielle des besoins.

Comme pour les années précédentes, il a été décidé d'analyser chaque condition humanitaire (bien-être physique et mental; conditions de vie) à la lumière des zones géographiques, des chocs subis et de l'assistance fournie et non pas du statut de déplacement. En effet, bien que chaque catégorie de population soit sujette à des risques et besoins spécifiques, les variations sont beaucoup plus significatives selon qu'une famille vit dans une zone d'opération militaire, au carrefour de couloirs de transhumance ou à la frontière de la République Démocratique du Congo ; peu importe qu'elle soit déplacée ou non.

### Groupes de population

PREFECTURE	PDI SUR SITE	PDI FAMILLE	RETOURNEES	REFUGIES	HOTES
Bamingui-Bangoran	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Bangui	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Basse-Kotto	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Haute-Kotto	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Haut-Mbomou	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Kémo	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Lobaye	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Mambéré-Kadeï	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Mbomou	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Nana-Gribizi	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Nana-Mambéré	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Ombella-M'Poko	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Ouaka	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Ouham	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Ouham-Pendé	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Sangha-M'baéré	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Vakaga	OUI	OUI	OUI	NON	OUI



# Partie 1.4

## Conditions humanitaires et sévérité des besoins



Bria, Préfecture de la Haute-Kotto

La moitié des habitants du site « PK3 » à Bria sont des enfants.

©OCHA/A.Cadonau

### Bien-être physique et mental

Si les affrontements militaires ont baissé d'intensité, les violences envers les populations civiles et l'insécurité à l'extérieur des centres urbains ont continué de limiter l'accès de plusieurs millions de personnes à la nourriture, à l'eau et aux soins de santé, y compris la santé reproductive, entraînant des conséquences graves sur le statut nutritionnel des femmes et des enfants, et le bien-être physique et mental des Centrafricains affectés par la crise.

Particulièrement éprouvée par les violences armées et les inondations, enregistrant à elle seule le plus grand nombre de chocs en 2022, la Sous-préfecture de Batangafo illustre bien le lien étroit entre conflit, chocs naturels et insécurité alimentaire. La présence des groupes armés le long des villages sur l'axe Bouca-

Batangao a limité drastiquement l'accès aux champs, au point que 93% des habitants ont déclaré qu'un membre de leur famille, au cours du mois précédent, s'était endormi le soir en ayant faim parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture<sup>105</sup>. Il en est de même dans la Sous-préfecture de Ndélé où ce pourcentage s'élève à



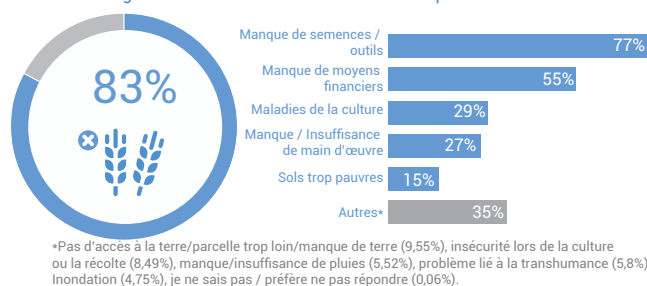
96 dans un contexte de conflits liés à la transhumance et aux opérations militaires, conjugués à une hausse croissante du prix des vivres sur les marchés tout au long de l'année. L'inaccessibilité aux champs mais également aux marchés pour acheter ou vendre sa production agricole entre également fortement dans l'adéquation. Ainsi, 50% de la population de Satéma dans la Préfecture de la Basse-Kotto doivent parcourir plus de deux heures de route pour se rendre au marché le plus proche et 92% indiquent qu'au cours des quatre dernières semaines, il est arrivé qu'il n'y ait pas eu de nourriture à manger par manque de ressources<sup>106</sup>.

**Les conséquences de l'insécurité alimentaire sur les indicateurs de la santé ont été observées lors des évaluations faites par certains partenaires du cluster santé.** Pour privilégier l'achat de nourriture, les ménages réduisent l'utilisation des services de santé. Selon les rapports d'activités de l'ONG Mentor Initiative, le nombre de consultations curatives dans les formations sanitaires est passé de 2 224 au premier trimestre 2021 à 600 au premier trimestre 2022 dans la Sous-préfecture de Bocaranga. Il en est de même pour la Sous-préfecture d'Ippy où selon les rapports d'activités de l'ONG COHEB, le nombre de consultations curatives est passé de 9 255 au premier trimestre 2021 à 3 303 au premier trimestre 2022 à l'Hôpital de Ippy. Au niveau national, 40% de la population déclarent ne pas être en mesure de couvrir le coût des soins de santé<sup>107</sup>. Ces difficultés financières sont particulièrement prononcées pour les PDI vivant dans des familles d'accueil, les retournés et la population non déplacée. Le fait que moins de PDI vivant sur sites signalent des difficultés financières pour accéder aux services essentiels peut s'expliquer par leur plus grande proximité aux services gratuits offerts par les humanitaires.

**La malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes est l'une des conséquences visibles de l'insécurité alimentaire.** D'autres facteurs contributifs à la malnutrition entrent en jeu, tels que le faible accès à l'eau pour 68% des ménages centrafricains et à l'assainissement. Dans les sous-préfectures de Amada-Gaza, Abba et Alindao, où l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans a atteint un seuil critique, entre 75 et 91% des ménages disent avoir des problèmes d'accès à l'eau. Au niveau national, seul un cinquième de ménages a accès à des infrastructures sanitaires améliorées. L'accès à l'hygiène dans les services de santé est tout aussi préoccupant : 79% des établissements sanitaires ne disposent pas du paquet minimum d'eau, d'hygiène et d'assainissement (EHA)<sup>108</sup>.

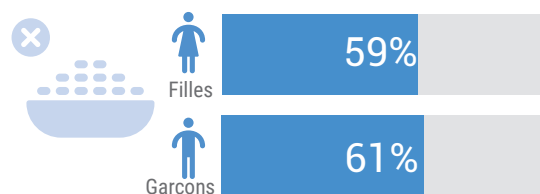
**L'agriculture étant la source principale de revenus dans la majorité des préfectures, les ménages dans l'incapacité de cultiver sont contraints d'adopter des stratégies d'adaptation négatives sévères.** Dans les préfectures de la Kémo et en Basse-Kotto, ceux-ci diminuent le nombre de repas consommés par jour en moyenne pendant 4,5 jours consécutifs. L'insécurité alimentaire et le stress financier exposent les enfants à la déscolarisation et au travail ou à l'exploitation sexuelle. Dans les sous-préfectures de Kouï, Kambo, Kembe, Kouango ou encore Kaga-Bandoro, toutes classées en phase 4 du Cadre intégré de classification de sécurité alimentaire (*Integrated Food Security Phase Classification, IPC*), entre 37 et 62% des enfants âgés entre 5 et 17 ans travaillent plus de quatre heures par jour<sup>109</sup>. Dans ces mêmes sous-préfectures, entre 30 et 40% des enfants ne sont pas inscrits dans une école formelle<sup>110</sup>.

% de ménages ayant des difficultés particulières à pratiquer l'agriculture au cours de cette saison et par raison



**L'insécurité alimentaire et le manque de nourriture est également la première cause de détresse psycho-sociale parmi les garçons (61%) et la seconde parmi les filles (59%).** Les risques de VBG ont été également aggravés par l'insécurité alimentaire. Une **analyse des tendances VBG- GBVIMS (2ème trimestre 2022)** a révélé que parmi les 10 sous-préfectures ayant enregistré une augmentation des cas de VBG, cinq sont des sous-préfectures classifiées en phase d'urgence alimentaire (phase 4). Au plan nationale, 46% des cas de VBG étaient motivés par la pénurie de nourriture<sup>111</sup>.

**Manque de nourriture, première cause de détresse psycho-sociale chez les garçons et la seconde chez les filles**





Mourouba, Préfecture de la Ouaka

Saphira, 7 ans, prépare de la farine de manioc dans son village.

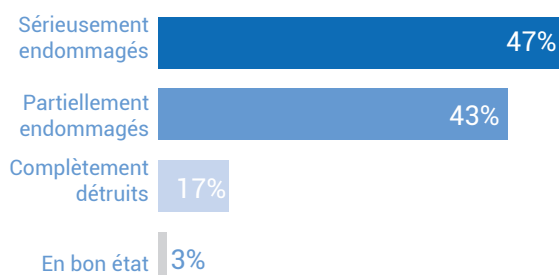
## Conditions de vie

La fragilité des abris, le mauvais état des infrastructures d'hygiène et d'assainissement et les difficultés à accéder à l'éducation ont participé à l'érosion des conditions de vie des personnes affectées par la crise, qu'elles soient sur sites de déplacement, dans des familles d'accueil ou nouvellement rentrées dans leurs villages d'origine.

### Le déplacement prolongé est une réalité pour plus de la moitié des PDI.

Sur près d'un demi-million de personnes déplacées dans le pays, 60% sont en situation de déplacement de plus de deux ans et un tiers de plus de quatre ans.<sup>112</sup> Les conditions de vie sur les sites de PDI et dans les familles d'accueil sont éprouvantes. La majorité des PDI sur les sites vivent dans des abris d'urgence et près de 70% des PDI en familles d'accueil sont installées dans des structures semi-permanentes en paille<sup>113</sup>.

### Etat des abris sur les sites de PDI

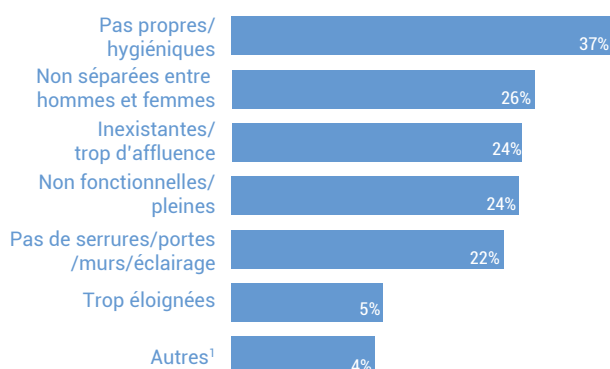




Cette précarité a également un impact sur les conditions de vie des familles d'accueil qui abritent la majorité de la population PDI en RCA en raison du peu d'espace de vie et de leurs maigres ressources qu'elles doivent partager. La grande promiscuité dans les familles d'accueil et la fragilité des abris d'urgence entraînent d'importants risques de protection, plus particulièrement des risques de VBG pour les femmes et filles. 38% de ménages PDI en famille d'accueil et 41% de ménages PDI sur sites ont indiqué que les violences sexuelles étaient un risque majeur pour les filles.<sup>114</sup>

**En mauvais état ou inutilisables, les latrines non séparées et le chemin qui y mène sont considérés comme des lieux mettant en péril la sécurité des femmes et des enfants.** Une part considérable des ménages de PDI sur sites (46%) et de PDI vivant dans des familles d'accueil (33%) indiquent que les femmes et les filles évitent certains endroits de la communauté par crainte pour leur sécurité, notamment les latrines. Dans 93% des localités accueillant des PDI, les latrines communes ne sont pas séparées par genre. Le chemin vers les latrines est cité par 35% des répondants comme dangereux pour les enfants.<sup>115</sup>

#### % de ménages par type de difficulté d'accès aux infrastructures d'assainissement



1: Il est dangereux de se rendre aux installations sanitaires (1,4%), les personnes souffrant d'un handicap physique et/ou sensoriel n'ont pas accès (1,7%), certains groupes (enfants, femmes, personnes âgées, minorités ethniques, etc.) n'ont pas accès (1,2%).

Aux risques de protection se greffent des menaces à la santé. Dans la quasi-totalité des localités accueillant des PDI, les latrines ont été rapportées comme en mauvais état ou inutilisables. Parmi les PDI sur les sites, près d'un tiers pratique la défécation en plein air<sup>116</sup>, ce qui augmente considérablement les risques de contamination fécale qui à leur tour favorisent la propagation des maladies diarrhéiques, l'une des causes principales de la mortalité et de la malnutrition des enfants.

**L'insécurité et les déplacements ont fortement affecté l'accès à l'éducation.** En 2022, environ 10% des enfants scolarisés en début de l'année ont dû abandonner l'école.

Dans les régions secouées par des chocs multiples au cours de l'année, comme les sous-préfectures de Batangafo et de Ippy, cette proportion atteint 15%<sup>117</sup>. La non-scolarisation expose les enfants à un risque accru de diverses formes d'exploitation, notamment les pires formes de travail des enfants, ou l'exploitation sexuelle. Les hommes et les garçons sont plus susceptibles d'être recrutés de force par des groupes armés tandis que les femmes et filles sont exposées aux mariages forcés ou précoces, et les grossesses précoces. Un des principaux risques de protection pour les enfants garçons est le travail forcé, selon 16% des ménages au niveau national, avec un pic à 46% dans la Haute-Kotto.<sup>118</sup>

**Pour ceux qui sont scolarisés, le chemin de l'école est dangereux.** Les engins explosifs, les enlèvements et les violences sexuelles sont parmi les risques principaux que courent les enfants selon 34% de la population<sup>119</sup>. A ces risques s'ajoutent les mauvaises conditions d'hygiène. Plus des deux tiers d'écoles n'ont pas d'installations d'eau potable et le manque de latrines fonctionnelles oblige les enfants à pratiquer la défécation en plein air dans 59% des écoles. Les mauvaises conditions hygiéniques dans les écoles aggravent le risque de maladies diarrhéiques et de malnutrition.<sup>120</sup>

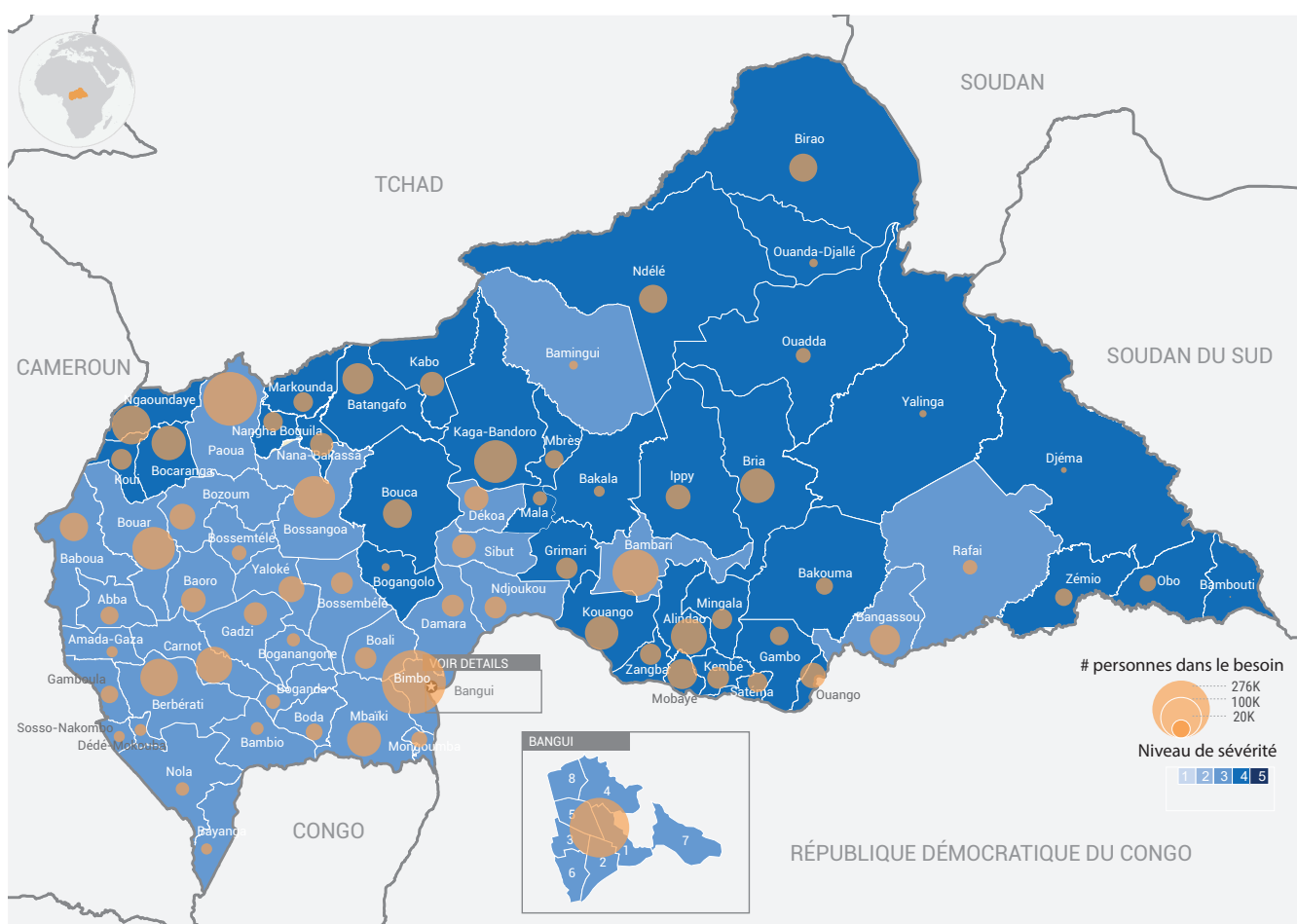
#### Reconstruire sa vie de zéro dans les zones de retour

**Les conditions de vie précaires dans les localités d'accueil et/ou l'amélioration de la situation sécuritaire dans certaines parties du pays poussent les PDI à retourner dans leurs lieux d'origine.** Ce retour est souvent spontané et sans assistance, laissant la population retournée reconstruire sa vie avec peu ou rien, leur déplacement initial ayant souvent entraîné la perte des articles ménagers. Une fois dans leurs villages, près de 70% des retournés vivent dans des abris en paille et disent éprouver des difficultés à trouver du matériel pour couvrir entièrement leurs abris<sup>121</sup>. Cette vulnérabilité face aux intempéries et risques de protection est aggravée par un manque d'accès suffisant à l'eau pour près des trois quarts des ménages retournés. Ils constituent le groupe de population dont le pourcentage de ménages buvant de l'eau non traitée est le plus élevé.<sup>122</sup> Le retour d'un grand nombre de ménages exerce également une pression accrue sur l'infrastructure sociale déjà très limitée au sein des communautés. Il est facile de voir comment le retour de plus de 3 000 personnes dans la petite ville de Botto dans la Nana-Gribizi a un impact sur l'accès aux sept points d'eau et trois écoles fonctionnels.<sup>123</sup>

# Sévérité des besoins

## INTERSECTORIEL : SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

Septembre 2022

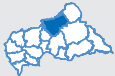


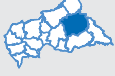
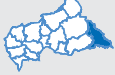
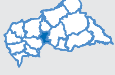
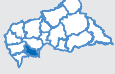


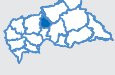

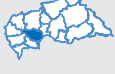
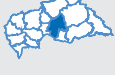
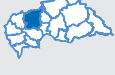
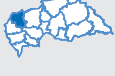
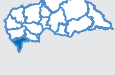



Sur les 72 sous-préfectures que compte le pays, 35 ont atteint un niveau 4 de sévérité de besoins multisectoriels sur une échelle de 5 et 22 un niveau de sévérité 3. Cela correspond à 1,3 million et 2,1 million de personnes respectivement. La plus forte dégradation en termes de sévérité des besoins a été enregistrée dans les secteurs de l'éducation, CCCM/Abris/NFI, santé, et le domaine de responsabilité VBG. Pour l'éducation, 46 sous-préfectures sont en phase 4

par rapport à 27 l'année précédente. Le secteur CCCM-Abris/NFI compte 16 sous-préfectures en phase 4 par rapport à zéro en 2021 et le domaine de responsabilité VBG en compte 35 contre 20 en 2021. Pour le secteur santé, 90% des sous-préfectures sont passées en sévérité 3-4, soit 52 sous-préfectures en sévérité 3 et 13 sous-préfectures en sévérité 4.



## ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN (PiN) DE 2022 À 2023

PRÉFECTURE	PiN 2022	PiN 2023	ÉVOLUTION PAR RAPPORT À 2022
Bamingui-Bangoran 	45K	59K	↑ 24%
Bangui 	269K	240K	↓ -12%
Basse-Kotto 	255K	266K	↑ 4%
Haute-Kotto 	108K	99K	↓ -8%
Haut-M'bomou 	73K	42K	↓ -76%
Kémo 	98K	124K	↑ 21%
Lobaye 	115K	140K	↑ 17%
Mambéré-Kadeï 	354K	267K	↓ -33%
M'bomou 	194K	162K	↓ -19%
Nana-Gribizi 	119K	146K	↑ 18%
Nana-Mambéré 	118K	239K	↑ 50%
Ombella-M'Poko 	117K	421K	↑ 72%
Ouaka 	315K	301K	↓ 5%
Ouham 	340K	366K	↑ 7%
Ouham-Pendé 	376K	464K	↑ 34%
Sangha-Mbaéré 	123K	32K	↓ -287%
Vakaga 	34K	58K	↑ 42%

## Partie 1.5

# La crise perçue par les populations affectées



Site Mbella, près de Kaga-Bandoro, Préfecture de la Nana-Gribizi.

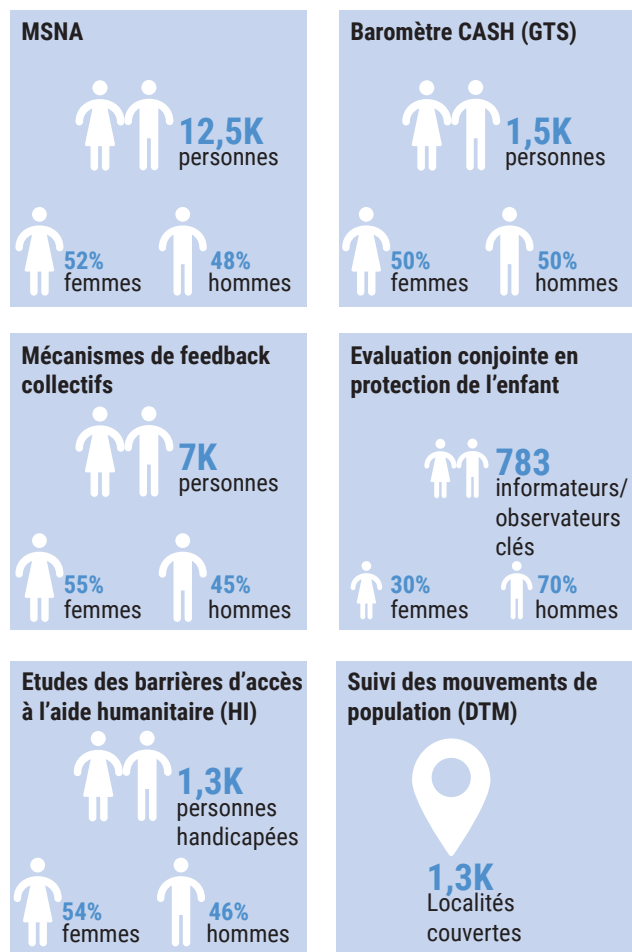
Des jeunes filles sur le site de personnes déplacées « Mbella »

©OCHA/A.Cadonau

Les acteurs humanitaires ont continué d'écouter les personnes affectées par la crise afin de mieux comprendre comment celles-ci a affecté leurs perceptions et priorités, selon leur genre, leurs zones géographiques, statut de déplacement et situation de handicap. Ces efforts se sont traduits en une plus grande adéquation entre les besoins et la réponse fournie. En 2022, près de la moitié des ménages bénéficiant d'une assistance humanitaire considèrent que celle-ci a couvert leurs besoins essentiels, soit un taux nettement supérieur à celui de 2021<sup>124</sup>.

## Les perceptions et les préférences des communautés comme base de l'analyse des besoins.

Populations évaluées par type d'évaluation



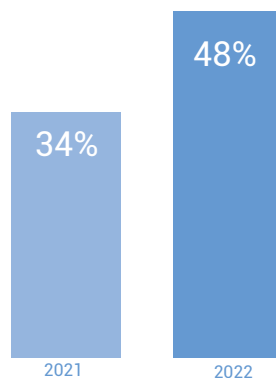
À travers de multiples évaluations réalisées au cours de l'année 2022, les personnes affectées ont pu partager leur point de vue sur la crise dans le pays, leurs besoins les plus urgents et la manière dont elles souhaiteraient communiquer avec les humanitaires. En 2022, la MSNA a consulté plus de 12 500 ménages sur leurs besoins et leurs conditions de vie. En outre, elle a demandé à ceux qui avaient reçu une aide humanitaire comment celle-ci avait été perçue. Plus de 600 informateurs clés ont été interrogés sur les conditions de vie des populations de six sous-préfectures, pour lesquelles l'isolement et la vulnérabilité au conflit créent des besoins distincts.

Ground Truth Solutions (GTS) s'est entretenu avec près de 1 500 bénéficiaires sur leurs expériences avec les programmes de transferts monétaires. Humanité & Inclusion a interrogé 1 330 personnes et conduit 35 discussions de groupe avec des personnes handicapées pour identifier les principales barrières à l'accès à l'assistance. 502 informateurs clés ont donné leurs avis sur la situation des enfants à travers le pays.

Les mécanismes de feedback collectifs mis en place enregistrent également des demandes d'informations, d'assistance, des plaintes et des avis de la population affectée. En 2022, plus de 7 000 retours d'informations ont été recueillis dans 11 sites à travers le pays. 55% de ces retours ont été déposés par des femmes. Ils donnent un aperçu supplémentaire des besoins et des perceptions de la population de la République centrafricaine.

## L'assistance humanitaire à travers le regard des populations affectées

% des ménages affectés qui disent que l'assistance a couvert leurs besoins essentiels



Le fait qu'en 2022 48% des ménages aient déclaré que l'aide reçue couvrirait leurs besoins essentiels, contre 34% en 2021, est à mettre au compte des efforts continus de la communauté humanitaire pour que la réponse humanitaire soit en lien avec les besoins exprimés

par les communautés affectées. Cependant, les personnes ayant reçu une assistance réclament que l'aide leur soit fournie au moment opportun et aux personnes qui en ont le plus besoin. Bien qu'il y ait des améliorations par rapport à l'année dernière et que 39% des personnes affirment que l'aide arrive au moment où ils en ont le plus besoin, près de la moitié des bénéficiaires considèrent que l'aide n'atteint pas ceux qui en ont le plus besoin. Prenant l'exemple de l'accès aux latrines, la population estime que les filles et les femmes âgées rencontrent des difficultés particulières. Le non-éclairage et la non-séparation des latrines par sexe présentent des obstacles d'accès et sont des facteurs aggravant les risques de VBG. Quant à l'équité du ciblage, les PDI vivant sur des sites ont une opinion nettement plus positive par rapport aux autres groupes de population.<sup>125</sup> La majorité des ménages recevant une aide humanitaire indiquent que les humanitaires les traitent avec respect et qu'ils se sentent en sécurité lorsqu'ils accèdent à l'assistance.

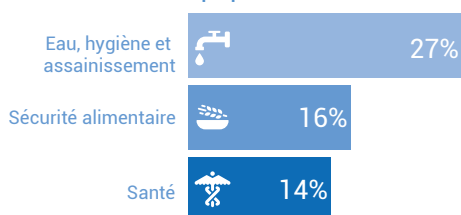
Quelque 40% des ménages déclarent rencontrer des obstacles pour accéder à l'assistance. Pour les personnes vivant avec un handicap, l'accès à l'aide représente un défi particulier. Plus de la moitié d'entre elles affirment éprouver des difficultés en raison de contraintes d'accès physique aux sites de distribution.<sup>126</sup>

### Les besoins prioritaires selon la population

**Comme en 2021, l'accès à l'eau potable et aux installations d'hygiène et d'assainissement est le besoin prioritaire le plus fréquemment mentionné par la population.** Plus des deux tiers de la population déclarent rencontrer des problèmes pour accéder à l'eau. Ils expliquent que l'accès est entravé par le manque de réceptacles pour stocker de l'eau, la longue attente aux points d'eau et le fait qu'il n'y a pas assez de sources d'eau dans leurs localités.<sup>127</sup> L'accès à l'eau potable est cité comme le besoin le plus urgent par les PDI vivant dans des familles d'accueil et la population non-déplacée.<sup>128</sup> Dans la Sous-préfecture de Djéma dans la Préfecture du Haut-Mbomou, la quasi-totalité des ménages affirme rencontrer des problèmes d'accès aux sources d'eau. Depuis 2018, Djéma est marquée par de multiples incursions de groupes armés et des affrontements avec des groupes d'auto-défense. De ce fait, la plupart des infrastructures sociocommunautaires sont quasi inexistantes et sur les sept forages réalisés par les acteurs humanitaires par le passé, un seul reste fonctionnel. De multiples localités sur les axes autour de la ville sont totalement dépourvues de forages fonctionnels, obligeant la population à consommer de l'eau de source non aménagée.<sup>129</sup>

**Le fait que la nourriture reste l'un des principaux besoins est peu surprenant dans un contexte où les prix des denrées alimentaires sont montés en flèche depuis le début de l'année 2022 et où l'accès aux champs et aux marchés reste limité en raison de l'insécurité.** Dans tout le pays, 72% des ménages ont déclaré qu'au moins un de leurs membres a dû passer une journée et une nuit au cours des quatre dernières semaines sans manger par manque de nourriture disponible. Le pourcentage de ménages signalant un manque d'accès à la nourriture est plus élevé parmi les populations déplacées. Comme en 2021, les PDI sur les sites, étant largement coupées des activités agricoles, classent la nourriture comme leur premier besoin essentiel.<sup>130</sup>

#### Besoins prioritaires selon la perception des populations



**Un autre besoin urgent est l'accès aux services de santé.** La dernière enquête sur la disponibilité des services et ressources en santé a démontré que près de 600 000 personnes n'ont pas accès aux soins de santé de base faute de l'arrêt du fonctionnement de leurs FOSA.<sup>131</sup> Cette population inclut 150 000 femmes en âge de procréer, dont près de 16 000 femmes enceintes à tout moment avec un besoin vital de soins obstétricaux d'urgence. Quand les services sont disponibles, la population affirme que ses principaux obstacles sont les coûts associés au transport et au traitement, ainsi que le manque de médicaments. Le manque de personnel de santé spécialisé tel que les sages femmes et gynécologues reste un gap majeur dans la plupart des formations sanitaires. Le conflit et les déplacements ont un impact significatif sur l'accès aux soins de santé à travers le pays. Un tiers des ménages déclare ne pas avoir accès aux services de santé dans la Sous-préfecture de Bakouma, dans le sud-est du pays. La ville est sous le contrôle de groupes armés depuis avril 2022 et la plupart du personnel de santé se compte parmi ceux ayant fui la ville par suite des attaques. Les habitants qui demeurent dépendent d'une structure sanitaire marquée par des ruptures fréquentes en médicaments essentiels et le manque de personnel de prise en charge.<sup>132</sup> L'accès aux services de santé dans le pays est pareillement préoccupant pour les personnes handicapées, dont 80% déclarent ne pas avoir accès à des soins adaptés à leurs besoins.<sup>133</sup>

Les besoins de scolarisation des enfants restent élevés. En 2022, 53% des ménages ont placé le secteur de l'éducation au rang de leur priorité (secteur se trouvant dans le top 3 des besoins), contre 56% en 2021. Ils font majoritairement part de leur souhait de recevoir une aide en nature, notamment pour les fournitures scolaires, sacs, uniformes ou livres.

#### La préférence pour l'assistance en transferts monétaires à la baisse

Alors qu'en 2020 encore 63% des personnes souhaitaient recevoir une aide alimentaire sous forme de transferts monétaires, le niveau en 2022 est similaire à celui de 2021, quand la préférence pour l'assistance en espèce a diminué de près de la moitié.<sup>134</sup> Que la majorité de la population continue de préférer l'aide en nature est un choix aisément compréhensible compte tenu de la hausse des prix sur les marchés du pays et de la rupture des stocks de nombreux articles de première nécessité suite à la baisse des exportations des pays voisins, conséquence de la guerre en Ukraine.

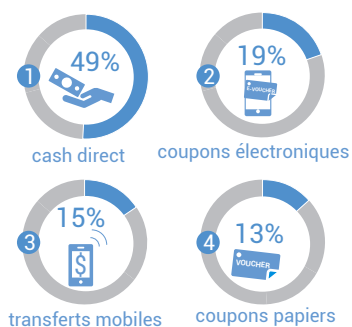


En 2022, trois quarts de la population ont déclaré avoir des difficultés à accéder aux marchés fonctionnels. Comme raisons, 60% mentionnent les prix élevés sur les marchés, 28% le mauvais approvisionnement en biens alimentaires et 24% la distance. Pour la plupart, d'autres besoins principaux mentionnés par la population, notamment l'éducation et la santé, seule une petite partie de la population préfère l'aide en transferts monétaires à la fourniture de biens et de services directe.

**Parmi ceux qui ont reçu une aide en espèces, 65% disent que cette aide leur a permis d'améliorer leurs conditions de vie en augmentant la variété des aliments consommés, la reconstruction de leurs maisons ou l'accès à l'éducation de leurs enfants**<sup>135</sup>.

La majorité des bénéficiaires d'assistance en espèces

#### Modalité préférée pour l'assistance en espèces



ont exprimé une nette préférence pour les transferts en cash directs (notamment 49%), suivis par les coupons électroniques (19%), l'argent mobile (15%) et les coupons en papier (13%). Cependant, seule 38% de l'aide en espèces en RCA est fournie

sous forme de transferts en cash et 31% est fournie sous forme de coupons en papier. Une explication potentielle de la faible préférence de la population pour les coupons papier sont les plaintes remontées par 51% d'entre elle qui affirment que les commerçants dévaluent la valeur des coupons.<sup>136</sup>

#### Un désir croissant de quitter les sites PDI

**A travers les sites PDI du pays, de nombreux ménages expriment le souhait de retourner dans leurs quartiers d'origine ou de se réinstaller ailleurs.**

Ce chiffre n'a cessé d'augmenter au cours des deux dernières années. En 2022, plus de la moitié (52%) des PDI ont exprimé leur désir de quitter les sites, alors qu'en décembre 2020 ce chiffre n'était que de 34%<sup>137</sup> dans les mêmes sites. C'est à Bria, dans la préfecture de la Haute-Kotto, que le pourcentage de personnes souhaitant rentrer chez elles est le plus élevé (92%), suivi de Kaga-Bandoro, dans la Nana-Gribizi (76%). Les conditions de vie sur de nombreux sites de PDI dans le pays sont difficiles. Sur le plus grand site de Kaga-Bandoro, qui abrite près de 10 000 PDI, seul un agent de santé est disponible pour répondre aux besoins de santé de la population et aucune des latrines n'est équipée d'éclairages.<sup>138</sup>

#### % de ménages ayant l'intention de quitter les sites au cours des trois prochains mois



#### La majorité des PDI ont besoin d'assistance en abris pour accompagner leur retour.

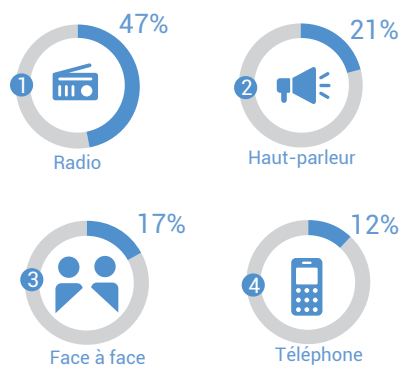
Plus de la moitié parmi elles déclarent que leur résidence initiale est soit entièrement détruite, soit gravement endommagée.<sup>139</sup> Plus de 33% des feedbacks collectés à travers les mécanismes de feedback collectif dans les sites de PDI à Bria, Bambari et Kaga-Bandoro ont trait à des demandes d'assistance en abris.

#### La majorité de la population a besoin de plus d'informations sur la manière d'accéder à l'aide humanitaire.

Près d'un tiers des ménages interrogés dans le cadre de la MSNA ont besoin de plus d'informations sur comment accéder à l'aide en abris, nourriture, eau et nutrition.<sup>140</sup> Si trois quarts des bénéficiaires de transferts monétaires s'estiment informés sur l'assistance reçue, 64% ne savent pas jusqu'à quand ils continueront à en bénéficier.<sup>141</sup>

#### La radio reste de loin le canal d'information préféré pour recevoir des informations (47%), suivie du haut-parleur (21%) et le face-à-face (17%).

##### Canaux préférés pour recevoir les informations



concerne la source d'information, les communautés font le plus confiance à leurs chefs communautaires et religieux (98%) pour partager des informations importantes avec elles, suivis des partenaires humanitaires

(45%). 21% des personnes comptent sur les amis et la famille pour accéder aux informations.<sup>142</sup>

#### Environ la moitié de la population affirme rencontrer des obstacles pour accéder aux informations dont elle a besoin.

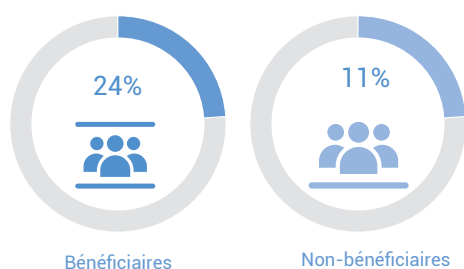
La raison principale est le manque d'accès à la radio et au téléphone. Dans de nombreuses localités, y compris Ndélé, Paoua et Bocaranga, les radios locales ne fonctionnent plus qu'une à deux heures par jour faute de carburant dans le pays. Les

populations retournées semblent rencontrer le plus de difficultés pour accéder aux informations, alors que les personnes déplacées sur les sites en rencontrent le moins.<sup>143</sup>

### Un besoin accru de fermer la boucle de feedback

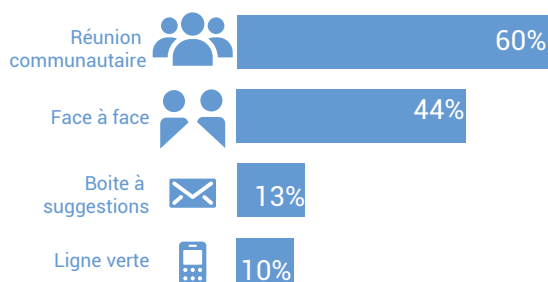
**Seul un quart des bénéficiaires de l'aide savent comment soumettre une plainte ou adresser des suggestions aux fournisseurs d'aide, malgré les centaines de mécanismes de plainte mis en place à travers le pays et les efforts continus pour renforcer les mécanismes de feedback collectifs.**<sup>144</sup> Parmi les non-bénéficiaires, ceux qui savent porter une plainte est de 11%.<sup>145</sup> Dans certains hubs humanitaires où des mécanismes de feedback collectifs sont en place, comme à Kaga-Bandoro, la connaissance des mécanismes de plainte parmi les bénéficiaires de l'aide est légèrement plus élevée, atteignant environ un tiers de la population.

Taux de connaissance des mécanismes de feedback



Pour combler cette lacune, les partenaires humanitaires doivent prendre en compte les préférences des communautés en ce qui concerne les mécanismes de gestion de plaintes. Comme dans les années précédentes, la population préfère formuler ses plaintes lors de réunions communautaires ou en face à face directement avec les humanitaires. La boîte à suggestion n'est mentionnée que par 13% de la population et doit faire place à différents mécanismes de feedback plus en phase avec les préférences des communautés.<sup>146</sup>

### Canaux préférés pour déposer des plaintes



**Parmi ceux qui savent comment déposer une plainte, seule la moitié a déjà utilisé un mécanisme de retour d'information.** Le faible taux d'utilisation des mécanismes existants s'explique par le manque de confiance sur la capacité des acteurs à répondre aux questions ou préoccupations soumises. Seuls 22% de ceux qui affirment avoir fait remonter une plainte, déclarent avoir reçu une réponse de la part des humanitaires, un taux légèrement en hausse par rapport à l'année dernière. Toutefois, lorsqu'ils reçoivent une réponse, la majorité des répondants se disent satisfaits de la réponse.<sup>147</sup> Recevoir une réponse signifie également être traité avec respect pour la population affectée. Parmi les personnes qui mentionnent un comportement irrespectueux de la part des humanitaires, la principale explication donnée est qu'ils n'ont pas tenu compte de leurs plaintes.<sup>148</sup> Davantage d'efforts et de ressources doivent être fournis pour s'assurer que la boucle de feedback soit fermée de façon à gagner la confiance des communautés.



## Section 2

# Analyses des risques et suivi des besoins



Dékoa, Préfecture de la Kémo

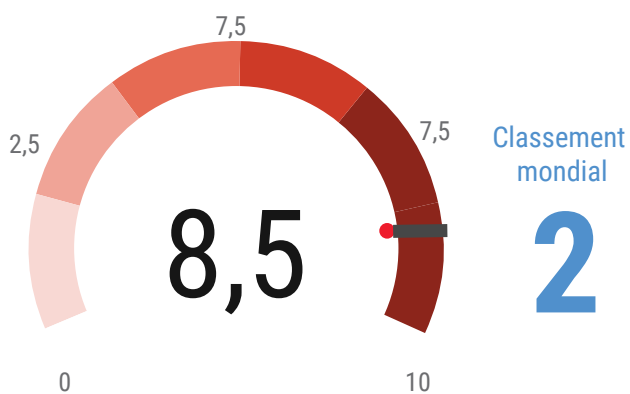
Mariam et sa petite fille sur le site de déplacés d'Alindao, Préfecture de la Basse-Kotto;  
@Chanel Igara/NRC.

# Partie 2.1

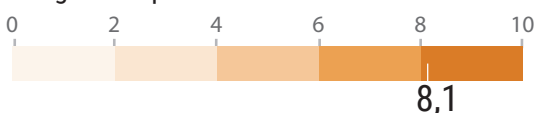
## Analyse des risques

Avec une forte exposition aux risques, qu'ils soient naturels ou liés aux conflits et épidémies, une grande vulnérabilité socio-économique et des infrastructures d'une extrême fragilité, le niveau du profil de risque INFORM<sup>149</sup> de la Centrafrique, soit 8,5 sur une échelle de 10, est le plus élevé au monde après celui de la Somalie.

### Risques - Index INFORM 2022



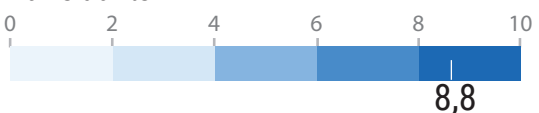
### Danger et exposition



### Classement mondial

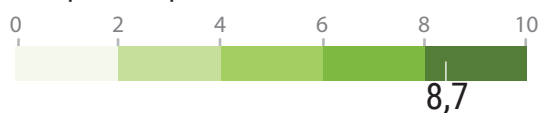
9

### Vulnérabilité



2

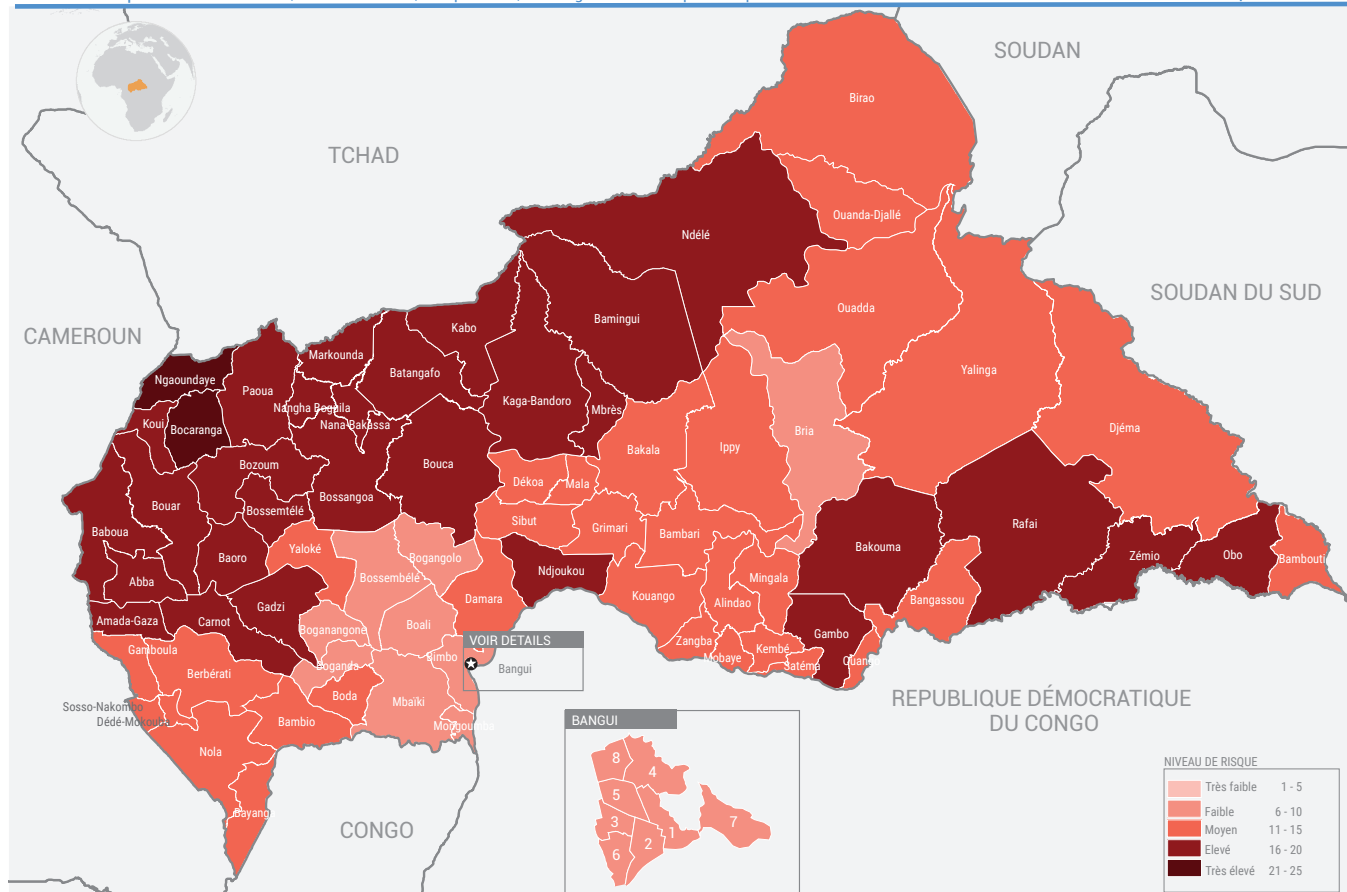
### Manque de capacité de résilience



2

Profil des risques liés à l'insécurité, la transhumance, les épidémies, le changement climatique et au processus électoral

Septembre 2022





## Conflits et insécurité



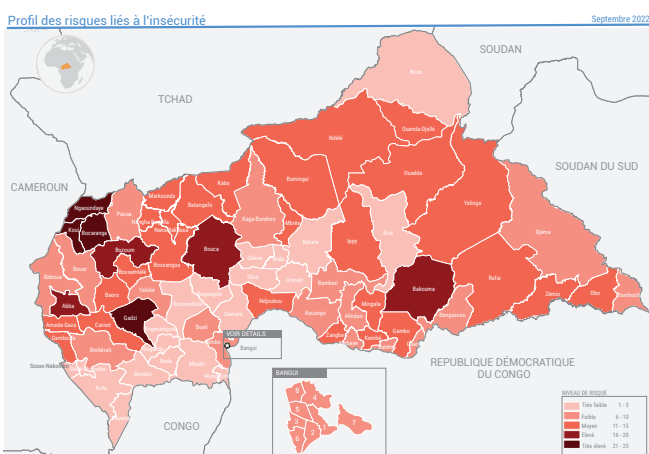
Qu'ils soient repliés en brousse, animés par des visées expansionnistes ou en pleine restructuration, les groupes armés maintiendront un niveau de violence élevé dont la population civile en sera la première victime

Les zones du sud-est et de l'ouest sont susceptibles de connaître une insécurité grandissante en raison de dynamiques de recomposition d'alliances entre groupes armés ou de réorganisation, accompagnées de velléités expansionnistes qui déclencheront des opérations militaires des FACA et APS.

De l'extrême nord à l'ouest en passant par le centre, la recherche de moyens de survie se traduira en extorsions, pillage des populations et le contrôle des zones minières, en particulier dans la brousse compte tenu de la stratégie d'évitement et de repli des groupes armés. Ceux-ci conserveront une capacité de nuisance dans les localités isolées sans présence de la MINUSCA et des FACA/ASP.

Dans l'extrême sud-est, il est à craindre qu'avec l'affaiblissement des échanges commerciaux avec le Soudan et le Soudan du Sud, les groupes armés chercheront à compenser la diminution de leurs revenus issus des taxations illégales sur ces échanges en multipliant les actes de prédation sur la population civile.

Fortement mobiles dans le nord-est, les groupes armés sont susceptibles de faire basculer le calme relatif récent instauré depuis l'installation de bases militaires de la MINUSCA dans les villes de Ouanda-Djallé, Ouadda et Sam-Ouandja en cas de retrait de la force.



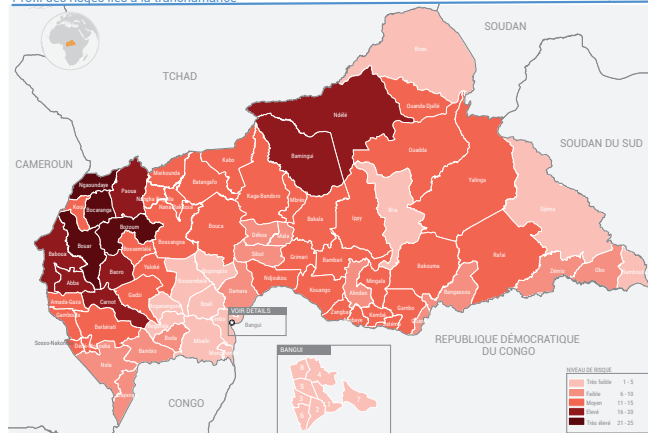
## Transhumance



Les couloirs de transhumance seront de plus en plus le théâtre de conflits communautaires entre éleveurs et agriculteurs et entre transhumants, groupes armés et forces armées nationales. Les groupes armés et bandes organisées, avec la complicité

parfois de notables locaux, ont fait du vol de bétail une source de revenus importante. A la recherche de zones plus sécurisées mais également de nouveaux pâturages, les éleveurs transhumants continueront de délaisser les couloirs traditionnels de transhumance. Si la Préfecture de la Haute-Kotto dispose de huit comités locaux de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs, dont quatre à Bria et quatre sur les axes, permettant de régler pacifiquement les conflits, il n'en n'est pas de même dans le reste du pays. Le disfonctionnement des mécanismes de gestion des conflits entre éleveurs et agriculteurs laissera cours à des affrontements violents. Le passage d'éleveurs lourdement armés dans le nord-est et le centre, zones de convergence du bétail en provenance du Tchad et du Soudan, provoquera à chaque fois des affrontements d'une part avec les forces armées nationales, et d'autre part avec les agriculteurs et autres éléments armés.

Profil des risques liés à la transhumance



## Changements climatiques



La RCA connaît des périodes de sécheresse plus fréquentes et plus longues associées à une baisse du niveau des eaux fluviales mais également d'importantes inondations.

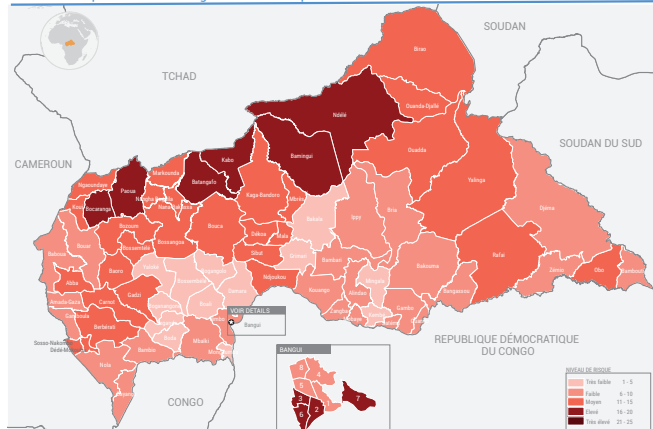
Le transport fluvial sur le fleuve Oubangui, qui était possible autrefois pendant neuf mois dans l'année, de mai à février, ne l'est aujourd'hui que pendant cinq mois, de juillet à novembre, soit une perte annuelle moyenne de sept mois de navigabilité en 60 ans<sup>150</sup>. A la clé, le ravitaillement du pays en produits de consommation courants à coût abordable en provenance de la RDC dont le volume continuera de baisser.

Les sous-préfectures et zones bordant le lit des cours d'eau et fleuves continueront d'être immergées par les eaux pendant la saison des pluies, à l'instar de Bangui et des préfectures du nord-ouest. Dans le nord-est, les préfectures de la Haute-Kotto et de la Vakaga sont fortement affectées par les aléas climatiques aussi bien dans leurs parties sahéniennes qui couvrent le triangle Ouanda-Djallé, Ouadda et Sam-Ouandja que dans la partie septentrionale de Birao. Dans les préfectures du centre que sont l'Ouham-Fafa et la Bamingui-Bangoran, les conséquences des

inondations à répétition s'aggraveront en l'absence de politique de relocalisation définitive des populations des zones inondables et de réhabilitation progressive des infrastructures.

Profil des risques liés aux changements climatiques

Septembre 2022



## Processus électoral

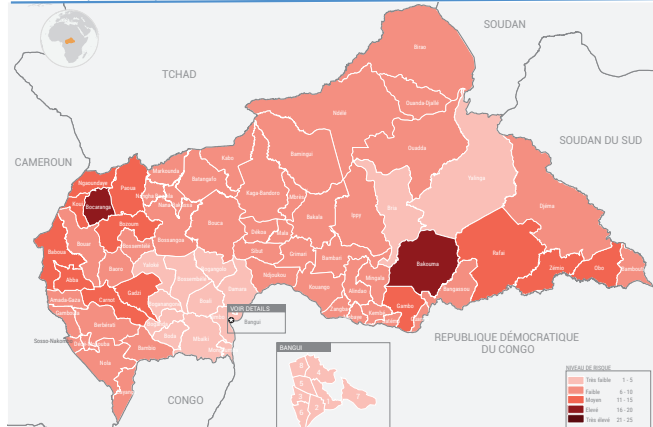


**Les premières élections locales depuis 1988, prévues en 2023, entraîneront une nouvelle aggravation de la situation politique déjà tendue et cristallisée autour du projet de réforme constitutionnelle.**

Des tensions, qui s'observent déjà à Bangui sur cette problématique, pourraient s'étendre au niveau local et entraîner des manifestations et des conflits communautaires, entraînant des mouvements de population. Depuis juin, des regroupements d'éléments armés ont été observés un peu partout dans le pays, notamment au nord-ouest de Paoua (Préfecture de l'Ouham-Pendé), Ndélé (Bamingui-Bangoran), Bouca et Kabo (Ouham) et Nzacko (Mbomou) avec la possibilité qu'ils reprennent le contrôle de certaines localités, limitant l'exercice de l'autorité de l'Etat et la tenue des élections locales.

Profil des risques liés au processus électoral

Septembre 2022



## Epidémies

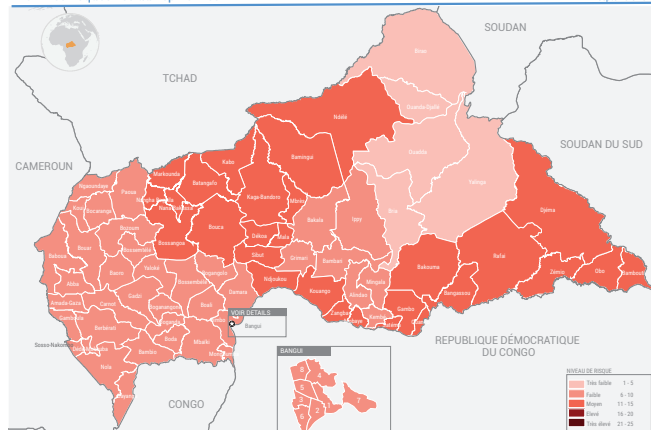


**La faiblesse structurelle des installations d'hygiène et d'assainissement et l'accès limité aux services de santé auront un impact accru sur la propagation des maladies notamment celles infectieuses émergentes.**

Le sud-est est un foyer épidémique majeur en raison des échanges économiques et liens communautaires avec des zones en RDC où la maladie à virus Ebola (MVE) est récurrente. En raison de déficits structurels, le système de santé régional ne sera pas en mesure de répondre à la MVE ni aux maladies hydriques et infectieuses. En 2023, les inondations continueront à créer un environnement propice à ces épidémies particulièrement à Ouango, Rafai et Bangassou. Dans la préfecture voisine du Mbomou, des cas de la variole du singe ont été détectés, entraînant une possible exposition plus large de la zone. Le risque d'épidémies liées aux maladies évitables par la vaccination est important dans le nord-ouest où de nombreux centres de santé ne sont plus approvisionnés et sont désertés par les agents de santé.

Profil des risques liés aux épidémies

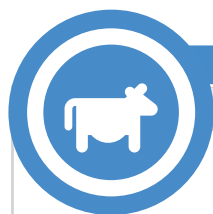
Septembre 2022



## Analyse des risques en un coup d'œil.

CONFLITS ET INSÉCURITÉ			
Risque	Impact	Probabilité	Niveau de risque
Accès physique	4	4	17
Attaques et exactions sur les civils	3	3	9
Attaques sur les objectifs civils (hôpitaux, écoles, ponts)	3	2	8
Criminalité	3	3	10
Engins explosifs	3	2	8
Opérations militaires	3	3	10
restructuration des groupes armés (GA)	3	3	10
Violences liées à l'accusation de sorcellerie	2	4	7
<b>Indicateurs à suivre</b> # d'alertes liées aux violences enregistrées par le mécanisme UNICEF/RRM; # d'incidents contre le personnel humanitaire; # d'incidents contre l'infrastructure civile ; # de violations de l'APPR; # d'axes inaccessibles pour raisons sécuritaires.			

CHANGEMENT CLIMATIQUE			
Risque	Impact	Probabilité	Niveau de risque
Accès physique	4	5	17
Déforestation	3	3	8
Eboulement des terres	2	3	7
Incendie	3	3	9
Inondation	3	3	9
Sécheresse (risque de propagation à l'intérieur de la RCA)	3	3	7
<b>Indicateurs à suivre</b> # d'incidents dus aux catastrophes naturelles enregistrés par le mécanisme UNICEF/RRM (incendies et inondations); Evolution du niveau d'eau de l'Oubangui; # de PDI sur sites affectées; Cartographie des risques (REACH).			



## TRANSHUMANCE

Risque	Impact	Probabilité	Niveau de risque
Abandon des règlements à l'amiable et tensions croissantes autour des ressources	3	3	9
Conflits croissants entre éleveurs et agriculteurs et changement des couloirs de transhumance traditionnels	3	3	10
Enrôlement des enfants	4	4	13
Hausse de VBG	3	3	10
Risques de ciblage et stigmatisation	3	3	10

**Indicateurs** # d'incidents liés à la transhumance à travers le protection monitoring;

**à suivre** % d'individus forcés de se déplacer à cause des tensions liées à la transhumance;  
 % d'individus retournés qui s'étaient initialement déplacés à cause des tensions liées à la transhumance;  
 % de localités disposant de mécanismes de gestion des conflits/médiation pour prévenir et apaiser les tensions liées à la transhumance;  
 % de localités où des cas de VBG ont été rapportés lors de tensions/conflits liés à la transhumance.



## PROCESSUS ELECTORAL

Risque	Impact	Probabilité	Niveau de risque
Augmentation des interlocuteurs pour les acteurs humanitaires	3	3	7
Erection de barrières	3	4	12
Mouvement de population à petite échelle	3	3	11
Non acceptation du nouveau découpage administratif/tensions autour du contrôle des ressources naturelles/taxation	2	2	4
Tensions communautaires et/ou ethniques localisées	3	3	10

**Indicateurs  
à suivre**

# Incidents contre les civils;  
 # Contenu et tendance médiatiques (déclarations, désinformation, incitations aux violences);  
 # Tensions, manifestations et violences localisées;  
 # de mesures sécuritaires prises par les acteurs humanitaires (réduction du personnel, évacuations sécuritaires, hibernation).





## EPIDÉMIES

Risque	Impact	Probabilité	Niveau de risque
Choléra et maladies hydriques	3	3	10
COVID-19	3	3	9
Ebola	3	2	5
Maladies évitables par la vaccination (MEV), y compris rougeole, poliomyélite et méningite	3	3	11
Monkeypox	3	2	18
Paludisme	3	4	13
Rage canine	4	4	16
<b>Indicateurs à suivre</b> # de cas et décès liés à la COVID-19 enregistrés sur les sites de PDI; # cas et décès des enfants liés à la rougeole; # nature des alertes transmises par les 31 sites de notification de surveillance épidémique; Saturation des capacités hospitalières et heurts dans les FOSA; Renforcement des mesures de riposte COVID-19.			
Echelle (Niveau de probabilité X Niveau d'impact)		Niveau de risque	
1 à 7		Faible	
8 à 15		Moyen	
16 à 25		Elevé	

# Partie 2.2

## Suivi des besoins

### Tableau des indicateurs de suivi

Secteurs	Intitulé	Périodicité	Valeur de référence en 2022	Source / Responsable
EDUCATION	% d'enfants fréquentant l'école de manière régulière	Annuelle	29%	MSNA REACH
	% d'écoles fonctionnelles	Annuelle	82%	MEPS
	% de maire-parents par rapport au total des encadreurs des enfants	Annuelle	81%	MEPS
EHA	% de personnes ayant accès à une quantité suffisante d'eau potable pour la boisson et les besoins domestiques	Trimestrielle	60%	Cluster / MSNA
	% de personnes ayant accès à des services d'assainissement appropriés	Trimestrielle	60%	Cluster / MSNA
	% de personnes ayant bénéficié de programmes de changement de comportement en matière de lavage des mains.	Trimestrielle	75%	Cluster / MSNA
NUTRITION	# d'enfants de 6 à 59 mois atteints de Malnutrition aiguë sévère (MAS) et modérée (MAM)	Trimestrielle	1,4% MAS 5,3% MAM	Cluster
	# de femmes enceintes (FE)/femmes allaitantes (FA) et accompagnants sensibilisés à l'ANJE	Trimestrielle	90K	Cluster
	# d'enfants 6-59 mois ayant bénéficié d'une dose supplémentation en vitamine A (filles, garçons) au cours du premier passage (S1) et au cours du deuxième passage (S2) : couverture effective en Vitamine A	Trimestrielle	450 K	Cluster
PROTECTION GENERALE	# d'incidents de protection collectés et vérifiés, désagregés par typologie	Trimestrielle	2,8K	Monitoring de protection
	% de ménages qui ont déclaré avoir accès aux mécanismes communautaires de protection à une distance de marche.	Annuelle	20%	MSNA
LUTTE ANTI-MINES	# d'incidents impliquant les engins explosifs	Mensuelle	45	Rapport UNMAS
	# de victimes d'incidents de protection impliquant les engins explosifs	Mensuelle	53	Rapport UNMAS
LTP	# Différends LTP identifiés documentés	Trimestrielle		Rapport NRC

Secteurs	Intitulé	Périodicité	Valeur de référence en 2022	Source / Responsable
AoR Protection de l'enfant	Nombre de ENA/ES identifiés	Mensuelle	630	
	Nombres d'EAFGA présumés identifiés	Mensuelle	1043	DdR Protection de l'enfance
	Nombres de chocs de protection	Trimestrielle		OCHA, RRM
AoR VBG	% de ménages qui ont accès à un service de prise en charge de VBG (appui psychosocial/gestion de cas ou service médical, espace sûr pour les femmes et les filles)	Semestrielle	16%	AoR VBG, DTM/AoR VBG
Santé	% des populations couvertes par l'accès aux services de santé à moins de 30 minutes de marche	Annuelle	37%	MSNA
	Densité médicale, personnel de santé (médecins, infirmiers, sages-femmes) /1000	Trimestrielle	>2,5/1000	HeRAMS
	Nombre de lits pour 1 000 habitants	Mensuelle	>2/1000 habitants	HeRAMS
Sécurité alimentaire	Score de consommation alimentaire	Mensuelle/ Trimestrielle	SCA (Pauvre+Limite) = 50.7% SCA (Acceptable) = 49.3%	Cluster SA / Enquêtes (ENSA, EFSA, mVAM)
	Index de stratégie de suivi	Mensuelle/ Trimestrielle	rCSI (Crise et Urgence) = 12.6% rCSI (Stress/Phase 2) = 61.3% rCSI (Aucune/ Phase 1) = 26.1%	Cluster SA / Enquêtes (ENSA, EFSA, mVAM)
	% ménages ayant un accès aux intrants/animaux	Semestrielle	30.3% ont accès aux semences 69.7% n'ont pas accès aux semences	Cluster SA/ Enquêtes (PDM)
	Indice de fonctionnalité des marchés et suivi des prix	Semestrielle	43.6% des communautés jugent l'Etat d'approvisionnement des marchés d'inférieur au niveau saisonnier » 39% des communautés ont qualifié le niveau de prix des denrées alimentaires de « supérieur au niveau saisonnier »	Cluster SA/ mVAM, Groupe de travail cash
ETC	Nombre de services Internet fournis	Semestrielle	11	ETC
	Nombre de services aux communautés (S4C)	Semestrielle	2	ETC
	Nombre de systèmes de communication sécurisés	Semestrielle	14	ETC



## Section 3

# Analyses sectorielles



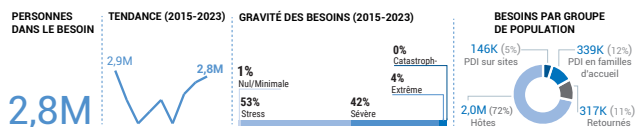
Bocaranga, Préfecture de L'Ouham-Pendé

Un homme déplacé vivant avec ses petits-enfants sur le site « PK4 » à Bocaranga.

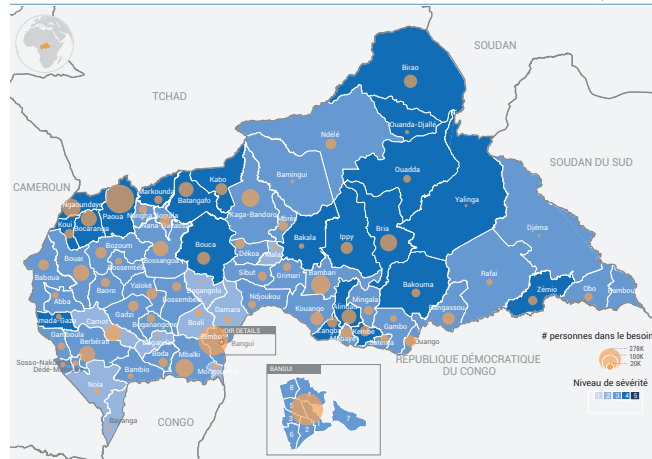
©OCHA/V. Bero



## Protection



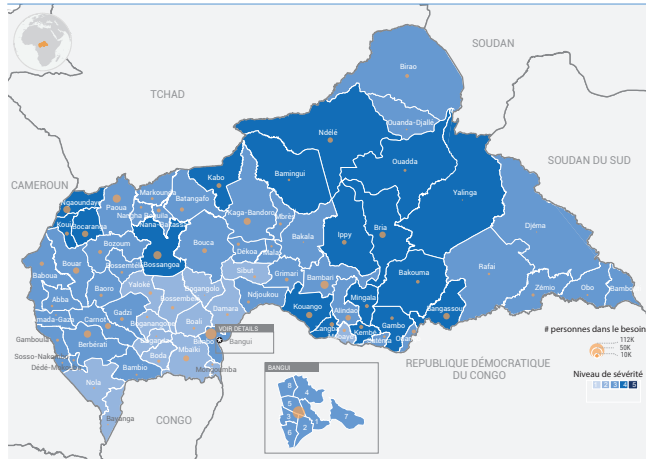
PROTECTION GÉNÉRALE - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN Septembre 2022



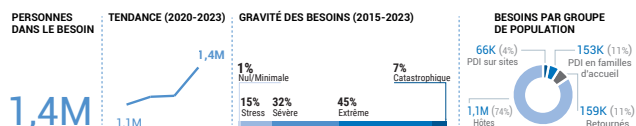
## Protection de l'enfance



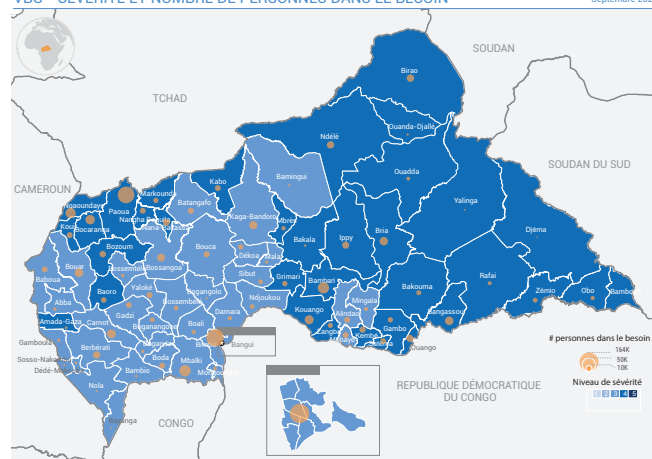
PROTECTION DE L'ENFANCE - CARTE DE SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN Septembre 2022



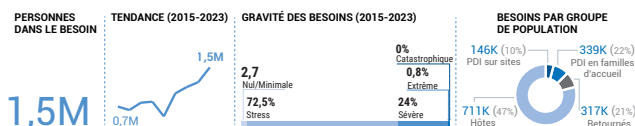
## Violences basées sur le genre



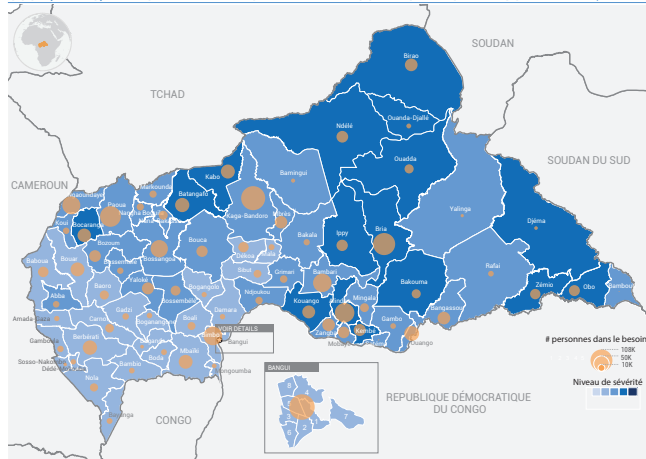
VBG - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN Septembre 2022



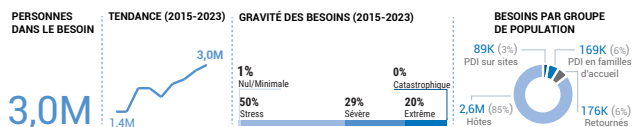
## CCCM/Abris/NFI



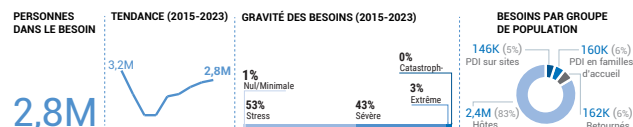
CCCM/ABRIS/NFI - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN Septembre 2022



## Eau, hygiène et assainissement

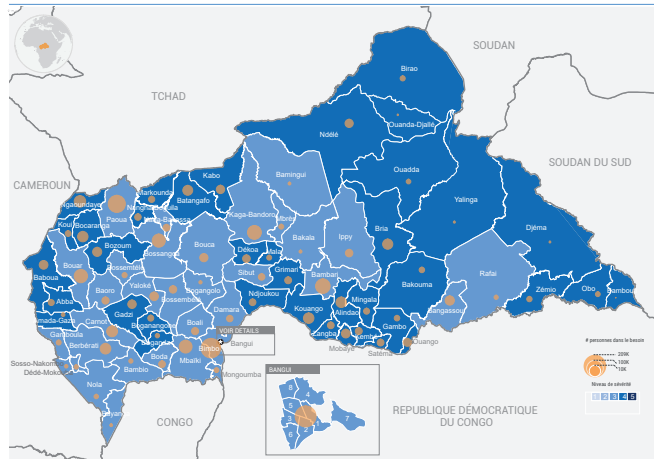


## Santé



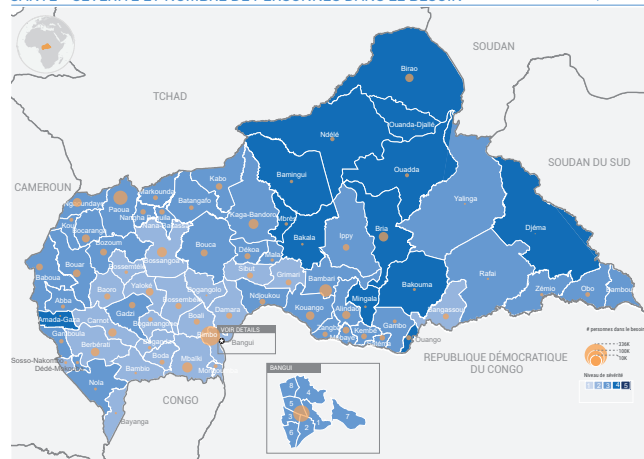
EHA - CARTE DE SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

Septembre 2022

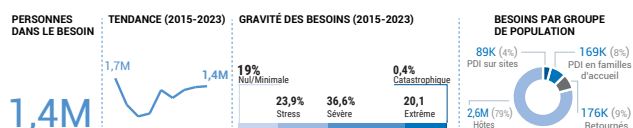


SANTÉ - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

Septembre 2022



## Éducation

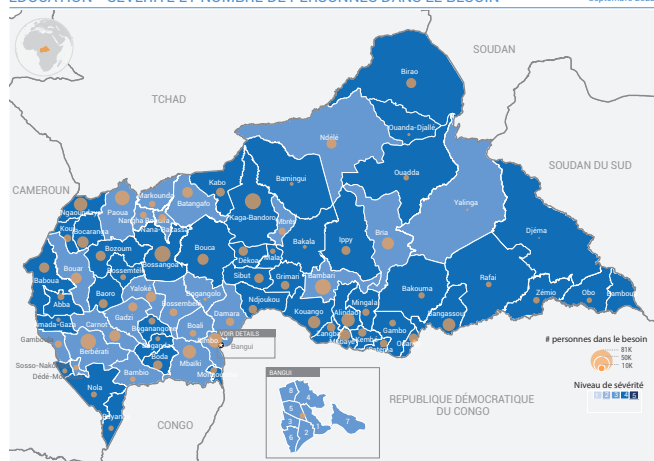


## Nutrition



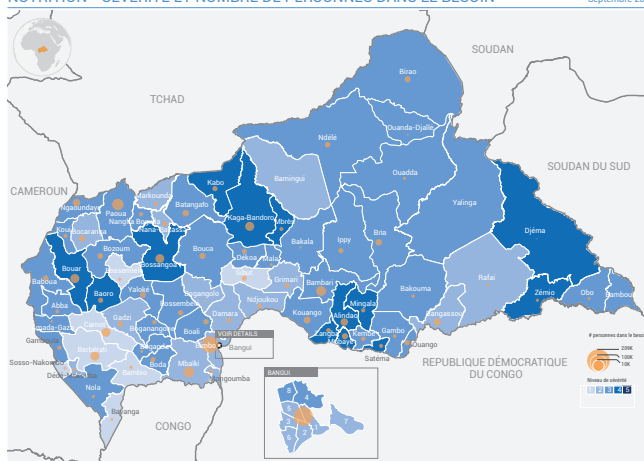
ÉDUCATION - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

Septembre 2022

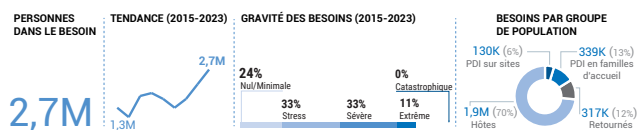


NUTRITION - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

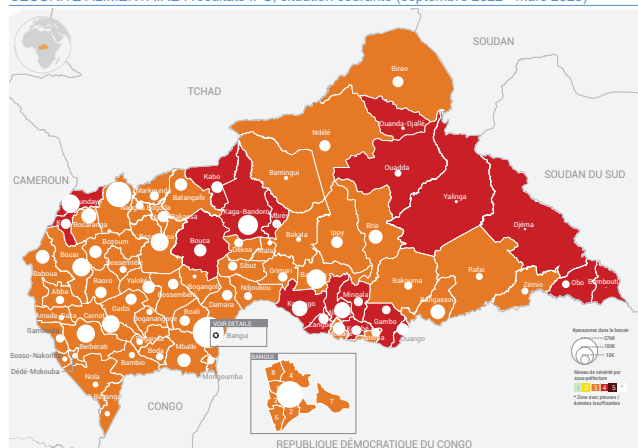
Septembre 2022



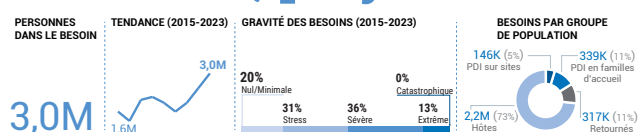
# Sécurité alimentaire, courante



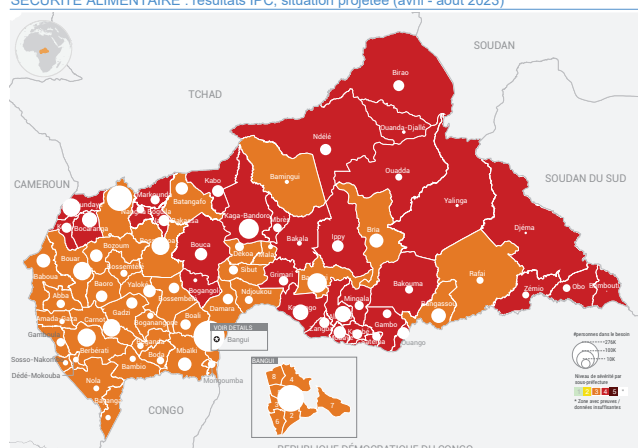
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : résultats IPC, situation courante (septembre 2022 - mars 2023)



# Sécurité alimentaire, projetée



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : résultats IPC, situation projetée (avril - août 2023)



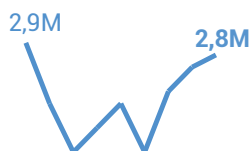


# Protection

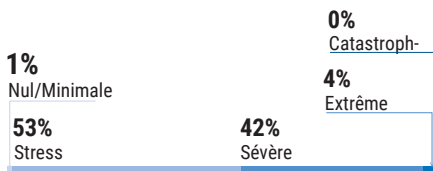
## PERSONNES DANS LE BESOIN

2,8M

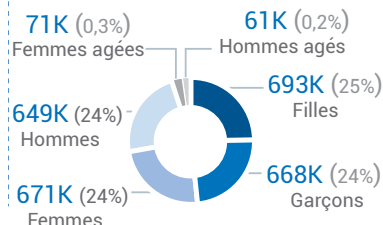
## TENDANCE (2015-2023)



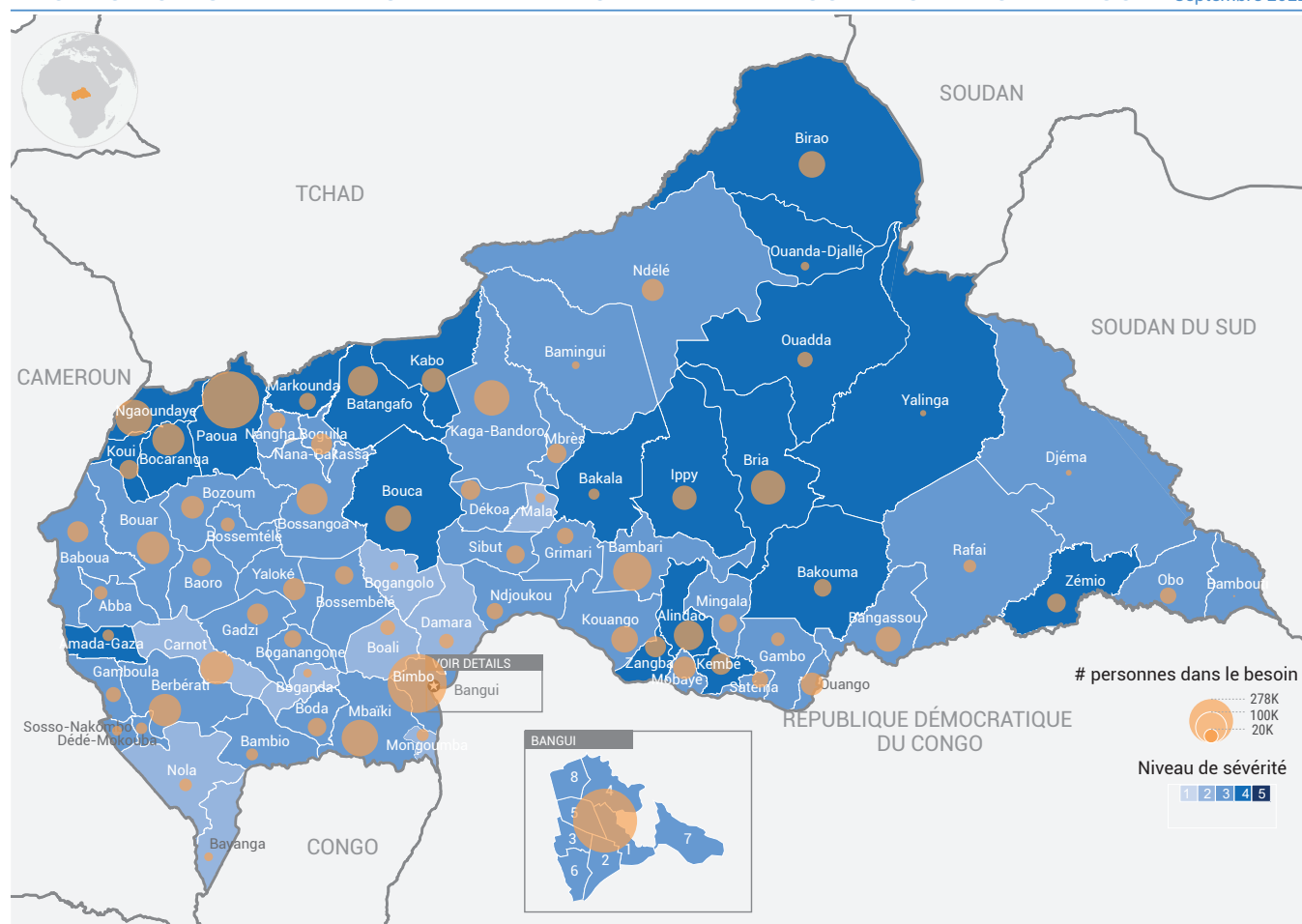
## GRAVITÉ DES BESOINS (2015-2023)



## BESOINS PAR GENRE ET AGE



## PROTECTION GÉNÉRALE - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN Septembre 2022



## Aperçu des besoins

La crise de protection en RCA, en 2022, reste marquée par un développement ambivalent du contexte global, avec d'une part une partie du territoire encore affectée par la violence et les activités des groupes armés, et d'autre part des régions où la situation sécuritaire s'améliore progressivement.

Le **retour volontaire** (spontané ou facilité) d'une partie de PDI et de réfugiés s'est progressivement intensifié

au cours de l'année 2021 et au premier semestre 2022, notamment dans les préfectures de la Lobaye, de la Nana-Mambéré, de la Mambéré-Kadéï, de la Sangha-Mbaéré et à Bangui où il y a une amélioration globale de la situation sécuritaire. En septembre 2022, la CMP indiquait une diminution de 26% du nombre de PDI, principalement dans les familles d'accueil. Cette diminution substantielle était due à un rattrapage de données par DTM/IOM, suite à la mise à jour de sa base de données, consécutive à un élargissement de sa couverture au cours du 3ème trimestre. Même

dans le contexte des retours volontaires (spontanés ou facilités), les besoins en matière de protection demeurent élevés en raison notamment de la présence très faible des services de l'Etat, de la dispersion des éléments des groupes armés et de la violence

En revanche, les régions dans lesquelles il y a une présence importante de groupes armés continuent à enregistrer des incidents de protection, y compris des **déplacements forcés** de la population. La dispersion des éléments des groupes armés dans les localités périphériques difficiles d'accès et dans les villages situés sur les axes induit divers impacts de protection sur la population civile (difficultés d'accès aux services, difficultés d'accès aux champs, à la cueillette, à la chasse et à la pêche, exposition à plusieurs types d'incidents pendant la recherche de solutions alternatives à la survie. En plus de 484 335 personnes en situation de déplacement fin septembre 2022, la CMP a signalé en moyenne 32 000 nouveaux déplacements par mois de janvier à septembre 2022.

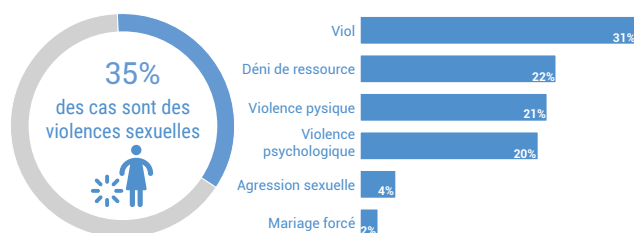
Les PDI, principalement celles qui se trouvent sur les **sites, vivent dans des conditions très difficiles qui les exposent à différents risques de protection**, notamment l'imposition de taxes illégales, les arrestations arbitraires et détentions illégales, les VBG, le recrutement forcé – y compris des enfants – les cas d'EAS ou encore les atteintes à la vie et à l'intégrité physique. Bien que les groupes armés aient été chassés de plusieurs grandes agglomérations, le **non-respect du caractère civil et humanitaire des sites** de PDI reste une problématique sur plusieurs sites, quoiqu'elle se pose en des termes différents.

Dès la seconde moitié de 2021, les acteurs de protection ont commencé à signaler de plus en plus de cas de **menaces d'éviction de PDI sur sites**. Dans certains cas, les menaces ont été mises à exécution et les PDI effectivement forcés de quitter les sites, tels qu'à Bambari (8 375 PDI du site Elevage) et à Batangafo (40 ménages PDI du site Alternatif). Les auteurs de ces menaces sont très variés, y compris des éléments armés et des personnes civiles (personnes physiques ou morales) qui veulent recouvrer la jouissance de leurs terrains sur lesquels sont établis les sites.

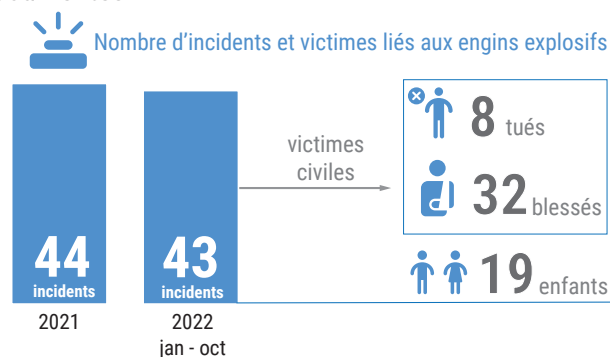
**L'insécurité alimentaire** ou le retard/déficit dans l'assistance alimentaire sont à la base de plusieurs risques et menaces de protection pour la population affectée. Les résultats de l'IPC indiquent qu'environ 3 millions de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire au niveau de crise ou d'urgence en 2023. La situation d'insécurité alimentaire risque fortement d'augmenter la vulnérabilité des femmes et des filles aux violences sexuelles, au mariage forcé/précoce, au

sexe pour la survie, à l'EAS et à la violence conjugale<sup>151</sup>. Également, le monitoring de protection de janvier à août 2022 établit un lien étroit entre l'insécurité alimentaire et les risques de protection, en particulier dans les villages périphériques et sur les axes. Ainsi, les agressions physiques, les dénis de ressources et les violences psychologiques commises dans un contexte de recherche d'alternatives à l'alimentation constituent 46% des types de VBG rapportés par le monitoring de protection.

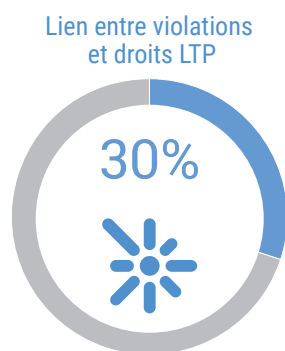
% des cas de VBG par type (janvier à septembre 2022)



Depuis 2021, **les engins explosifs** sont devenus une menace de protection de plus en plus préoccupante. Alors qu'en 2020 seuls 2 incidents relatifs aux engins explosifs avaient été enregistrés sans faire de victimes humaines, en 2021 UNMAS a documenté 44 incidents faisant 78 victimes parmi lesquels 48 blessés et 30 tués. 68% de victimes étaient constitués de civils, parmi lesquels les hommes représentent 85% et les enfants 6%. De janvier à octobre 2022, UNMAS a documenté 43 incidents faisant 55 victimes parmi lesquels 43 blessés et 12 tués. 76% de victimes sont constitués de civils, parmi lesquels les enfants (45%) et les hommes (42%) sont les plus affectés. Alors que les 2 incidents documentés en 2020 avaient eu lieu dans 2 préfectures, les incidents documentés en 2021 et 2022 ont eu lieu dans 11 préfectures. Les préfectures les plus affectées sont l'Ouham-Pendé, la Nana-Mamberé, la Ouaka et la Haute-Kotto, avec plus de 73% du nombre d'incidents documentés.



La problématique de **logement terre et propriété (LTP)** se pose particulièrement pendant les phases de déplacement et de retour des personnes déplacées. A cet égard,



la cartographie des foyers de tensions intercommunautaires mise à jour par le GT Cohésion Sociale en mai 2022 montre que 30% des conflits ont un lien avec la violation

des droits LTP. L'occupation secondaire et la vente illicite des maisons et parcelles des PDI et des réfugiés par les autorités locales sont des typologies les plus dominantes des violations des droits LTP en RCA. Selon la base de données tenue par NRC, en septembre 2022, 1 718 cas de différends LTP identifiés nécessitent un accompagnement juridique pour leur résolution.

L'afflux de bétail sur le territoire centrafricain s'est intensifié à mesure que les pâturages et ressources en eau se sont raréfiés dans les pays voisins. Les pressions exercées sur les ressources naturelles causent de vives tensions entre agriculteurs et éleveurs. Le non-respect des couloirs de transhumance, la présence de plusieurs éléments armés dans les couloirs empruntés par le bétail et la quête de gains économiques par les différents groupes sont des facteurs supplémentaires qui risquent d'alimenter les **violences relatives à la transhumance**.

La carte de sévérité de protection de 2023 a connu quelques changements : 2 sous-préfectures qui étaient en sévérité 5 sont passées à 4 ; 8 sous-préfectures de sévérité 3 sont passées en sévérité 2 alors que 3 sous-préfectures qui étaient en sévérité 2 sont passées en sévérité 3.

## Populations affectées

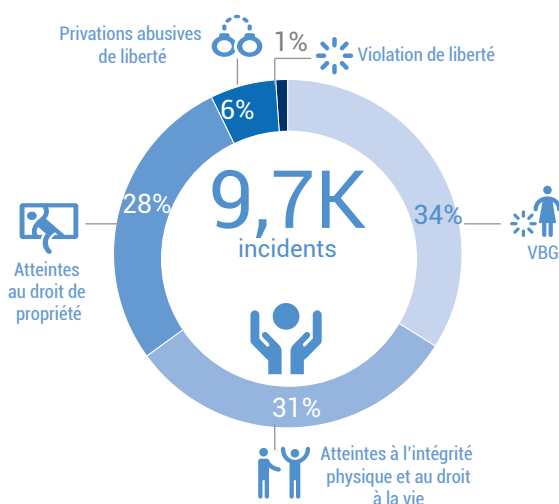
Les PDI sur sites et les personnes retournées et rapatriées sont celles qui sont les plus vulnérables aux risques de protection. Bien qu'une grande partie des PDI sur sites, des retournés et des rapatriés aient été assistés, il est nécessaire de veiller à ce qu'ils aient un accès équitable et non discriminatoire aux services existants. Sur l'ensemble de personnes dans le besoin, les personnes de sexe féminin représentent 51%. La plupart de la population affectée se trouve dans les préfectures les plus affectées : la Basse-Kotto, la Haute-Kotto, la Vakaga, le Mbomou, le Haut-Mbomou, la Ouaka, l'Ouham, l'Ouham-Pendé et la Mambéré-Kadéi. L'analyse des besoins au niveau des préfectures

et sous-préfectures donne des résultats relativement différents selon le type d'incident analysé et la zone géographique couverte.

## Analyse des besoins sectoriels

Le nombre de personnes dans le besoin projeté est de 2,81 millions de personnes contre 2,65 millions en 2021.

### Incidents de protection individuels

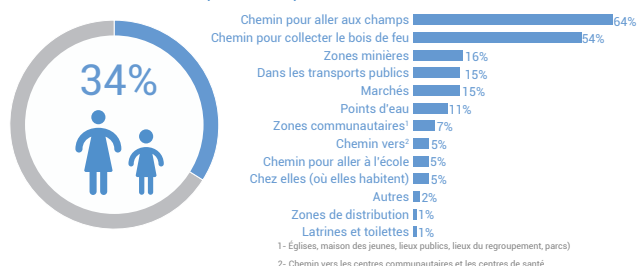


De janvier à août 2022, le monitoring de protection a documenté 9 784 **incidents de protection** individuels dont 34% de VBG, 31% d'atteintes à l'intégrité physique et au droit à la vie, 28% d'atteintes au droit de propriété, 6% de privations abusives de liberté et 1% de violations graves des droits de l'enfant en temps de conflits armés. En réalité, il y a probablement plus d'incidents que le nombre de cas documentés, mais le signalement des cas est limité en raison de l'insuffisance des mécanismes dans les communautés, les limites d'accès aux mécanismes mis en place dans certaines régions en raison de la longue distance à parcourir, des difficultés de communication ou de la peur de représailles des auteurs. Les personnes affectées étaient constituées de 50% d'hommes, de 39% de femmes, de 9% de filles et de 2% de garçons. Les personnes vivant avec un handicap représentent 2% du total de personnes ayant signalé des incidents de protection. 51% des incidents de protection ont été documentés dans les préfectures de l'Ouham, le Haut-Mbomou, la Nana-Mambere et du Mambéré-Kadéi. Par ailleurs, les réseaux communautaires de protection ont rapporté 137 alertes de protection faisant référence à des incidents de protection impactant un grand nombre de personnes.

En moyenne, 12% des ménages interviewés à travers la MSNA indiquent avoir subi des incidents affectant des

membres de leurs familles au cours des 30 derniers jours en 2022. Les ménages hôtes (13%) les PDI en familles d'accueil (12%) et les retournés/rapatriés (11%) sont légèrement plus affectés que les ménages PDI (8%). Selon le monitoring de protection de l'UNHCR et ses partenaires, 75% des relais communautaires consultés dans le cadre du monitoring de protection entre avril et juin 2022 ont indiqué qu'un ou plusieurs incidents de protection avait eu lieu dans leurs communautés au cours des 30 derniers jours. Ainsi, il semble que les ménages consultés percevaient une détérioration de la situation de sécurité pour les membres de leurs familles par rapport à 2020. De même, selon les résultats de la MSNA, 47% des ménages de PDI sur sites interrogés ont déclaré que les femmes ou les filles dans leurs ménages ont évité certaines zones par crainte pour leur sécurité. Cette proportion est de 33% pour les PDI en familles d'accueil. Ainsi, il semble que les ménages de PDI sur sites perçoivent plus fréquemment un sentiment d'insécurité pour leurs femmes et leurs filles que les PDI vivant en familles d'accueil. Cette perception est par ailleurs confirmée par le monitoring de protection qui indique que plus d'un incident VBG sur dix survenu entre avril et juin 2021 a eu lieu sur un site de PDI.

% de ménages ayant indiqué que des femmes et des filles évitent certaines zones par crainte pour leur sécurité

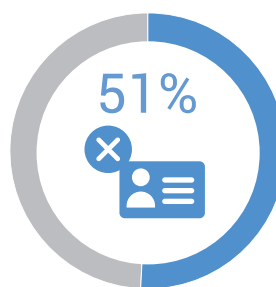


Dans un contexte où 484 335 personnes sont en situation de déplacement, 14% des ménages interviewés dans le cadre de la MSNA affirment avoir subi des **restrictions de mouvements** pendant les 3 derniers mois, notamment par crainte pour leur sécurité et des barrières érigées par les éléments des groupes armés. Les ménages hôtes ainsi que les PDI en familles d'accueil perçoivent plus de restrictions de mouvements par crainte pour leur sûreté et/ou leur sécurité (respectivement 16% et 15%). Interrogés sur les raisons de ces restrictions, respectivement 30% et 27% indiquent un lien avec les barrières et/ou la fermeture des routes par les porteurs d'armes. 22% des victimes de violations du droit à la liberté de mouvement documentées par le monitoring de protection sont des personnes retournées ou rapatriées. Parmi les restrictions, quelques ménages ont évoqué la stigmatisation et les risques liés à la sécurité. Les évaluations participatives pilotées par UNHCR en septembre 2022 dans 36 sous-préfectures, à laquelle ont participé ses partenaires de mise en

œuvre, les autorités locales et d'autres partenaires opérationnels, avec 3 397 participants (46% de femmes et 54% des hommes) aux groupes de discussion, ont révélé une nette dégradation de la situation sécuritaire et de protection. La plupart des groupes ont également partagé leurs inquiétudes relatives à l'absence ou à la perte de leurs documents d'identité qui a également impacté leur liberté de mouvement.

**L'éviction forcée** de PDI reste un risque élevé dans l'ensemble du pays sur des sites de longue date et où beaucoup d'autres types d'incidents sont signalés, par ailleurs, par le monitoring de protection. En effet, au-delà de 8 375 PDI évincés du site Elevage de Bambari et 40 ménages du site Alternatif à Batangafo en 2021, les acteurs de protection reçoivent de plus en plus d'alertes indiquant des menaces d'éviction de PDI dans certaines régions, notamment dans les préfectures de l'Ouham, de la Nana-Gribizi et la Ouaka. Ces menaces proviennent notamment des propriétaires de terre sur lesquelles les sites sont établis et de quelques autorités locales. Dans certains cas, tel qu'à Batangafo, en septembre 2022, l'autorité locale a refusé que de nouvelles PDI provenant des axes s'installent sur les sites existants dans la ville. Sur instruction de l'autorité locale, les PDI concernées avaient été installées au sein d'une école, à environ un mois de la reprise de l'année scolaire.

% de ménages dont au moins un membre ne possède pas d'acte de naissance et/ou de carte d'identité



Selon les résultats de la MSNA, 51 % des ménages en RCA ont au moins un membre qui ne possède pas d'acte de naissance et/ou de carte d'identité. Pour 14% des ménages, la pièce d'identité a été perdue/détruite à

cause du conflit et pour 8% des ménages la pièce d'identité n'est pas en cours de validité. L'impact du manque de **documentation civile** s'est amplifié en raison des contrôles d'identité menés dans le contexte des opérations militaires contre les groupes armés. Les sous-préfectures de Bossembélé, Bozoum et Yaloké sont les plus affectées, avec respectivement 62%, 61% et 59% des ménages interviewés qui ont déclaré n'avoir aucun membre possédant une pièce d'identité ou un acte de naissance. Selon les résultats de la MICS publiée en janvier 2021<sup>152</sup>, 45% des enfants de moins de 5 ans ne sont pas enregistrés à l'état civil. Par ailleurs, 49% de la population ne dispose pas d'informations suffisantes sur les démarches à entreprendre pour obtenir un acte de naissance.



UNMAS a rapporté 43 incidents impliquant des engins explosifs de janvier à octobre 2022, ayant fait 53 victimes parmi lesquels 42 blessés et 8 tués. Les enfants constituent près de la moitié (48%) des victimes civiles, représentant 75% de l'ensemble des victimes. Les préfectures qui ont rapporté le plus d'incidents sont l'Ouham-Pendé, la Nana-Mamberé, la Ouaka et la Haute-Kotto. En 2021, les enfants ne représentaient que 2% des victimes civiles. Il convient également de noter qu'à diverses occasions, les membres des communautés ont exprimé le besoin de déminer les écoles qui avaient été occupées par les porteurs d'armes et abritaient des munitions explosives.

Les résultats des évaluations participatives pilotées par l'UNHCR et certaines autres sources ont mis en avant l'ampleur du travail forcé qui, en certaines circonstances, peut être considéré comme constitutif de la **traite des personnes**. Au-delà de l'impact de la crise et de la violence, la pauvreté des ménages figure parmi les causes profondes de la traite des personnes. Les effets sur les victimes de traite sont variés en fonction de la nature et de l'ampleur des violences infligées aux survivant(e)s.

Selon des sources concordantes, la saison de **transhumance** à venir risque d'impliquer un flux important de bétail en provenance des pays voisins, en plus de la transhumance interne. Au-delà des conflits entre agriculteurs et éleveurs, la présence concomitante de plusieurs acteurs de sécurité et des services de l'Etat, en quête de revenus, couplée aux dispositions prises par les transhumants afin de sécuriser leur bétail risquent d'être à l'origine d'une hausse de la violence armée sur les couloirs de transhumances.

## Projection des besoins

Plusieurs menaces et risques majeurs de protection, ayant des impacts directs sur la protection, y compris des femmes et des enfants en RCA, persisteront en 2023, avec des conséquences sur l'ampleur des besoins en protection. Basée sur l'analyse de la situation actuelle, de possibles détériorations localisées de la situation en raison notamment de la violence consécutive à la quête de revenus dans le cadre du flux important de bétails pendant la saison de transhumance et de la poursuite d'utilisation des engins explosifs comme stratégie défensive par des groupes armés sous pression, le cluster estime que certaines menaces et risques de protection actuels n'auront pas été complètement absorbés d'ici juin 2023. Globalement, la tendance des retours de PDI et de réfugiés centrafricains dans les régions relativement stables du pays pourrait se poursuivre. Par contre, certains groupes armés, en

quête de positionnements politiques ou de contrôle des ressources, continueront à entretenir des tensions et à mener des attaques qui auront des impacts de protection sévères.

## Suivi des besoins

Le cluster et les domaines de responsabilité vont assurer le suivi des besoins dans les zones affectées à travers leurs partenaires ou à travers des missions, dans les zones accessibles. Dans les zones sans partenaires, la coordination explorera la possibilité de mettre à profit des missions inter agences ou des missions d'acteurs d'autres secteurs pour collecter des données minimales. Dans le cadre du groupe de coordination inter cluster, le cluster et les domaines de responsabilité plaideront pour que l'évaluation MSNA soit reconduite afin de permettre une bonne comparabilité des données en vue d'une meilleure analyse des tendances et assistance humanitaire.

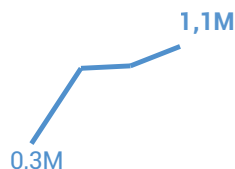


# DdR Protection de l'enfance

PERSONNES  
DANS LE BESOIN

1,1M

TENDANCE (2020-2023)



GRAVITÉ DES BESOINS (2015-2023)

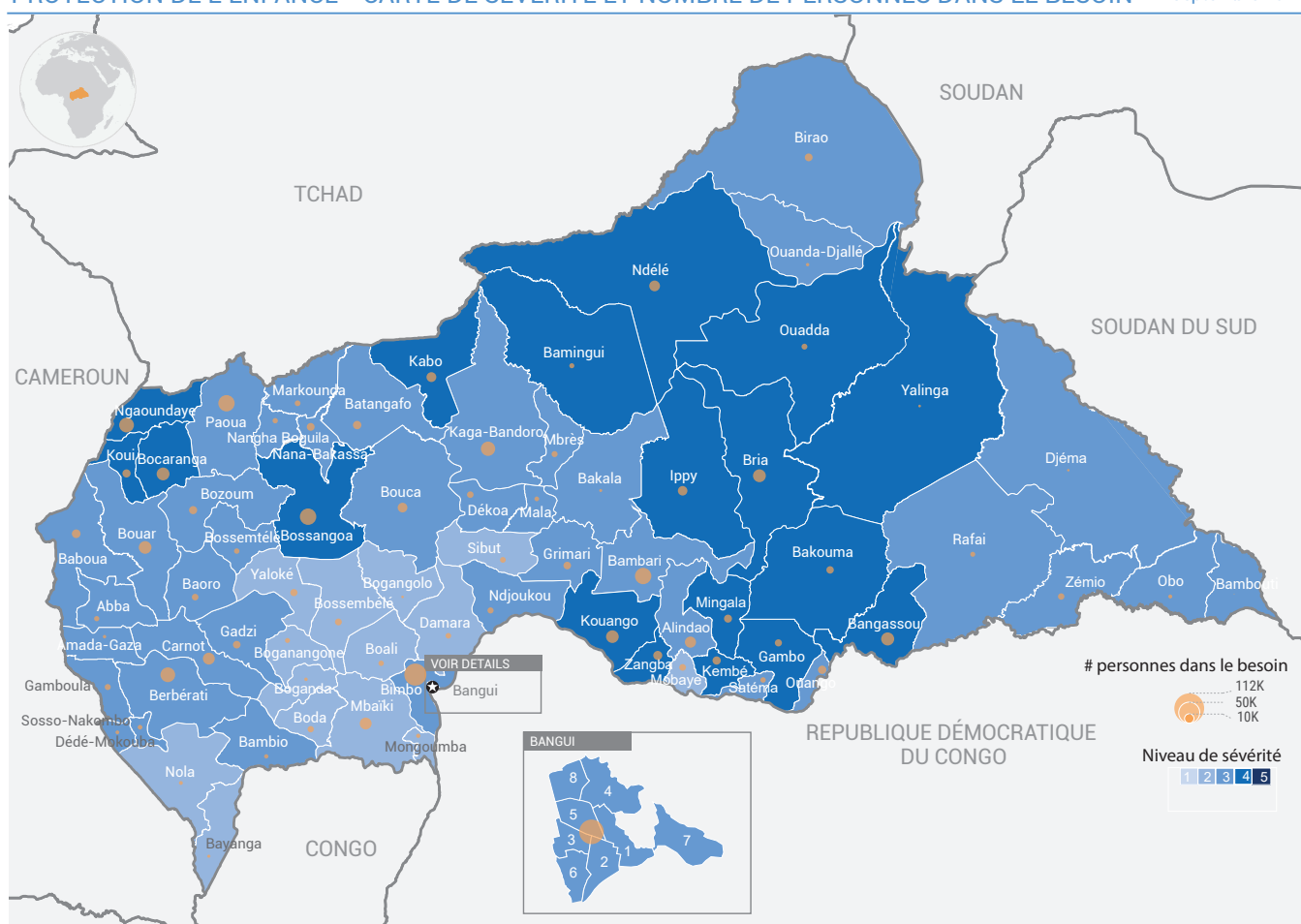


BESOINS PAR GENRE ET AGE



PROTECTION DE L'ENFANCE - CARTE DE SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

Septembre 2022



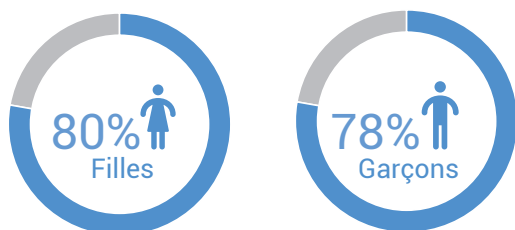
## Aperçu des besoins

La persistance des conflits armés et la détérioration croissante des conditions de vie des ménages exposent les enfants à la violence, aux abus, à l'exploitation économique et sexuelle, ainsi qu'à la détresse psychosociale. En 2023, 1 112 750 enfants auront des besoins de protection (dont 567 502 filles et 166 912 enfants vivant avec un handicap). En chiffres

absolus, cela représente une augmentation de 18% des enfants dans le besoin par rapport à 2022. Pour 2023, les besoins de protection des enfants ont été jugés sévères dans 39 sous-préfectures (43 en 2022) et extrêmes dans 19 sous-préfectures (6 en 2022). Les six violations graves contre les enfants dans les conflits armés identifiées par le Conseil de sécurité des Nations Unies ont toutes été documentées en RCA en 2022, notamment dans l'Ouham, la Ouaka, la Haute et Basse-Kotto. Selon les données de la MSNA,

80% des parents ont déclaré craindre pour la sécurité des filles (violences sexuelles, mariage forcé, etc.) et 78% craignent pour la sécurité des garçons (travail forcé, menaces d'attaques, recrutement forcé, etc.). La nature prolongée du conflit et les cycles de violence empêchent un accès durable aux services de base, aux opportunités de développement économique et à la sécurité stable dont les enfants de la RCA ont besoin pour s'épanouir.

### % de parents qui déclarent craindre pour la sécurité des garçons et des filles



## Populations affectées

Les enfants et adolescent(e)s les plus affectés par le contexte humanitaire sont ceux vivant dans les zones de conflits armés, notamment les préfectures de l'Ouham, Ouaka et Basse-Kotto, ainsi que les zones affectées par l'insécurité alimentaire et les inondations, les enfants vivant dans les familles les plus précaires sur le plan socio-économique. Les enfants représentent en moyenne 49% des personnes déplacées internes avec des risques accrus de séparations familiales et de violences. Les enfants hors cadre familial (dont les enfants non accompagnés ou en situation de rue en raison de la situation humanitaire) sont davantage exposés aux risques de violences, abus et exploitations. Les risques de violences sexuelles sont exacerbés pour les filles et adolescentes. Le recrutement et l'utilisation des enfants par les groupes et Forces armées affectent particulièrement les garçons et adolescents. Il y'a peu de données disponibles en RCA mettant en évidence l'incidence et la prévalence du handicap chez les filles et garçons. Toutefois, dans un contexte de conflits armés, mouvements forcés de population, insécurité alimentaire et catastrophes naturelles, les enfants et adolescent(e)s handicapés sont plus à risque d'être séparés de leurs aidants et de leurs familles et par conséquent d'être exposés aux violences, exploitations et abus.

## Analyse des besoins sectoriels

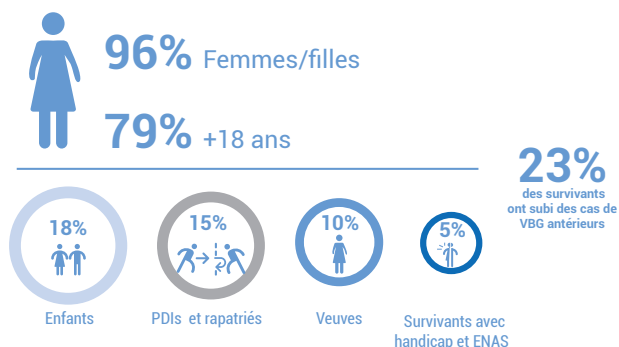
De nombreux enfants, filles et garçons, continuent d'être confrontés à un risque accru de violations graves

dans les conflits armés. Au cours du premier semestre 2022, environ 405 violations ont été vérifiées<sup>153</sup>. Les violations les plus documentées concernent **le recrutement et l'utilisation d'enfants par des groupes armés** ; au moins 83 enfants (80 garçons et 3 filles) ont été séparés des groupes armés après avoir été utilisés notamment mais pas exclusivement comme combattants, porteurs, messagers, cuisiniers, gardiens de bétail et/ou à des fins sexuelles. Compte tenu du contexte instable de pauvreté et de quasi-absence de services de base, particulièrement dans les préfectures rurales, **la réintégration durable des EAFGA demeure un besoin et une préoccupation importante**. Au cours du premier semestre, au moins 34 enfants (19 filles et 15 garçons) ont été enlevés et au moins 18 filles ont été victimes de violences sexuelles commises par des éléments armés. Au moins 57 enfants (27 filles et 30 garçons) ont été tués (14 enfants) ou mutilés (43 enfants). Parmi ces enfants, 15 ont été mutilés par des engins explosifs de guerre et quatre tués. La **présence d'engins explosifs, y compris les restes de guerre non explosés**, suite aux attaques armées, représente une menace particulière de mutilation et de mort pour les enfants en RCA qui constituent 45% des victimes civiles en 2022, contre 6% en 2021. **Les filles et garçons ont besoin d'accéder à de l'information adaptée à leur âge** sur les menaces physiques que posent les engins explosifs pour prévenir les risques.

**Les violences sexuelles** représentent un risque de protection majeur, particulièrement pour les filles avec 40% des ménages interrogés (MSNA) indiquant que les violences sexuelles sont le risque de protection auquel leurs filles sont le plus exposées. Ce ratio est sensiblement plus élevé pour les retournés (44%) et pour les ménages déplacés sur sites (42%). Lors de l'enquête réalisée par le DdR PE en septembre 2022, 69% des informateurs clefs estiment que le nombre d'incidents de violences sexuelles a augmenté dans leurs localités depuis 2021 (dont 74% parmi les répondants femmes et 66% parmi les répondants hommes). 59% des ménages considèrent que le chemin vers le point d'eau est dangereux pour les enfants, 48% considèrent que les violences sexuelles envers les enfants se produisent sur ce même chemin et 11% indiquent que les filles évitent les points d'eau par crainte pour leur sécurité. Selon les répondants, les enfants sont également à risque de subir des violences sexuelles lors des attaques armées et pendant les déplacements de populations, en jouant à l'extérieur ou sur le chemin de l'école. De janvier à septembre 2022, **18% des survivant(e)s de VBG enregistrés par le GBVIMS étaient des enfants** (3 093 cas dont 108 garçons). Parmi l'ensemble des VBG affectant

les enfants, **73% sont des violences sexuelles** avec un accès aux services de prise en charge réduit, en particulier dans les zones rurales. L'accès limité à la justice et l'impunité sont des facteurs aggravants de la situation de protection en RCA. **L'assistance juridique et la réintégration socio-économique auprès des survivant(e)s font partie des besoins prioritaires.**

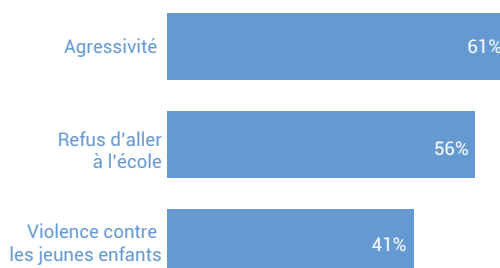
Profil des survivants des cas de VBG déclarés au troisième trimestre



Lors de l'enquête réalisée par le DdR protection de l'enfance, 85% des informateurs clefs estiment que le conflit a causé des **séparations familiales** en 2022. Les répondants ont affirmé que les déplacements forcés de population (47%), les attaques (44%) mais aussi les catastrophes naturelles sont les causes principales des séparations entre parents et enfants en 2022. La DTM 16 recense 6 379 enfants non accompagnés et séparés (ENAS) parmi les PDI avec une forte concentration dans le site PK3 de Bria. Cette séparation familiale est un autre facteur qui contribue à la vulnérabilité des enfants, filles et garçons, à la violence, aux abus et à l'exploitation. Sans la protection d'un adulte, les ENAS courent un risque élevé d'être recrutés et utilisés par les groupes ou forces armées et d'adopter d'autres stratégies d'adaptation les mettant à risque. Les ENAS ont des besoins urgents : être identifiée, bénéficier d'une prise en charge alternative appropriée et dans la mesure du possible, d'être réunis avec leurs familles. Il est essentiel également de prévenir toute nouvelle séparation familiale.

Les conséquences psychologiques et sociales de la crise en RCA sont graves et risquent de **compromettre à long terme la santé mentale et le bien-être psychosocial des enfants et adolescent(e)s**. Lors de l'enquête réalisée par le DdR PE, 86% des informateurs clefs ont affirmé avoir remarqué des changements dans le comportement des enfants depuis 2021. Les plus cités sont des comportements négatifs d'adaptation aux chocs tels que l'agressivité (61%), le refus d'aller à l'école (54%), la violence contre les jeunes enfants (41%) et l'augmentation des comportements sexuels à haut risque.

### Changements de comportement les plus cités chez les enfants



Selon les répondants, la première cause de stress pour les filles est la crainte de violences sexuelles (69%), le manque de nourriture (59%), puis la crainte de ne pas pouvoir retourner à l'école. Pour les garçons, la première cause de stress est le manque d'accès à la nourriture (61%), l'inquiétude de ne pas pouvoir retourner à l'école (49%) et la peur de kidnapping et d'enlèvement (43%). La peur des attaques, la perte des biens, la séparation de la famille et amis représentent également des sources importantes de stress chez les filles comme chez les garçons. **Les enfants et adolescent(e)s affectés par le conflit ont besoins d'un appui psychosocial adapté au genre et à l'âge** leur permettant de retrouver un sentiment de routine et de stabilité et leur donnant l'occasion de jouer, de développer des compétences pour faire face aux crises, réguler leurs émotions, nouer et entretenir des relations positives.

La crise humanitaire en RCA menace également **la santé mentale et le bien-être psychosocial des parents**, et érodent les structures de soutien familial et communautaires protectrices pour les enfants. **76% des répondants ont affirmé avoir remarqué des changements dans les comportements des parents depuis 2021** tels que d'accorder moins d'attention aux enfants (46%), d'être plus agressif avec les enfants (38%) ou d'encourager les enfants à se marier avant l'âge de 18 ans (19%). Le manque de nourriture (76%), la perte des moyens de subsistance (61%) mais aussi la perte des biens et la violence au sein de la communauté (41%), ont été indiqués par les informateurs clefs comme ayant un impact majeur sur la détresse psychosociale et sur les comportements d'adaptation négatifs des parents. **Les parents ont besoin d'être appuyés pour acquérir des compétences** leur permettant une adaptation résiliente aux chocs pour mieux protéger leurs enfants.

**L'insécurité alimentaire et le stress financier**, dus à la perte des moyens de subsistance, à l'inflation élevée, à l'épuisement des ressources des ménages, résultant de la crise, exposent les enfants à un risque accru



de diverses formes d'exploitation, notamment les pires formes de travail des enfants, ou l'exploitation sexuelle. Selon la MSNA, pour 15,76% des ménages, un des principaux risques de protection pour les garçons est le travail forcé, avec un pic à 46,06% dans la Haute-Kotto. Selon 38% des répondants à l'enquête réalisée par le DdR protection de l'enfance, les enfants s'engagent volontairement dans des travaux dangereux pour subvenir aux besoins de leurs familles et 32% pensent que les enfants y sont contraints par les parents pour contribuer aux ressources du ménage. Selon 68% des répondants, les enfants sont utilisés le plus souvent dans les travaux agricoles, et pour 38% dans le transport de personnes ou de marchandises. Le travail dans les mines et les travaux pénibles et dangereux comptabilisent 37% des réponses. 21% des répondants disent que les enfants sont impliqués dans des activités d'exploitation sexuelle.

L'environnement protecteur des enfants reste grandement fragilisé par la **précarité du système scolaire**. Un nombre élevé d'établissements demeure non fonctionnel et le recours aux maîtres-parents quasi systématique rend difficile l'amélioration de la qualité de l'enseignement et la rétention des enfants à l'école.

## Projection des besoins

La situation de protection des enfants risque de se détériorer dans les zones les plus instables sur le plan sécuritaire. Cette situation pourrait conduire à une augmentation des déplacements de populations et de la séparation familiale et limiter les retours. Les inondations importantes de 2022 pourraient avoir un impact majeur sur les récoltes, avec une augmentation de l'insécurité alimentaire, et de la perte d'accès aux moyens de subsistance entraînant une exacerbation des risques de protection pour les enfants et l'augmentation des mécanismes d'adaptation négatifs (travail dangereux, mariage d'enfant, exploitation sexuelle, utilisation par les groupes et forces armées). Les enjeux électoraux en 2023 pourraient donner lieu à des manifestations populaires à Bangui et à l'intérieur du pays avec utilisation et manipulation des enfants.

## Suivi des besoins

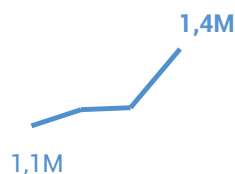
Le DdR Protection de l'enfant dispose d'un système d'alerte précoce qui se base sur les signalements faits par les partenaires de protection de l'enfance, ainsi que par les réseaux communautaires (RECOPE) et d'autres mécanismes d'alerte communautaire. Le mécanisme de suivi et rapportage des graves violations (MRM), ainsi que la matrice de suivi des besoins et réponses (5W) permettent de collecter, analyser et partager les données en protection de l'enfance, en lien étroit avec les DdR protection de l'enfance sur le terrain. Le DdR protection de l'enfance assurera également une analyse des alertes RRM. De plus, les évaluations multisectorielles et sectorielles de protection de l'enfance, permettent un suivi de l'évolution des besoins humanitaires. Le gestionnaire de l'information (IM) du DdR protection de l'enfance fournira un soutien technique aux partenaires pour renforcer le suivi des besoins et assurer la mise à jour régulière de la base de données.

# DdR Violences basées sur le genre

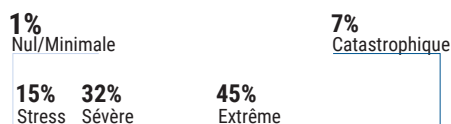
## PERSONNES DANS LE BESOIN

1,4M

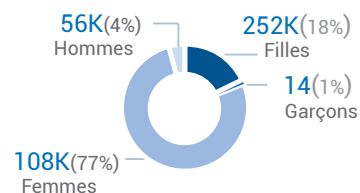
## TENDANCE (2020-2023)



## GRAVITÉ DES BESOINS (2015-2023)

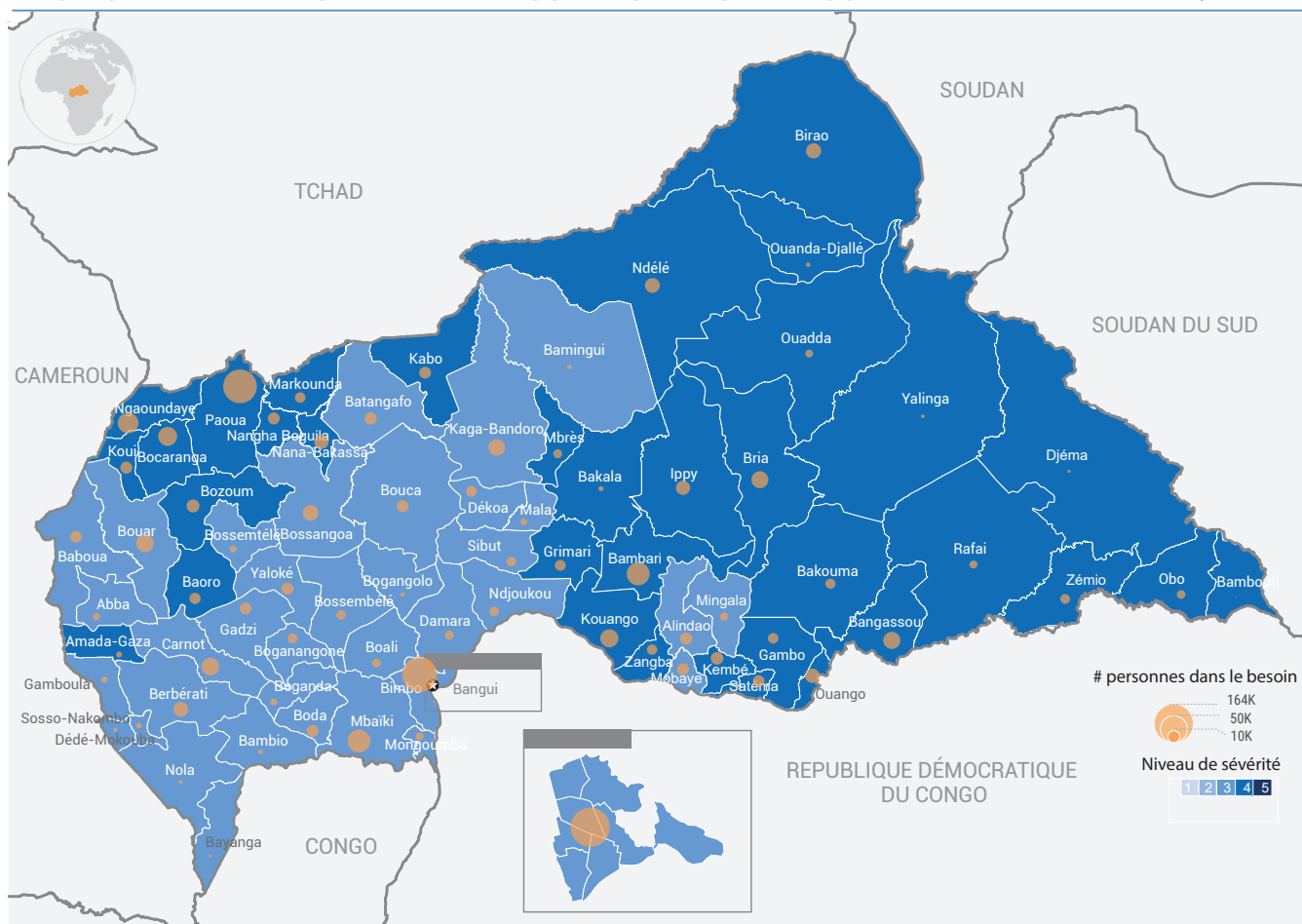


## BESOINS PAR GENRE ET AGE



## VBG - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

Septembre 2022



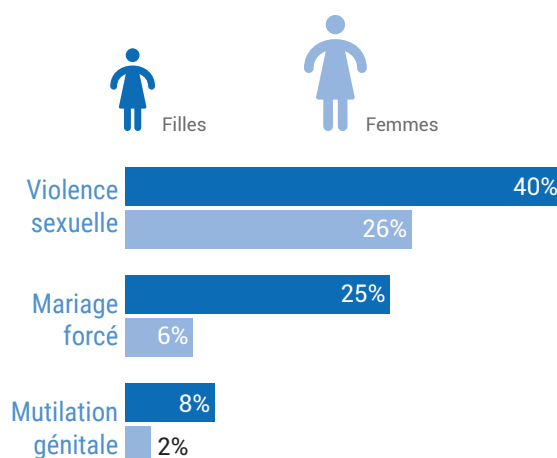
## Aperçu des besoins

La poursuite des conflits armés et l'insécurité alimentaire dans la plupart des localités en RCA continue d'accroître les risques de VBG pour les femmes et les filles<sup>154</sup>. Le DdR VBG estime qu'environ 1 436 531 personnes sont dans le besoin de services

de réponse d'urgence aux VBG, de renforcement de l'autonomisation socio-économique, d'amélioration de la sécurité et la dignité, de prévention et d'atténuation des risques de VBG. Cela constitue une augmentation de 20% par rapport à 2022 qui s'explique par plusieurs facteurs y compris l'insécurité liée aux conflits armés, l'insécurité alimentaire et la capacité insuffisante de réponse de protection et d'assistance multisectorielle.

Selon les résultats de la MSNA, les 10 sous-préfectures où les femmes et les filles ont le plus peur pour leur sécurité sont Nangha Boguila, Paoua, Nana Bakassa, Bocaranga, Birao, Kouï, Ndélé, Markounda, Bakouma et Kouango. Cette cartographie est en parfaite adéquation avec la carte de sévérité des risques VBG où toutes ces localités ont atteint un niveau de sévérité 4. Un pourcentage inquiétant (76%) de ménages enquêtés par la MSNA ont indiqué que les VBG (les violences sexuelles, le mariage précoce, et la mutilation génitale féminine) est un risque principal pour les femmes et les filles avec cinq sous-préfectures en tête de liste : Bria, Birao, Paoua, Mbrès et Nangha-Boguila.

### Risques de VBG chez les filles et femmes



### Populations affectées

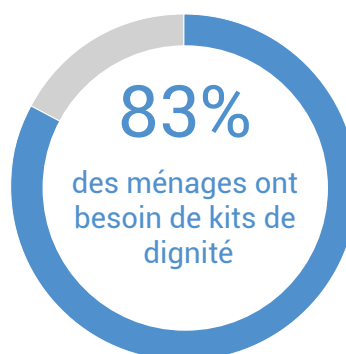
Les risques de VBG identifiés affectent beaucoup les femmes et filles en âge de procréer parmi les PDI, les retournés/rapatriés et dans une certaine mesure les populations hôtes. Plus spécifiquement les femmes/filles cheffes de ménages, les veuves, les filles mères, les femmes ou filles vivant avec handicap, les femmes enceintes et allaitantes, les filles adolescentes et les orphelines sont à risque élevé de VBG y compris les violences sexuelles, l'exploitation et abus sexuels, la violence conjugale, le sexe de survie, le mariage forcé/précoce et le déni de ressources. Dans le contexte actuel de conflit prolongé, un nombre non négligeable d'hommes et de garçons pourrait faire l'objet de violence sexuelle tandis qu'une grande frange a également besoin d'intervention de prévention VBG afin de pouvoir adopter des comportements positifs en vue de la protection des femmes et des filles contre les VBG.

## Analyse des besoins sectoriels

A l'instar de la plupart des pays au monde, les VBG en RCA sont enracinées<sup>155</sup> dans les normes socio-culturelles. Le taux de mariage avant l'âge de 18 ans est de 61%, la prévalence des mutilations génitales féminines chez les femmes âgées de 15 à 49 ans est de 22%. Avec les épisodes de conflits armés en RCA, les risques de violences basées sur le genre se sont exacerbés. Les conditions de vie sur la plupart des sites PDI sont précaires et caractérisées par l'endommagement des abris, l'insuffisance d'espaces sûrs pour les femmes et les filles et de services médicaux de santé sexuelle et de la reproduction et soutien psychologique qui constituent le principal point d'entrée au circuit de référencement, des difficultés d'accès à l'eau, l'insuffisance/le non-éclairage et la non-séparation des latrines par sexe, le faible niveau d'accès à la nourriture pour la plupart des ménages déplacés et l'accès limité à l'éducation.

Selon les données de la MSNA 2022, 83% de ménages enquêtés ont indiqué ne pas avoir suffisamment de kit

### Besoins de Kits de dignité

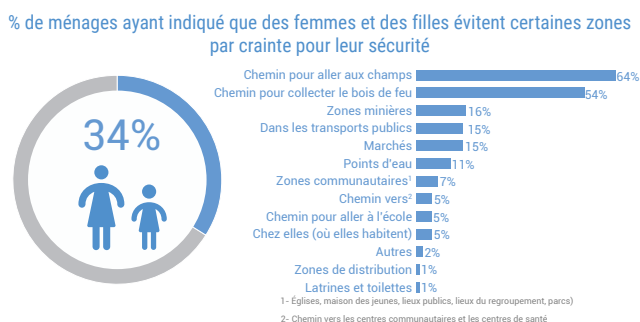


de dignité<sup>156</sup>. Ces conditions de vie très précaires contribuent à exacerber les risques de VBG comme l'ont révélé les données du [DTM-CCCM-site](#) [profile- Septembre 2022](#) indiquant que les risques de VBG ont été cités dans 38% des localités d'accueil des PDI parmi les

préoccupations majeures.

Le DdR VBG a défini sept indicateurs pour évaluer le niveau de risque de VBG<sup>157</sup>. Par suite de l'analyse des données de la MSNA 2022, environ 1 436 531 personnes sont dans le besoin d'intervention VBG y compris la prévention, la réduction de risques VBG ainsi que la prise en charge multisectorielle des besoins des survivants. L'analyse des risques de VBG ([voir carte de sévérité des risques VBG](#)) a classifié 37 sous-préfectures à un niveau de sévérité 4 et 35 à un niveau de sévérité 3.

De façon générale, il y a un sentiment d'insécurité au sein de tous les groupes de ménages enquêtés. Parmi ces ménages, 46% des ménages déplacés sur sites, 35% des ménages retournés et 33% des ménages PDI en familles d'accueil ont indiqué que les femmes et les filles évitent certains endroits dans la communauté par crainte pour leur sécurité. Ces endroits comprennent l'accès aux latrines, aux points d'eau, la route pour la collecte de bois de ménage, l'accès aux champs et les marchés. Cela est en adéquation avec l'[analyse des données GBVIMS \(janvier à septembre 2022\)](#) ainsi qu'avec l'[l'Évaluation participative AGD- 2022 v6- unhcr.pdf](#).



Parmi les trois principaux risques de sécurité, 30% de ménages déplacés en familles d'accueil et 35% de ménages déplacés sur sites ont identifié les violences sexuelles comme un risque majeur pour les femmes adultes. Cependant, 44% des ménages retournés/rapatriés et 38 à 41% des PDI en famille d'accueil et PDI sur sites ont indiqué que les violences sexuelles sont un risque de sécurité majeur pour les filles<sup>158</sup>. Dans le même sens, l'[Analyse des données GBVIMS \(janvier à septembre 2022\)](#) indique que la violence sexuelle représente 35% des cas de VBG signalés de janvier à septembre 2022 et 71% des cas de VBG perpétrés sur les enfants constituent des violences sexuelles. Cela est également en adéquation avec les résultats de l'[évaluation participative AGD- 2022 v6- unhcr.pdf](#).

## Projection des besoins

Au vu de la forte probabilité de la poursuite des conflits armés et l'insécurité alimentaire, il est probable que les risques de VBG s'accroissent d'ici mai 2023. On

peut également assister à une réduction de la capacité d'intervention VBG avec un impact négatif sur l'accès aux services de soutien psychosocial et de gestion de cas de VBG pour les femmes et les filles parmi les PDI, les retournés et les populations hôtes.

Considérant l'aggravation de la situation politico-socio-économique et les facteurs multiplicateurs des violences qui y sont associés, lesquels conduisent à l'aggravation des vulnérabilités et l'augmentation des risques de protection, le DdR VBG fait une projection des besoins urgents suivants en 2023 : renforcer la capacité opérationnelle des acteurs pour fournir une réponse rapide aux besoins immédiats des femmes et filles pendant les urgences ainsi que l'amélioration de la qualité des services actuellement disponibles; renforcer les services d'autonomisation socioéconomique des femmes et filles et les services d'abris d'urgence ou de relocalisation; renforcer la collaboration avec les autres secteurs pour atténuer les risques des VBG dans leurs opérations ; diversification des stratégies de prévention pour à la fois informer les communautés sur les services de prise en charge mais également transformer les systèmes et les normes sociales. Mentionnons que la cartographie mise à jour des services VBG du mois d'octobre 2022 présente une faible couverture des services de réponse VBG qui sauvent des vies (santé, psycho social, assistance juridique, sécurité et sûreté) dans la plupart des sous-préfectures.

## Suivi des besoins

Le DdR VBG fera une mise à jour régulière (au minimum par semestre) de la cartographie des services VBG dans les différentes sous-préfectures pour déterminer la disponibilité des services VBG aux femmes et aux filles. D'autres sources de données tel que le GBVIMS, la DTM, le monitoring de protection, les évaluations rapides des besoins multisectoriels, les audits de sécurité multisectoriel seront aussi consultées.

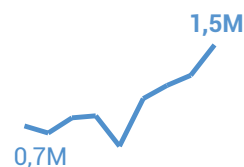


# CCCM/Abris/NFI

## PERSONNES DANS LE BESOIN

1,5M

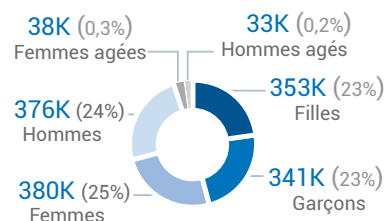
## TENDANCE (2015-2023)



## GRAVITÉ DES BESOINS (2015-2023)

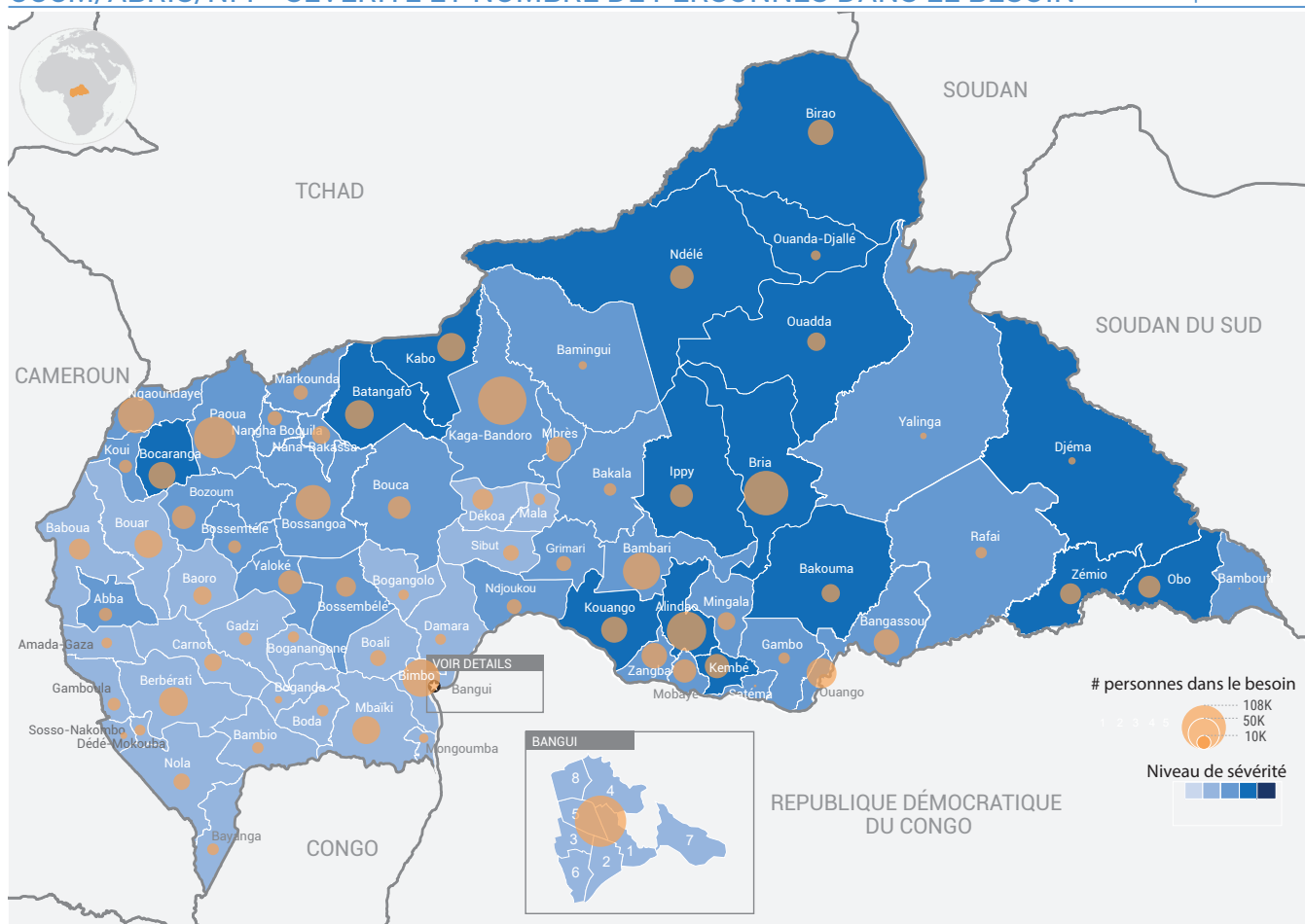


## BESOINS PAR GENRE ET AGE



## CCCM/ABRIS/NFI - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

Septembre 2022



## Aperçu des besoins

Le nombre de personnes dans le besoin du cluster CCCM, Abris & NFI a significativement augmenté en 2023. Plus de 1,5 million de personnes sont dans le besoin en raison de nouveaux chocs et mouvements de population, de déplacements prolongés, mais également en raison du récent exercice de recensement démographique qui fait état d'une hausse de 20%

de la population par rapport à celle de 2022. Ainsi, considérant la carte de sévérité de la MSNA, combinée avec la carte de localisation des PDI, et la cartographie des alertes RRM à la date de septembre 2022, il ressort que plusieurs sous-préfectures, dont notamment celles du centre-ouest, du centre, du nord et du sud-est, sont encore en phase de sévérité 3 et 4.

L'année 2021 s'est terminée par des incidents sécuritaires entre les APS et les groupes armés, entraînant de nouvelles vagues de déplacement. De

même, le premier semestre 2022 a connu des flux importants de mouvements de population, d'une part de nouvelles vagues de déplacement vers des sites de PDI ou en familles d'accueil ; et d'autre part des retours spontanés dans certaines localités, jadis foyers de conflit, sans que ces retours n'aient été accompagnés.

Le rapport CMP du mois de septembre 2022 a estimé le nombre total de PDI en RCA à 484 335 individus composés respectivement de 145 661 personnes dans les sites et 338 674 personnes dans les familles d'accueil.

Par ailleurs, l'exercice de suivi des déplacements réalisé dans le cadre de round 16 de la DTM, publié au mois d'octobre 2022, et qui a couvert toute l'étendue du territoire a mis en relief d'importants retours, notamment dans les zones avec accès difficile où aucun acteur de suivi des déplacements ne s'était rendu depuis des années. Seuls 9% du total des retournés internes (177 805 personnes) ont effectué le retour en 2022 dont 86 558 personnes retournées au cours du dernier trimestre (entre juin et août). 8% des retours de l'étranger ont eu lieu en 2022 (36 549) dont 14 524 effectués entre juin et août. Les retours internes ont connu une hausse de 4% entre le round 15 (mai) et le round 16 (août) dans la même zone couverte lors des deux rounds DTM successifs, tandis que les retours de l'étranger ont augmenté de 3%. Comme souligné par le rapport de la CMP du mois d'août 2022, les retours ont été plus importants dans les préfectures de la Nana-Gribizi (+12%) et Basse-Kotto (+6%). Cette hausse s'explique par l'amélioration de la situation sécuritaire dans certaines zones après la reprise des localités par les FACA et le départ des groupes armés. Des vagues de retours spontanés ont également été enregistrées en provenance du site de PK3 (Bria) et des sites de la Nana-Gribizi (Kaga-Bandoro).

A ce jour, 82 sites, dont 62 gérés par trois principaux acteurs, sont encore ouverts sur le territoire centrafricain, avec des lacunes dans presque tous les secteurs. La concentration humaine sur les sites de déplacés et la promiscuité des habitats rendent les conditions de vie difficiles et restent de façon générale en-dessous des standards Sphère. De plus, d'importantes inondations ont généré des besoins supplémentaires en abris et NFI, en particulier dans les préfectures de Bangui, Ombella-Mpoko, Vakaga, Ouham, Ouham-Pendé, Bamingui-Bangoran, Nana-Gribizi et le Mbomou.

## Populations affectées

Le Cluster couvre différentes catégories de personnes déplacées sur sites, en familles d'accueil, retournées et une petite partie de la population hôte très vulnérable.

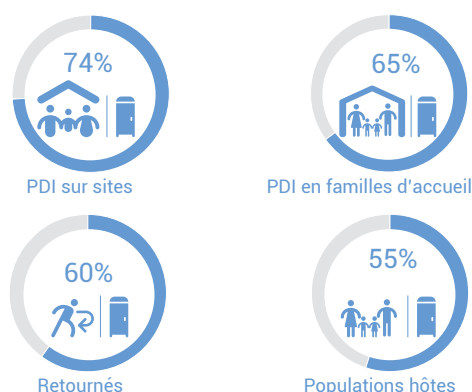
Environ 1,5 million de personnes ont besoin de biens non alimentaires, d'abris adéquats pour se protéger des intempéries et d'une assistance en CCCM. Toutefois, au regard des opportunités de financement et des capacités opérationnelles des partenaires, le Cluster cible les populations vulnérables en zones de sévérité 3 et 4 affectées par les chocs humanitaires (conflits, déplacements prolongés, catastrophes naturelles). Sur une population de 1 512 342 millions dans le besoin, le Cluster cible 100% des PDI sur sites, 80% de PDI en familles d'accueil, 45% des retournés et 1% de la population hôte, soit un total de 423 158 personnes ciblées.

## Analyse des besoins sectoriels

Le nombre de personnes dans le besoin et de celles dans une situation de sévérité aiguë a été déterminé sur la base de la MSNA à laquelle d'autres sources comme la DTM, la CMP, les alertes RRM, le monitoring de protection ont été intégrées pour soutenir l'analyse. En considérant l'aperçu des alertes RRM au mois de septembre 2022, il apparaît que la zone nord-ouest (Ouham, Ouham-Pendé), la zone nord (Vakaga, Bamingui-Bangoran), la zone centre (Ippy, Ouaka, Nana-Gribizi, Haute-Kotto) ainsi que la zone sud-est (Mbomou, Basse-Kotto) continuent de subir des chocs et d'accueillir une grande concentration de PDI sur sites.

Selon la MSNA 2022, 60% des PDI sur site vivent dans un abri inadéquat et 83% ne disposent pas de suffisamment de kits d'hygiène. Toujours selon la même source, 74% de PDI sur sites, 65% de PDI en familles d'accueil, 60% des retournés et 55% des populations hôtes partagent leurs latrines avec d'autres ménages.

### % de ménages partageant leur latrine



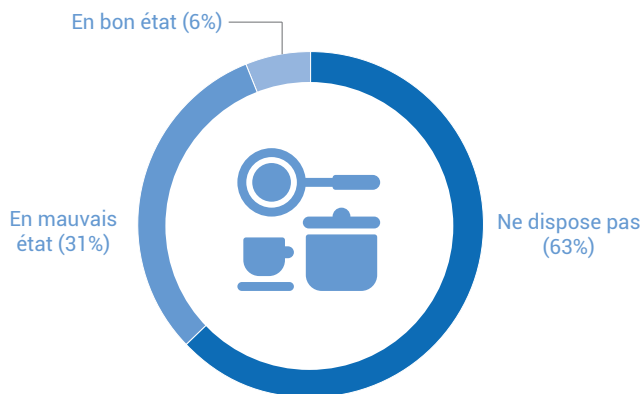
Selon la DTM round 16, le pourcentage de sites dans lesquels la présence de victimes et survivants de VBG a été signalée est de 60%. La même source indique que le pourcentage de sites ayant suffisamment de latrines selon les normes Sphère (ratio une latrine pour 20 personnes) est de 14%.

Les retournés continuent de subir les conséquences des chocs et les effets des déplacements car ayant tout perdu, ils se trouvent dans une extrême vulnérabilité au même titre que les déplacés sur sites et en familles d'accueil. En raison des conditions de vie difficiles dans les sites et/ou d'une relative amélioration de la situation sécuritaire dans les zones d'origine, des mouvements de retour volontaires, spontanés et sans assistance s'organisent.

L'enquête de la DTM sur les intentions de retour de mai 2022 révèle que 45% des ménages comptent des membres ayant l'intention de quitter le site dans les trois prochains mois. Pour concrétiser l'intention de départ des sites, les conditions préalables les plus citées sont l'accès à un logement (60%).

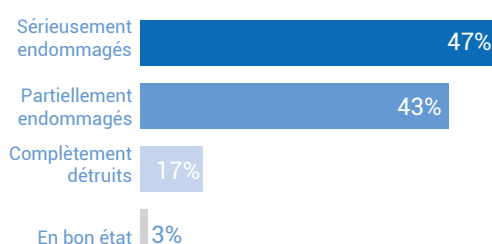
L'assistance fournie en abris mais aussi en NFI ne couvre pas les besoins récurrents lorsqu'il s'agit de remplacer annuellement certains articles tels que les bâches, couvertures, nattes, seaux, jerrycans et d'apporter également une assistance d'urgence en réponse à la détresse des plus vulnérables lors de nouveaux déplacements de population. Ainsi, le score NFI est passé de 2,1 à 2,5 entre 2021 et 2022 (MSNA 2022).

#### % de ménages selon la disponibilité et l'état des articles ménagers



La DTM round 16 montre que seuls 3% des abris sur les sites sont en bon état, 43% sont partiellement endommagés, 47% sérieusement endommagés, et 17% complètement détruits. Selon la MSNA et la DTM, les abris figurent parmi les trois besoins prioritaires, avec l'accès à la terre et aux activités génératrices de revenus.

#### Etat des abris sur les sites de PDI



## Projection des besoins

Le risque de nouveaux incidents fragilisant et maintenant la population dans une situation de besoins chroniques est toujours présent et rend l'assistance humanitaire très complexe, notamment dans la zone ouest (Ouham, Ouham-Pendé) où ont été posés des engins explosifs.

La situation risque de se complexifier durant la saison des pluies marquée par des inondations qui commencent à être cycliques dans certaines localités comme Bangui, Birao, Paoua, Ndélé. D'autres risques comprennent les incendies dans les sites, les risques d'éviction dans certains sites de Kaga-Bandoro, Batangafo et Bria. Le manque d'espace sur de nombreux sites de déplacés internes ne permettent pas de construire d'avantage d'abris, ce qui maintient les PDI dans des situations de promiscuité.

## Suivi des besoins

Le Cluster CCCM/Abris/NFI suivra régulièrement la situation en améliorant la qualité de la gestion des camps par différents mécanismes CCCM dans les zones de déplacement (sites, installations de type camp et communautés d'accueil), en se servant de l'outil *Site Profile* pour monitorer les services et gaps des différents secteurs. La fourniture en abris adéquats et en kits NFI fera l'objet de suivi et d'harmonisation entre les différents partenaires du Cluster. La matrice de suivi des besoins et réponse (4W) et autres outils tels que les rapports de situation, de distribution, les rapports éclairés, renforceront le suivi de la réponse. De plus, le Cluster préparera et maintiendra un plan de travail mis à jour pour guider la mise en œuvre de la réponse. L'équipe de gestion de l'information et le *Shelter Working Group* ainsi que le *Strategic Advisory Group* (SAG) CCCM fourniront des informations techniques et un soutien constant aux partenaires.

Le Cluster CCCM/Abris/NFI surveillera régulièrement les progrès et les lacunes en services essentiels et s'appuiera sur les mécanismes adaptés de redevabilité pour prendre en compte les points de vue des communautés bénéficiaires. La CMP, les rounds DTM, les alertes RRM ainsi que le monitoring de protection seront considérés pour aider au suivi des services.

Dans la mise en œuvre de la réponse, une collaboration étroite sera instaurée avec le GT PSEA, le GT Genre, le GT Redevabilité envers les populations (*Accountability to Affected People*, AAP) pour la formation, l'accompagnement et le suivi des partenaires du Cluster en vue de l'intégration de ces thématiques et à travers des indicateurs clairs et mesurables.

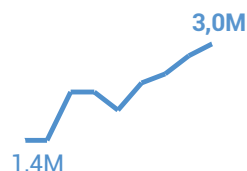


# Eau, hygiène et assainissement (EHA)

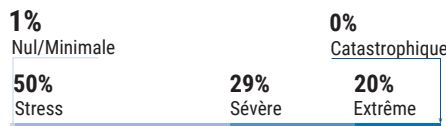
**PERSONNES  
DANS LE BESOIN**

**3,0M**

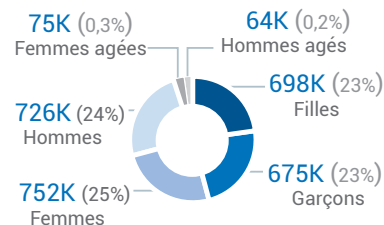
**TENDANCE (2015-2023)**



**GRAVITÉ DES BESOINS (2015-2023)**

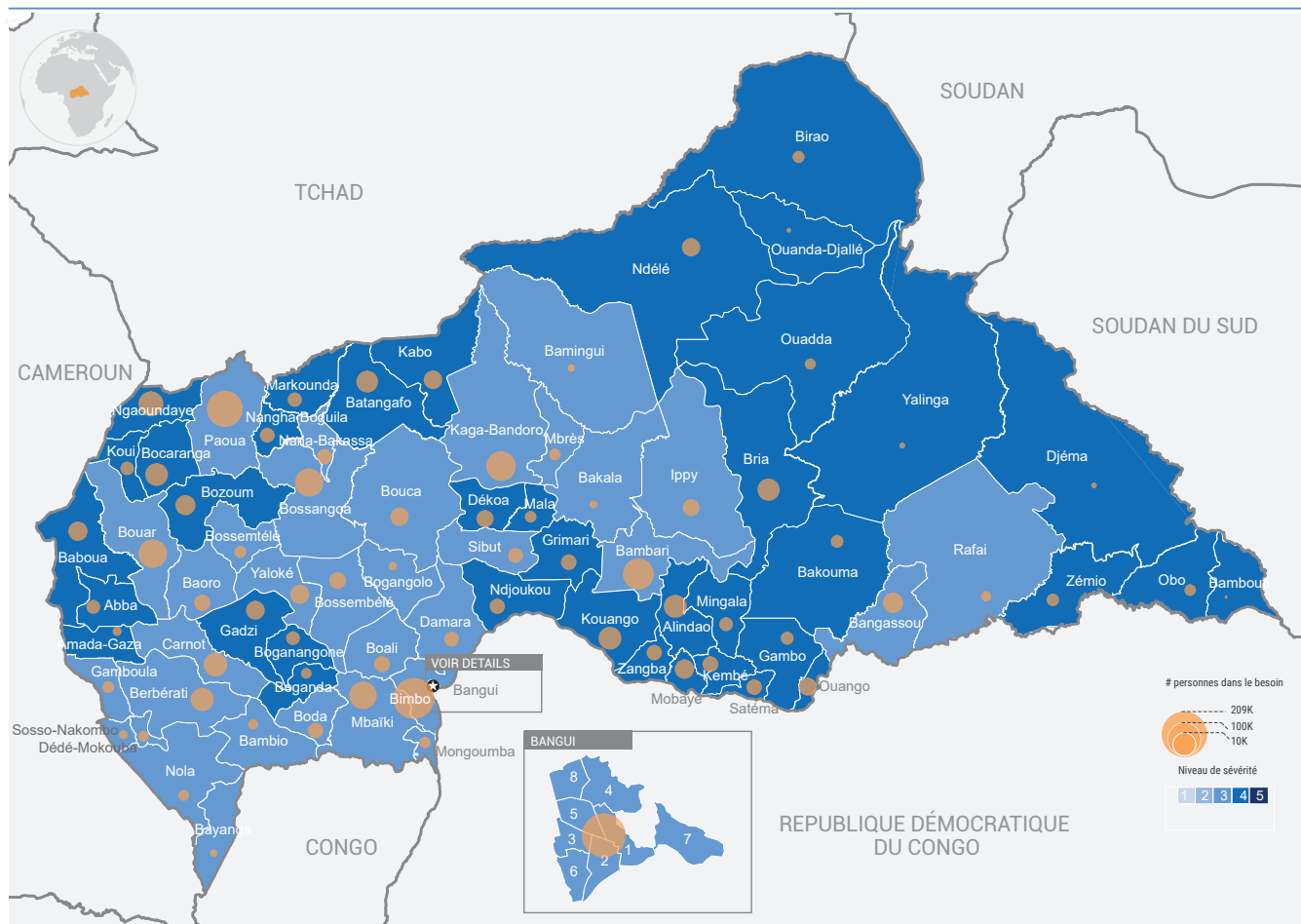


**BESOINS PAR GENRE ET AGE**



## EHA - CARTE DE SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

Septembre 2022



## Aperçu des besoins

La situation en termes d'eau, d'hygiène et d'assainissement (EHA) en RCA est particulièrement préoccupante. Toutes les sous-préfectures analysées, ainsi que la commune de Bangui ont besoin d'une aide humanitaire (phase de sévérité 3 ou plus). Parmi

elles, 38 sont en phase critique (phase de sévérité 4), principalement en raison d'un manque d'accès suffisant à l'eau de boisson, de la pratique de la défécation à l'air libre (DAL), ainsi que de taux élevés de mortalité et de malnutrition chez les enfants. En 2023, 3 millions personnes seront dans le besoin (proportion de population équivalente à celle de 2022). Cette stabilisation du nombre de personnes dans le besoin



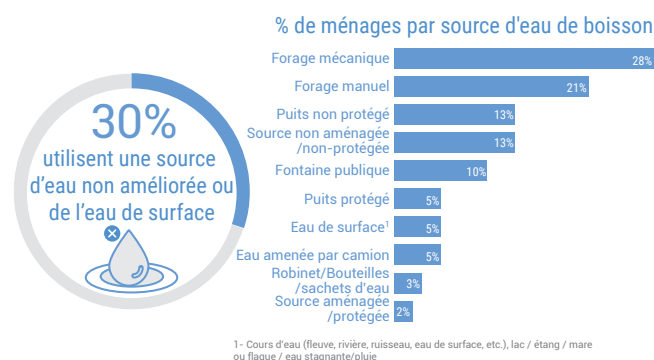
s'explique par une constance du niveau d'insécurité et des mouvements de population : 484 000 personnes sont déplacées dans les sites et dans les communautés. Malgré cette stabilisation, les besoins humanitaires en EHA restent très importants. Ils représentent l'un des trois besoins prioritaires mentionnés par tous les groupes de populations que ce soit les ménages hôtes, les PDI en familles d'accueil, les PDI en sites. Le type de réponse préféré des populations reste la provision directe de biens et services.

## Populations affectées

Comparativement à 2022, le nombre de personnes dans le besoin critique est passé de 2,8 millions à 3 millions mais la proportion par rapport au nombre total de population reste la même du fait de l'augmentation de la population générale en 2023. Les femmes, filles, enfants et personnes en situation de handicap sont les groupes les plus vulnérables.

## Analyse des besoins sectoriels

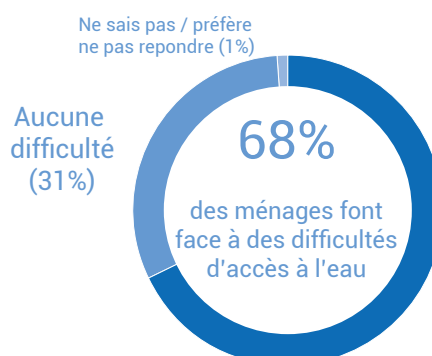
L'accès à l'eau est très problématique pour une partie importante de la population centrafricaine. Au niveau national, 30% de la population utilise une source d'eau non améliorée ou de l'eau de surface. Cette pratique est très commune dans les préfectures de la Basse-Kotto (53%) et de la Haute-Kotto (45%).



L'accès à l'eau dans les espaces publics est encore beaucoup plus préoccupant : 52% des structures de santé et 77% des écoles ne disposent pas d'un service d'eau potable (JMP, 2020). Si la majorité des ménages utilisent des sources améliorées, il s'agit néanmoins de sources qui sont souvent contaminées et plus de 80% d'entre eux ne traitent pas l'eau avant de la boire.



## % de ménages faisant face à des difficultés d'accès à l'eau



Au niveau national, 68% des ménages font face à des problèmes liés à l'accès à l'eau. Les problèmes principaux sont le manque de récipients pour stocker l'eau (63%), l'attente trop longue aux points d'eau et leur nombre insuffisant (52%) ainsi que la qualité de l'eau (33%). Si le coût de l'eau n'est pas un problème pour la grande majorité des ménages (84%), dans certaines préfectures cela semble être un souci pour les plus démunis. Une partie non négligeable des ménages dans les préfectures de l'Ombella-Mpoko (33%), de Bangui (27%) et de la Lobaye (29%) mentionne ne pas posséder suffisamment d'argent pour acheter de l'eau. Par ailleurs, les populations hôtes mentionnent plus souvent le manque de ressources financières comme une barrière d'accès à l'eau (23%), que les déplacés en familles d'accueil (20%), les retournés (13%) ou les déplacés en site (8%).

Un cinquième de la population centrafricaine, que ce soit les populations hôtes ou déplacées, a besoin de plus de 30 minutes pour s'approvisionner en eau, et ce pourcentage est particulièrement élevé dans les préfectures de la Nana-Mambéré (33%), de l'Ombella Mpoko 25%) et de la Nana-Gribizi (23%).

Il n'est pas étonnant qu'en conséquence, un tiers des ménages disent ne pas avoir d'eau de boisson en quantité suffisante. La situation est particulièrement grave dans les préfectures du Haut-Mbomou (66%), de la Kémo (49%), de l'Ouham-Pendé (47%) et de l'Ouham (43%).

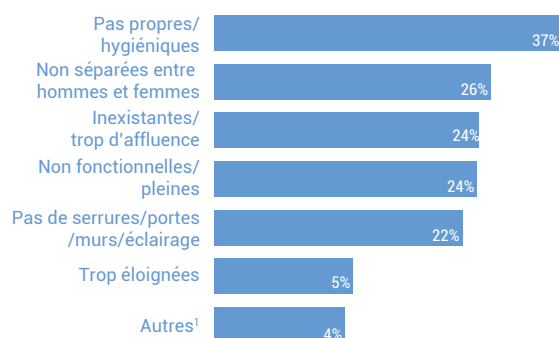
La protection est un enjeu en termes d'accès au point d'eau : 59% des ménages considèrent que le chemin vers le point d'eau est dangereux pour les enfants, 48% considèrent que les violences sexuelles envers les enfants se produisent sur ce même chemin et 11% rapportent que les filles évitent les points d'eau par crainte pour leur sécurité.

Enfin, en termes d'inclusion, la situation est préoccupante. 50,7% des personnes handicapées interrogées ont beaucoup de difficultés ou n'arrivent

pas du tout à se fournir en eau potable pour la boisson, la cuisine et l'hygiène corporelle (52,3% spécifient que cela est dû au manque d'accessibilité physique et 45,6% de l'éloignement).

L'accès à l'assainissement est également problématique. Seulement un cinquième des ménages a accès à des infrastructures sanitaires améliorées. Les latrines à fosse sans dalle ou plateforme, ainsi que de simples trous ouverts sont les latrines les plus communes – utilisées par 61% des ménages. La défécation à l'air libre est pratiquée par 18% des ménages, avec une situation particulièrement difficile dans la préfecture de l'Ouham-Pendé (45%) ou de la Nana-Gribizi (35%). La situation est critique dans les sites de déplacés où 71% des ménages considèrent que les latrines sont en mauvais état ou inutilisables.

% de ménages par type de difficulté d'accès aux infrastructures d'assainissement



1: Il est dangereux de se rendre aux installations sanitaires (1,4%), les personnes souffrant d'un handicap physique et/ou sensoriel n'ont pas accès (1,7%), certains groupes (enfants, femmes, personnes âgées, minorités ethniques, etc.) n'ont pas accès (1,2%).

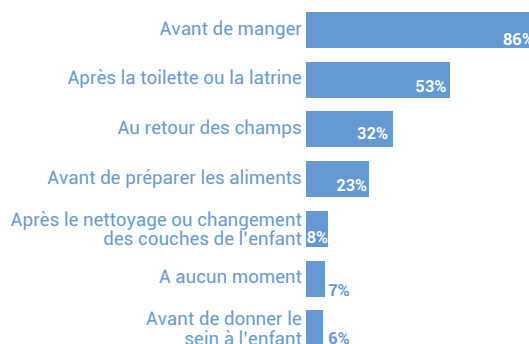
La situation de l'assainissement dans les écoles est encore plus grave que dans les ménages : dans 59% des structures d'éducation on pratique la DAL (JMP, 2020). La proportion d'écoles ne disposant d'aucun service d'assainissement est probablement encore plus élevée que cela car il n'existe pas suffisamment de données sur les 41% d'écoles restantes.

Plus de la moitié de la population (59%) partage des installations sanitaires avec d'autres ménages, et 22% partagent des latrines avec 20 personnes ou plus. Parmi les ménages utilisant des latrines communautaires, 73% des ménages indiquent que les latrines ne sont pas séparées par sexe, et ne possèdent pas d'espaces adaptées aux personnes ayant des difficultés de vue ou de mouvement, et ne sont pas adaptées aux besoins des enfants. 42% des personnes handicapées interrogées rencontrent des difficultés d'accès aux installations sanitaires du fait d'un manque d'espace, de rampe, ou d'adaptation pour les personnes handicapées et du fait de l'éloignement des installations.

Les problèmes de protection sont également récurrents. Le chemin vers les latrines sont cités par 35% des répondants comme endroit dangereux pour les enfants. 26% des ménages disent rencontrer des difficultés d'accès aux latrines du fait qu'elles ne sont pas séparées entre hommes et femmes et 23% car elles ne sont pas privées (pas de serrure, porte, éclairage, etc.).

L'accès à l'hygiène est insuffisant pour une grande partie de la population. La moitié des ménages n'a pas accès au savon, et ce problème est particulièrement aigu dans certaines préfectures, telles que le Haut-Mbomou (77%), la Nana-Mambéré (76%), la Nana-Gribizi (73%) et la Basse-Kotto (71%). De plus, seulement 53% des ménages se lavent les mains après s'être rendus aux toilettes, 23% avant de préparer les aliments, et 8% après le nettoyage ou le changement des couches de l'enfant. La situation est particulièrement problématique dans la Préfecture de la Nana-Mambéré, où seulement 25% des répondants disent se laver les mains après les toilettes, 7% avant de préparer les aliments et 2% après le nettoyage de l'enfant. Finalement, 83% des ménages disent ne pas avoir suffisamment d'articles liés au kit d'hygiène ou au kit d'hygiène intime.

% de ménages se lavant actuellement les mains par moment clé de la journée



L'accès à l'hygiène dans les services de santé est tout aussi grave : 79% des établissements sanitaires ne disposent pas du paquet minimum EHA (HeRAMS, 2019). De plus, les enfants mal nourris pris en charge dans les établissements sanitaires sont souvent exposés à des risques de complication médicale à cause de mauvaises pratiques d'hygiène.

Les difficiles conditions en EHA ont un impact négatif sur la santé publique des communautés centrafricaines, favorisant la propagation des maladies hydriques et contribuant à la malnutrition des enfants.

La RCA connaît un taux de mortalité brute (CMR) de 1,2 pour 10 000 personnes, ainsi que de 1,9 chez les enfants de moins de 5 ans (Banque Mondiale, 2021 ; ICASEES,

2021). La mortalité des enfants est la plus élevée dans les régions du nord-ouest, centre et sud-est, où elle s'élève à 2 pour 10 000 ou plus dans certaines préfectures (ICASEES, 2021). Dans les préfectures de la Haute-Kotto (26%) et de la Ouaka (25%), au moins un quart des ménages ont eu un enfant de moins de 5 ans qui est décédé pendant les trois mois précédant la collecte de données.

La contamination fécale mentionnée précédemment favorise la propagation des maladies diarrhéiques – une des causes principales de la mortalité et de la malnutrition des enfants. En 2021, le plus grand nombre d'épisodes de diarrhée aiguë chez les enfants de moins de 5 ans a été constaté dans les préfectures de l'Ouham (998), de la Nana-Gribizi (768) et du Mbomou (570) (Cluster Santé, 2022). Au niveau national, la diarrhée est mentionnée comme la cause de décès des enfants de moins de 5 ans par 5% de ménages, alors que dans la Vakaga (26%), la Kémo (11%) et l'Ouham (10%), elle est un facteur bien plus important (REACH, 2021).

La malnutrition aiguë globale (MAG) affecte 6,7% des enfants de 6 à 59 mois (SMART 2022). La situation nutritionnelle est très variable d'une sous-préfecture à une autre mais reste très préoccupante dans certaines sous-préfectures qui étaient déjà en phase 4 dans le HNO 2022 comme Djéma ou Satéma. Les conditions en EHA expliquent l'augmentation des taux de malnutrition dans les sous-préfectures de Mobaye, Zangba et Mingala dans la Basse-Kotto.

## Projection des besoins

Il est probable que la situation en EHA reste au même niveau en 2023. Cette prévision est basée notamment sur l'hypothèse d'une stabilisation de l'intensité des conflits armés et des déplacements. La situation sécuritaire devrait également se stabiliser, gardant un même niveau de conflits liés aux groupes armés ou à la transhumance au nord-ouest et au sud.

L'année 2022 a connu une intensification des violences dans les sous-préfectures du nord-ouest, jusque-là relativement épargnées par l'insécurité et a réduit l'accès humanitaire, a limité l'entretien des infrastructures EHA, et réduit l'accès à l'EHA et la situation devrait perdurer en 2023. Les besoins des personnes déplacées sur sites ou en famille d'accueil resteront donc importants en 2023.

L'IPC s'attend à une stabilisation du nombre de personnes en insécurité alimentaire et d'enfants malnutris en 2023. La situation des préfectures du Haut-Mbomou et de la Basse-Kotto reste préoccupante avec une sévérité 4, qui est entre autres liée aux maladies diarrhéiques, la pénurie d'eau potable et une stagnation générale des conditions d'hygiène et de santé (IPC AMN, 2021). L'accès limité à l'eau sera particulièrement prononcé pendant la saison sèche au premier trimestre de l'année, les préfectures de la Vakaga et de la Haute-Kotto étant les plus exposées au risque de sécheresse (GFDRR, 2022).

En RCA, les changements des conditions climatiques se manifestent principalement par des inondations et des sécheresses récurrentes. Au cours des trois dernières décennies, le climat est devenu plus chaud, les précipitations plus irrégulières, et la fréquence des fortes pluies et inondations a augmenté (Banque Mondiale, 2021). Au cours des dernières années, et à plusieurs reprises, d'importantes inondations ont détruit des points d'eau et des structures sanitaires (Banque Mondiale, 2021). L'année 2022 a été particulièrement difficile avec d'importantes inondations qui ont touchées plus de 104 000 personnes (OCHA, 2022).

## Suivi des besoins

Grâce à divers outils développés pour suivre la situation EHA, le cluster EHA suivra régulièrement les progrès et les lacunes dans la mise en œuvre des activités EHA. Le suivi des activités et l'analyse des besoins seront réalisés régulièrement à travers une matrice transmise aux partenaires. Les alertes du RRM seront également prises en compte dans le plan de réponse du cluster. Le cluster utilisera différents supports (rapport trimestriel, Tableau de board, factsheet, cartes thématiques pour informer les partenaires et appuyer la prise de décisions stratégiques.

Un plan de travail sera élaboré avec les comités d'orientation stratégique (COS) pour guider la mise en œuvre de la réponse. Les gestionnaires de l'information (IM) du cluster et de OCHA fourniront un soutien technique et mettront régulièrement à jour les bases de données.

# Éducation

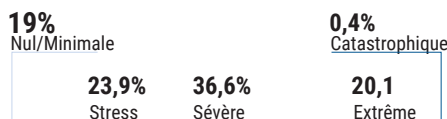
## PERSONNES DANS LE BESOIN

1,4M

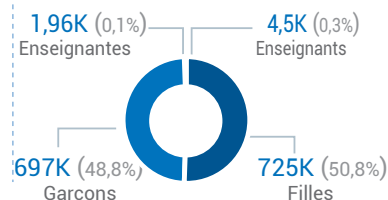
## TENDANCE (2015-2023)



## GRAVITÉ DES BESOINS (2015-2023)

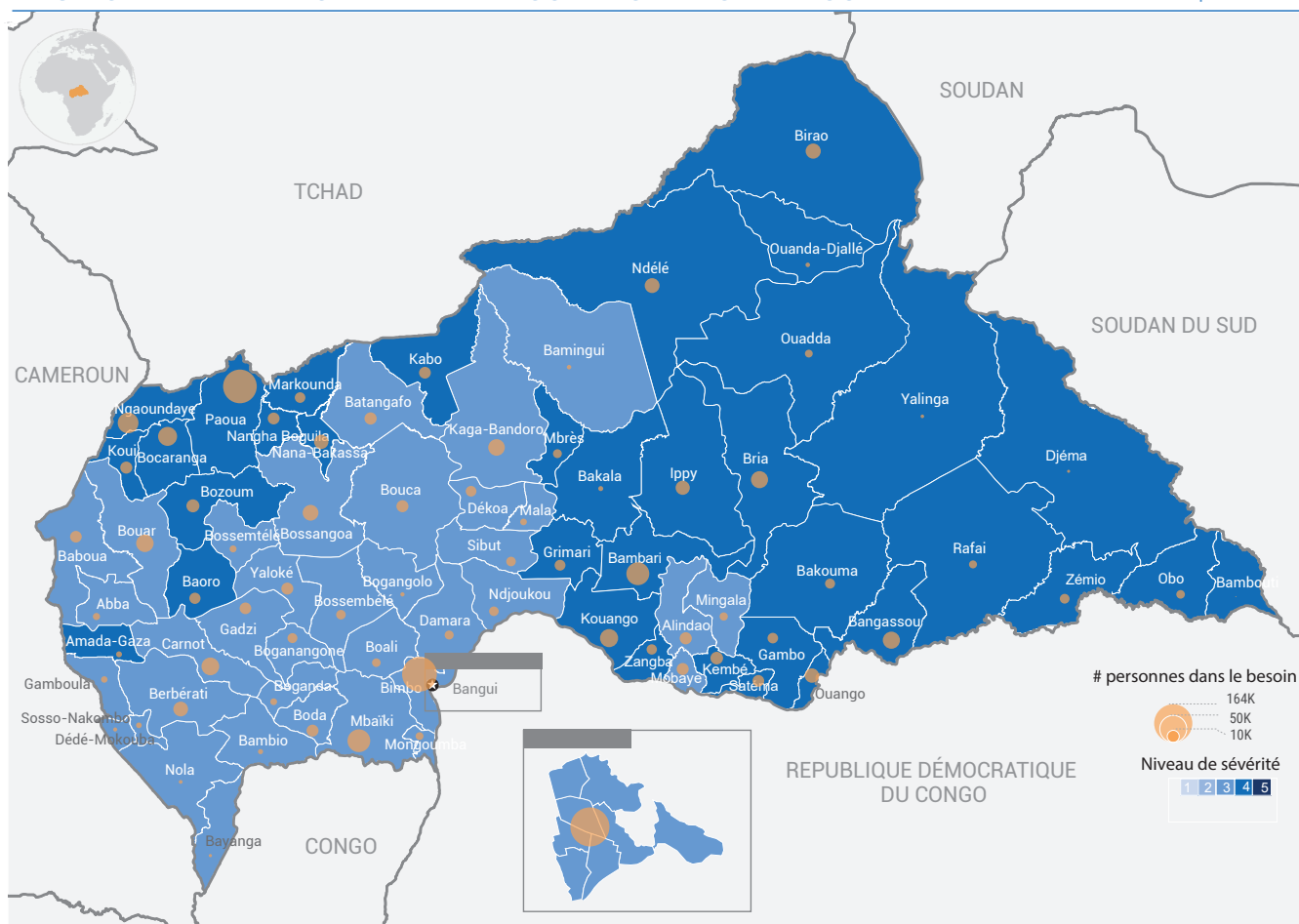


## BESOINS PAR GENRE ET AGE



## VBG - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

Septembre 2022



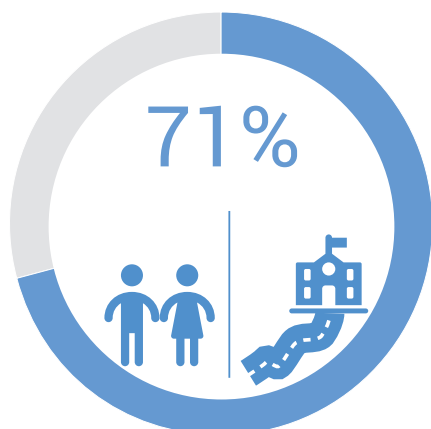
## Aperçu des besoins

Le Cluster éducation estime qu'environ 1 428 791 personnes ont besoin d'une aide humanitaire. Ce chiffre traduit une augmentation de 1% par rapport à l'année dernière qui s'explique notamment par la persistance de l'insécurité dans certaines régions et une faible capacité de réponse des partenaires.

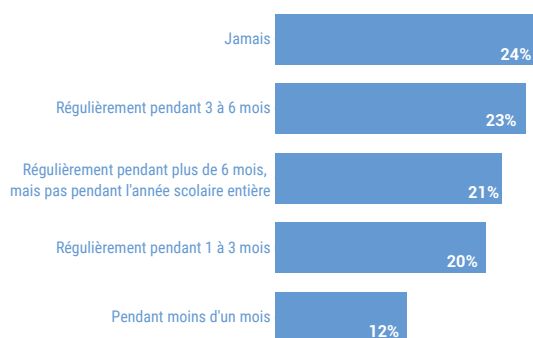
Selon les résultats de la MSNA, environ 71%<sup>159</sup> des enfants ne fréquentaient pas l'école sur une base régulière (plus de 6 mois, quatre fois par semaine). Parmi les enfants dans le besoin, environ 424 277 ont des besoins aigus, spécifiquement dans les sous-préfectures de Kaga-Bandoro, Bossangoa, Ngaoundaye, Alindao, Bangassou, Kouango, Bocaranga, Mobaye, Bouca, Bozoum et Birao. Globalement, 17 sous-préfectures ont atteint un niveau de sévérité plus élevé que l'année dernière.



## Taux d'enfants ne fréquentant pas régulièrement l'école (2021-2022)



% d'enfants en âge scolaire fréquentant régulièrement l'école (au moins 4 jours par semaine)



## Populations affectées

Les besoins du secteur Éducation sont déterminés par les mouvements de population liés aux conflits armés et catastrophes naturelles/inondations, en prenant en compte la prévention contre les épidémies, notamment la COVID-19, en milieu scolaire comme un thème transversal. L'année 2022 a été caractérisée par une augmentation de 1% d'enfants affectés par les mouvements de population au cours des derniers 12 mois, notamment à Kaga-Bandoro, Bossangoa, Ngaoundaye, Alindao, Bangassou, Kouango, Bocaranga, Mobaye, Bouca, Bozoum et Birao.

Parmi les enfants affectés, 51% sont des filles, et selon la MSNA 2021, environ 15% sont des enfants handicapés.<sup>160</sup> Quand les enfants n'ont pas accès à une école sûre et protectrice, les risques de protection augmentent d'une façon importante. Les filles sont plus à risque de violences sexuelles, de relations sexuelles transactionnelles, de mariages d'enfants, et de grossesses précoces, tandis que les garçons sont exposés au recrutement par des groupes armés en quête de revenus comme une stratégie de survie lors

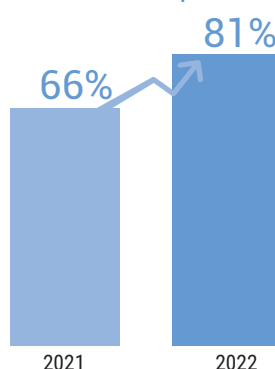
qu'ils ne vont pas à l'école<sup>161</sup>.

Parmi les enfants dans le besoin d'assistance en éducation, près de la moitié sont en âge de suivre des cours d'éducation primaire (44% entre 6 et 11 ans), près d'un tiers sont en âge d'entrer en préscolaire (27% entre 3 et 5 ans) et près d'un tiers sont en âge d'entrer au secondaire (29% entre 12 et 17 ans).

## Analyse des besoins sectoriels

Au total 1,4 millions d'enfants de trois à 17 ans et plus

% de maîtres-parents



de 6 000 enseignants sont actuellement dans le besoin pour le Cluster Éducation. La tranche d'âge des 3 à 17 ans représente 95,5% de la population totale dans le besoin, selon les statistiques démographiques de la RCA. Parmi les enfants dans le besoin, 51% sont des filles et environ 15% sont handicapés. On estime que 30% des enseignants sont

des femmes et que le ratio d'enseignant par élève est d'un enseignant pour plus de 80 enfants pour la tranche d'âge des 6 à 17 ans et d'un enseignant pour plus de 50 enfants pour la tranche des trois à cinq ans.

### Besoins vitaux / Bien-être physique et mental

Le Cluster Éducation estime que 556 900 enfants âgés de 3 à 17 ans qui sont en situation de déplacement ou de retour depuis au moins 6 mois ainsi que ceux des ménages d'accueil n'ayant pas accès à l'école ou étant à risque d'être déscolarisés ont des besoins urgents en éducation. Ce nombre représente 100% des enfants de 3 à 17 ans affectés par des mouvements de population sévères, critiques ou catastrophiques en 2022.

Les besoins prioritaires concernent l'accès à l'éducation dans un environnement d'apprentissage à la fois physiquement et psychologiquement sûr et protecteur pour sauver leurs vies en diminuant leurs expositions aux risques de protection hors de l'école et promouvoir leur bien-être mental. Ces besoins incluent les espaces physiques sûrs et du matériel scolaire et didactique, l'encadrement par des enseignants capables de leur fournir un appui psychosocial et de répondre à leurs besoins d'apprentissage spécifique, et un milieu scolaire qui renforce la protection et sauvegarde de l'enfant, y compris la prévention et référencement des cas d'abus et exploitation sexuels et de VBG. Les synergies avec les secteurs EHA et protection de l'enfant sont importantes. Une attention particulière est portée aux barrières environnementale et comportementale

vécues par les enfants handicapés, notamment l'inaccessibilité des écoles et la discrimination des enfants considérés comme « trop » handicapés.<sup>162</sup> Les besoins spécifiques des filles, ainsi que les besoins d'autres enfants marginalisés en raison de leur ethnicité, seront pris en compte.

### **Conditions de vie**

Le Cluster Éducation estime que 865 417 enfants âgés de 3 à 17 ans en situation de déplacement depuis 7 à 12 mois, ainsi que ceux des ménages d'accueil n'ayant pas accès à l'école ou étant à risque d'être déscolarisés sont exposés au risque d'une dégradation de leurs conditions de vie. Ce nombre représente 100% des enfants de 3 à 17 ans affectés par des mouvements de population prolongés sévères, critiques ou catastrophiques. De plus, 6 474 enseignants/maîtres-parents, soit 100% des enseignants nécessaires pour encadrer les enfants dans le besoin, ont besoin d'être soutenus pour pouvoir fournir un enseignement de qualité qui assure la participation et la protection de chaque enfant, y compris les enfants marginalisés comme certaines filles, enfants handicapés, et enfants issus de groupes minoritaires.

Aux besoins vitaux s'ajoutent des besoins en termes de continuité et de qualité de l'éducation des filles et garçons dans les contextes de crises à travers une approche de résilience. Les enfants ont besoin d'accès à un environnement d'apprentissage qui peut être transformé en structure durable après le stade initial de la crise, d'enseignants/maîtres-parents mieux formés, y compris en appui psychosocial. Ces enfants ont également besoin d'actions synergiques avec d'autres secteurs comme l'EHA, la protection de l'enfance et la sécurité alimentaire à travers les cantines scolaires dans les zones plus stables. Des enfants suragés hors du système scolaire, y compris les enfants sortis des groupes armés et les filles mères, ont besoin de plusieurs options pour leur réinsertion, y compris l'accès aux programmes d'éducation non formelle comme les cours de rattrapage.

## **Projection des besoins**

Vu la probabilité de la poursuite des conflits armés, la faible capacité de réponse en éducation par les acteurs, il est probable que le problème d'accès et de maintien scolaire des enfants s'accroisse en 2023 pour les PDI, les retournés et les populations hôtes.

## **Suivi des besoins**

Le Cluster Éducation va mener une évaluation conjointe des besoins en éducation (JENA) qui sera utilisée pour mettre à jour l'analyse des besoins en éducation au 2<sup>ème</sup> trimestre de 2023. Un suivi trimestriel des besoins des enfants affectés par la crise humanitaire sera fait en coordination avec d'autres clusters, à travers le suivi du nombre d'enfants de 3 à 17 ans déplacés et retournés et ceux des ménages d'accueil et affectés par les inondations et les attaques contre les écoles.

# Logistique

**Les chocs extérieurs liés au conflit en Ukraine ont exacerbé les défis d'accessibilité physique en RCA inhérents à l'état de dégradation avancée des infrastructures logistiques dans les zones affectées par la crise humanitaire, aux catastrophes anthropiques (conflits armés, incidents sécuritaires) ainsi qu'aux fréquentes catastrophes naturelles.**

L'absence d'électricité en dehors de Bangui, le faible réseau de stations-service en province et l'impossibilité pour la plupart des marketeurs de transporter le carburant au-delà de la capitale, a toujours engendré un coût élevé du transport de carburant en RCA. Cette année, s'est ajoutée à ce contexte **la crise mondiale d'approvisionnement du carburant**. L'augmentation du prix du baril de pétrole sur le marché mondial, sans que les autorités centrafricaines ne puissent le subventionner et ne souhaitent pas augmenter le prix officiel à la pompe, a résulté en une pénurie empêchant les partenaires de mener à bien certaines activités, accumulant retards et surcoûts importants. Une rupture totale de carburant aviation a également fortement diminué la capacité de transport de UNHAS pendant plus de deux mois, ce qui a eu un impact non négligeable sur la mobilité des partenaires. Cette pénurie a également fortement impacté le Cluster Logistique et le projet de fret aérien d'urgence, et donc la capacité de transport du cargo vers les zones inaccessibles par voie routière.

**Les problèmes d'accessibilité routière, aéroportuaire et fluviale sont chroniques.** En effet, sur un total de 25 000 kilomètres de routes en Centrafrique, seulement 600 kilomètres sont asphaltés, ce qui représente environ 2,5% de la totalité du réseau routier. La majorité des ouvrages n'ont pas été réhabilités depuis la crise de 2013 par manque de moyens financiers, techniques et humains de l'Etat, ainsi que du manque de prestataires privés qualifiés, malgré des financements, notamment de la Banque Mondiale en 2016 et en 2020 pour leur réhabilitation. En outre, **les pluies** sont de plus en plus destructrices et continuent d'impacter l'accès à la majeure partie du pays, notamment de juin à décembre. Le manque de mécanismes de prévention (barrières de pluies, canalisations), l'utilisation de véhicules lourds pour l'acheminement de l'aide et le commerce contribuent à la dégradation rapide du

réseau routier et des ouvrages de franchissement (ponts, bacs). Il n'existe pas d'expertise en génie civile en RCA, et les réhabilitations provisoires exécutées par les partenaires humanitaires, pourtant nombreuses chaque année (environ 31 réhabilitations en 2021 et 2022 par HI, y compris 10 ouvrages de franchissements, permettant à 130 km de routes d'être praticables) ne suffisent pas. Si ces réhabilitations permettent l'accès ponctuel à certaines destinations, elles n'offrent pas d'amélioration durable pour l'ensemble du réseau routier. De surcroît, les projets de réhabilitation sont trop peu nombreux, et le pays ne dispose pas d'une capacité d'intervention « mobile » en cas de besoin urgent et localisé.

Par exemple en 2022, suite à un choc qui a engendré un déplacement de population dans la Haute-Kotto et la Vakaga (triangle Sam-Ouandja, Ouanda-Djallé, Ouadda), les interventions par voie terrestre ont été ardues, exigeant plus d'une dizaine de jours pour effectuer une centaine de kilomètres. Seules des interventions hélicoptérées d'évaluation et de réponse humanitaire ont été possibles, ce qui limite les interventions en raison du poids maximum par rotation (2 tonnes).

Les transporteurs (routiers et fluviaux) sont présents en nombre insuffisant et équipés de manière archaïque. Par ailleurs, leurs capacités professionnelles (techniques, mécaniques et de gestion) sont limitées, ce qui entraînent parfois des perturbations de la chaîne d'approvisionnement du pays.

**Ces contraintes logistiques endémiques en RCA ralentissent drastiquement l'acheminement de l'aide humanitaire** dans les zones les plus touchées et enclavées dont le Mbomou, le Haut-Mbomou, la Basse-Kotto, la Haute-Kotto, le sud de la Ouaka, et la Vakaga. Pour illustrer le statut de l'accessibilité des routes, la carte nationale ci-dessous reflète la sévérité de ces contraintes en saison des pluies. Les axes très





9% sont goudronnées), nécessitent des travaux de réhabilitation chaque année et une veille constante. En cause, les fortes pluies et le passage régulier des avions (cargos et passagers) qui contribuent à la dégradation rapide de ces infrastructures aéroportuaires. Malgré l'engagement des partenaires et des bailleurs de fonds, l'intégralité des pistes d'atterrissage ne bénéficie pas d'un suivi régulier et les infrastructures se dégradent jour après jour. Il est par ailleurs pratiquement impossible de réhabiliter ou même d'accéder à certaines pistes pendant la saison des pluies (comme celle de Ouanda-Djallé par exemple), ce qui rend l'accès aux bénéficiaires encore plus compliqué.

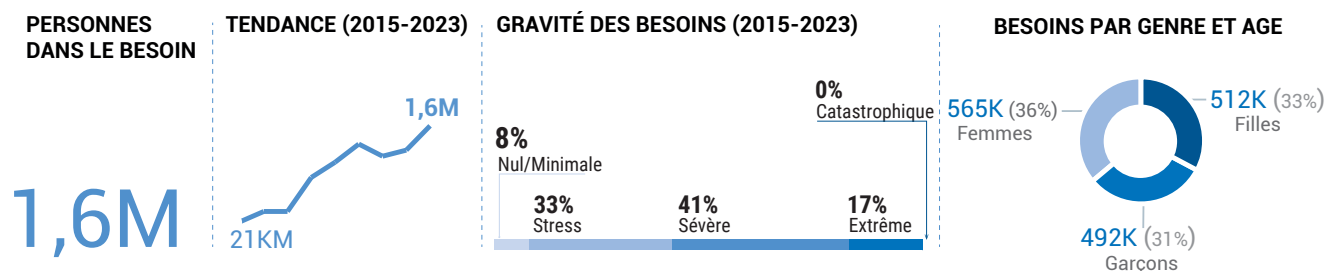
**L'utilisation du transport fluvial est possible mais fastidieuse.** Elle nécessite par exemple deux transbordements pour un transport de Bangui à Bangassou, dont les derniers kilomètres doivent se parcourir en camion. Le niveau d'eau saisonnier du fleuve impose une réduction du tonnage transporté et le manque d'infrastructures complexifie encore l'utilisation de cette voie d'accès. Cela dit, ce n'est pas une voie d'accès à négliger : un stockage temporaire (*Mobile Storage Unit, MSU*) a été installé en 2022 à Mobaye pour faciliter le transbordement et les acteurs humanitaires ont effectué plusieurs transports fluviaux en 2022, permettant d'éviter la voie routière où plusieurs embouteillages se sont constitués en raison du mauvais état des camions et des routes. Le transport de Bangui à Bangassou par la route prenait alors de sept à huit semaines, contre deux semaines par voie fluviale. Cette voie traditionnelle de transport, depuis longtemps exploitée par les commerçants, pourrait s'avérer une solution intéressante financièrement et qui permet de desservir le sud de la Basse-Kotto, tout en évitant les risques sécuritaires récurrents sur certains axes de cette région.

**Une seconde thématique majeure relève de la vulnérabilité logistique dans l'ensemble du pays.** Cette vulnérabilité est une des plus importantes au monde et tous les domaines d'activités logistiques sont concernés. Parmi eux, la gestion des stocks : malgré un déploiement important de plateformes de stockage et d'unités de stockages mobiles mutualisés en province (deux nouvelles MSU déployées par Première Urgence Internationale, PUI, en 2022), le manque d'infrastructures étatiques ou privées, leur dégradation ou destruction reste une contrainte importante.

Par ailleurs, même si les capacités locales ont été renforcées (notamment par neuf formations dispensées par PUI et six formations dispensées par le Cluster Logistique, pour plus d'une quarantaine d'organisations à Bangui et en province), le transfert de capacités logistiques au niveau local via des formations régulières reste un besoin très important en RCA, notamment en termes de gestion de stock, gestion des approvisionnements et gestion des transports. Il est également très compliqué voire impossible de faire appel à des services mécaniques ou techniques en province, voire à Bangui, par manque d'acteurs qualifiés.

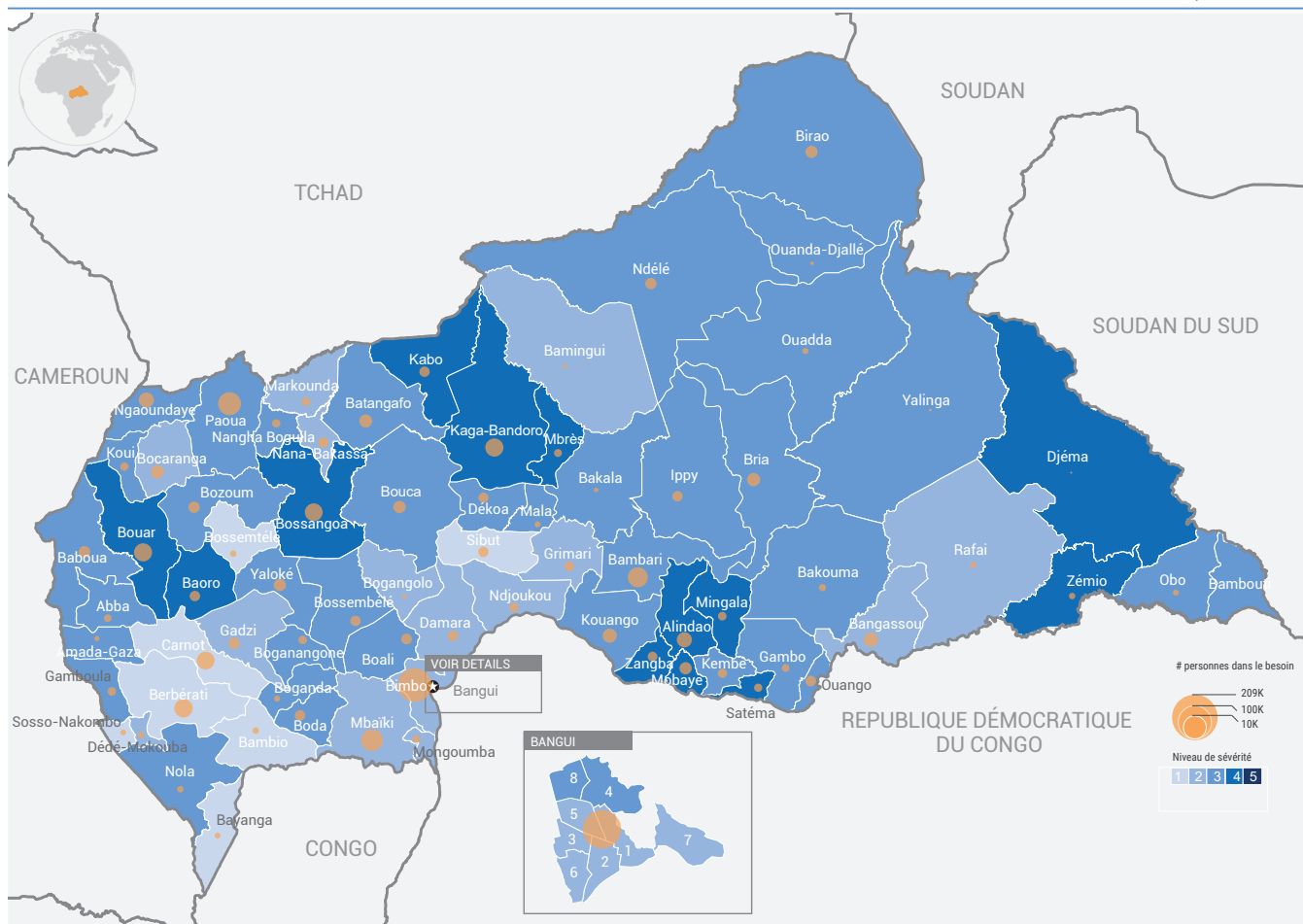
L'impact combiné des défis structurels et humains ont exacerbé les besoins logistiques des organisations humanitaires en 2022. Au cours du second semestre de chaque année, le Cluster Logistique entreprend un exercice d'évaluation des besoins et des lacunes logistiques, qui permettra de revoir la stratégie du Cluster Logistique pour 2023.

# Nutrition



## NUTRITION - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

Septembre 2022

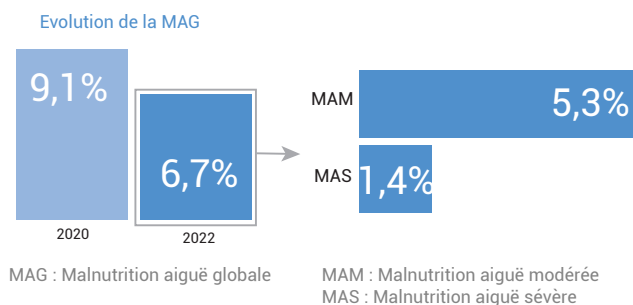


## Aperçu des besoins

Selon les résultats de l'enquête nutritionnelle réalisée en septembre 2022, comparativement aux dernières données de la SMART 2019, la situation nutritionnelle de la RCA s'est légèrement améliorée au cours des quatre dernières années avec un taux de malnutrition aiguë globale (MAG) qui est passé de 9,1% en 2020 à 6,6% en 2022 avec une prévalence de 5,3% de MAM

et 1,4% de MAS selon le flag SMART. Notons que des disparités importantes existent entre des districts sanitaires et des sous-préfectures allant jusqu'à 2% de prévalence MAS dans certaines zones (Ouham, Lobaye, etc.) comparées à des zones ayant de faibles prévalences comme la ville de Bangui et l'Ouham-Pendé qui présentent des prévalences de MAS de 0,7%.

## Taux de la malnutrition aiguë



La situation nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes (FEFA) reste aussi très préoccupante avec un taux de 9,9% de FEFA en MAG au niveau national. Les régions de Bangui, Basse-Kotto, Haut-Mbomou Haute-Kotto, Kémo, Lobaye, Mambéré-Kadeï, Mbomou, Nana-Gribizi, Nana-Mambéré, Ombella-MPoko, Ouaka, Ouham, Ouham-Pendé, Sangha-Mbaéré présentent des prévalences de MAG de plus de 10% chez la FEFA.

Par ailleurs, il est constaté une augmentation de 30% du nombre de personnes en besoin d'assistance nutritionnelle passant de 1,2 million en 2022 à 1,5 million en 2023. Cette augmentation est liée à l'augmentation de la population, la considération de la proportion de 8% de FEFA dans la population totale (5,6% l'année 2022) et l'augmentation de la prévalence de la MAG dans certaines sous-préfectures.

## Populations affectées

L'ensemble de la population de la RCA est affectée par la longue crise sécuritaire qui ronge le pays depuis des décennies. Certaines couches de population risqueront d'être gravement affectées si elles ne bénéficient d'aucune prise en charge, à savoir les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et femmes allaitantes, ainsi que les personnes vivant avec le VIH. Celles-ci sont à la fois inégalement réparties sur le territoire national et également au sein de certaines zones géographiques où il existe des poches de malnutrition aiguë. C'est le cas des sous-préfectures classifiées en sévérité 3 et 4 selon le taux de malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes et la combinaison de facteurs contributifs.

## Analyse des besoins sectoriels

L'analyse des besoins et la classification de la sévérité du Cluster Nutrition sont basées sur les résultats de l'enquête SMART nationale 2022 dont la préfecture constitue l'unité d'analyse. Cette classification de sévérité a pris en compte les prévalences analysées en tenant compte de facteurs contributifs, les analyses

des experts, ainsi que les résultats de la surveillance nutritionnelle (premier et deuxième trimestre 2022).

51 sous-préfectures ont été classées prioritaires et ciblées pour la réponse humanitaire en 2023, parmi lesquelles 38 sous-préfectures en sévérité 3 (situation sérieuse) et 13 sous-préfectures en sévérité 4 (phase critique). Il s'agit des sous-préfectures de Abba, Baboua, Alindao, Amada-Gaza, Gamboula, Nola, Bouar, Baoro, Boganangom, Boganda, Boda, Boali, Bossemptele, Yaloke, Bozoum, Kouï, Ngaoundaye, Paoua, Nana Boguila, Nana Bokassa, Batangafo, Bouca, Kabo, Kaga-Bandoro, Mbrès, Dekoa, Mala, Bakala, Bambari, Kouango, Ippy, Alindao, Mingala, Zangba, Mobaye, Kembe, Satema, Ouango, Gambo, Bakouma, Bria, Ndélé, Birao, Ouanda-Djallé, Ouadda, Yalinga, Djéma, Zémio, Obo et Bambouti.

Les facteurs contributifs de trois secteurs ont été pris en compte au cours de ces analyses :

- Secteur de la santé, tenant compte de la survenue des épidémies (rougeole), du taux de vaccination (surtout la couverture en penta 3), les admissions des enfants souffrant du paludisme, diarrhée et infections respiratoires aiguës.
- Secteur de la sécurité alimentaire en référence à la classification de l'IPC sécurité alimentaire réalisée en septembre 2022 tenant compte des quatre piliers de la sécurité alimentaire.
- Secteur de l'EHA en prenant en compte la classification de la sévérité du Cluster EHA pour le HNO 2023.

Dans ces 51 sous-préfecture, 1 569 640 enfants, femmes enceintes et femmes allaitantes ont besoin d'accès aux services de traitement et prise en charge de la malnutrition aiguë, soit une augmentation estimée à 30% par rapport à l'année 2022.

En outre, les lacunes de la prévention concernant la transmission du VIH de la mère à l'enfant, la stigmatisation et la discrimination à l'endroit des personnes infectées et malades du SIDA, ainsi que le lien entre la malnutrition et le VIH/SIDA, continuent d'être des défis majeurs pour les populations déplacées internes, les populations hôtes et les retournés, ainsi que les réfugiés et rapatriés. Selon l'enquête MICS 2018-2019, seules 12,8 % de femmes de 15-49 ans ayant fait un test de dépistage VIH pendant leurs consultations prénatales ont reçu leurs résultats. Cette faible proportion reflète le manque de connaissance du statut sérologique des futures mères qui expose à la contamination l'enfant et pourrait aggraver la situation nutritionnelle du couple mère et enfant.

D'autre part, les pratiques recommandées de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) demeurent faiblement appliquées dans les ménages au niveau national. Selon l'enquête MICS, la moyenne nationale d'enfants de moins de 6 mois exclusivement allaités au lait maternel est de 36% tandis que la moyenne d'allaitement maternelle est de 34% pour tous les enfants de moins de 24 mois. Ceci démontre le risque pour ces enfants de tomber dans la malnutrition en cas d'aggravation d'autres facteurs contributifs majeurs tel que l'insécurité alimentaire, les mouvements de populations privant l'accès aux services de base et les maladies liées aux mauvaises conditions d'EHA.

L'accès au traitement antipaludéen pour les enfants et la disponibilité d'une moustiquaire le jour précédant l'enquête sont respectivement de 29% et 50% (MICS 2018-2019). Ceci démontre clairement la cause de la détérioration de la situation nutritionnelle pendant le pic du paludisme observé à partir du mois d'avril, à l'image de la courbe des admissions du cluster nutrition.

## Projection des besoins

Tenant compte du contexte global et de la situation socio-économique et politique de la RCA, il est très important de noter que l'état nutritionnel des enfants et des FEFA nécessitent des analyses continues pour l'adaptation de la réponse et l'anticipation. En plus des risques sécuritaires pouvant aggraver le niveau de privation des personnes vulnérables à l'accès aux services de base, la situation de l'insécurité alimentaire (72 sous-préfectures en sévérité 3 et 4), associée aux difficultés d'accès à l'eau potable (au niveau national, 30% de la population utilise une source d'eau non améliorée ou de l'eau de surface) pourra contribuer à la détérioration de la situation nutritionnelle des enfants, femmes enceintes et femmes allaitantes dans les 51 sous-préfectures prioritaires (sévérité 3 et 4) avec possibilité d'avoir quelques sous-préfectures en phase 5 au cours de la période de soudure.

Par ailleurs, les mêmes facteurs de vulnérabilité pourront aussi impacter sur la situation nutritionnelle de mêmes groupes de populations (FEFA et enfants de moins de 5 ans) dans les 21 sous-préfectures classées, à ce jour, en sévérité 2 avec le risque de passer en phase d'urgence. Ces sous-préfectures seront sous surveillance et pourront bénéficier d'interventions conjointes intersectorielles pour prévenir la malnutrition.

## Suivi des besoins

Les différents outils élaborés par le Cluster Nutrition permettront au Cluster d'assurer le suivi et la coordination de la réponse au cours de l'année 2023 : Des évaluations des besoins en nutrition au cours des missions exploratoires de réponse et/ou de processus de rédaction de nouveaux projets avec les donateurs bilatéraux permettront au cluster d'avoir accès aux données dans les zones non couvertes.

- Les analyses comparatives des admissions permettront d'évaluer les tendances et adapter la stratégie de mise en œuvre.
- L'appui au système national de surveillance nutritionnelle et alerte précoce permet d'avoir une idée générale de la situation nutritionnelle et de déclencher des enquêtes cibles dans les zones en alerte.
- Les analyses IPC sécurité alimentaire et malnutrition permettront d'ajuster les besoins et le plan de réponse.
- Les enquêtes SMART Rapide réalisées par les partenaires du programme RRM constituent aussi une source d'information et d'évidence appuyant la prise de décision d'une réponse.
- Une SMART nationale à échelle sous-préfectorale permettra d'avoir des informations à jour, spécifiques à chaque zone et de proposer un plan de réponse adaptée.



# Santé

## PERSONNES DANS LE BESOIN

2,8M

## TENDANCE (2015-2023)

3,2M

2,8M

## GRAVITÉ DES BESOINS (2015-2023)

1% Nul/Minimale

53% Stress

0% Catastroph-

3% Extrême

43% Sévère

## BESOINS PAR GENRE ET AGE

71K (0,3%) Femmes âgées

61K (0,2%) Hommes âgés

688K (24%) Hommes

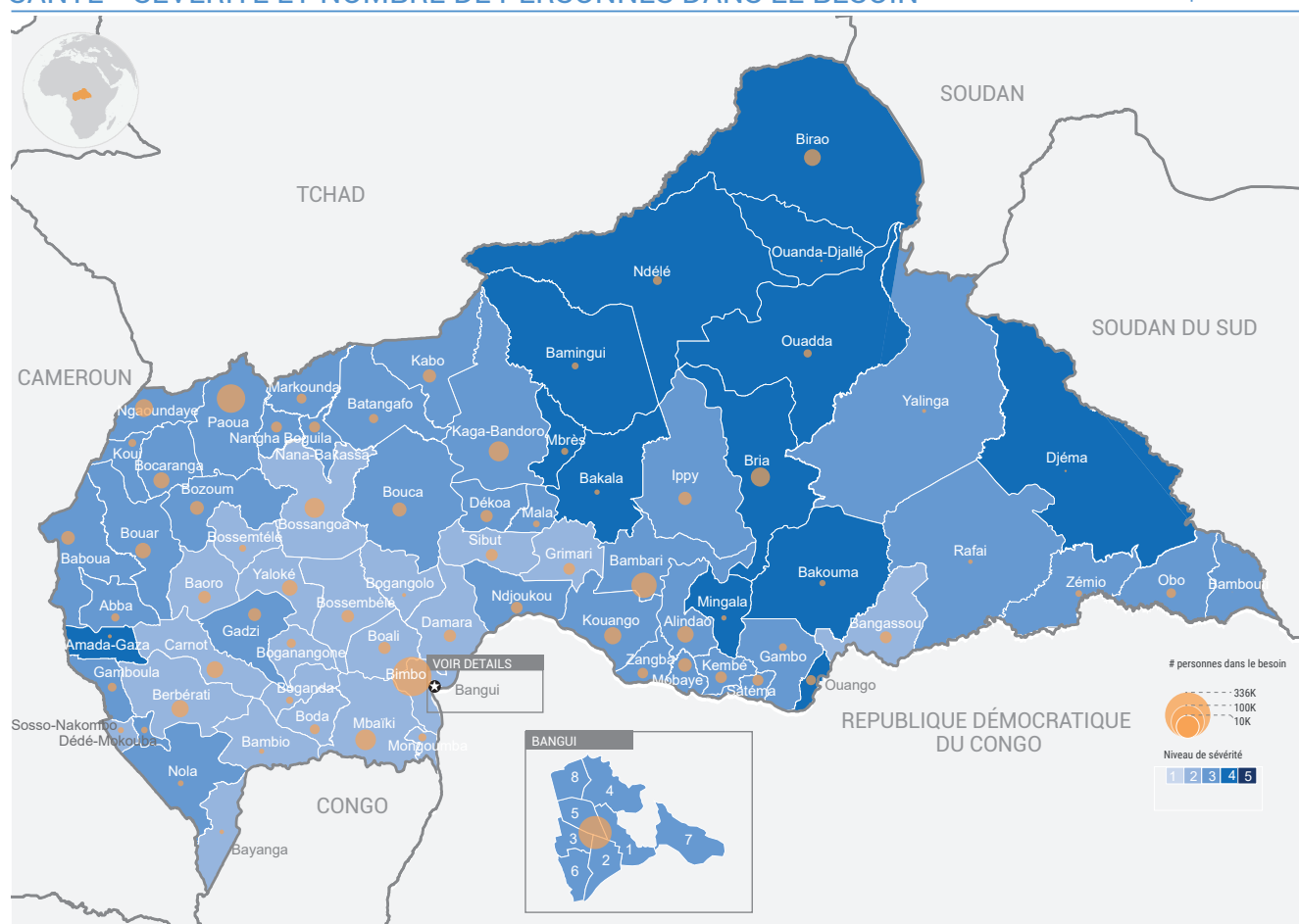
658K (23%) Filles

709K (25%) Femmes

636K (23%) Garçons

## SANTÉ - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

Septembre 2022



## Aperçu des besoins

De 2,7 millions de personnes dans le besoin en 2022, ce chiffre est passé à 2,8 millions en 2023 malgré un retour massif et des intentions de retour sans cesse croissantes. Cette hausse de 3,5 % du PiN pourrait avoir son origine dans deux événements majeurs qui se sont ajoutés à la crise centrafricaine : la crise en Ukraine, l'ampleur des catastrophes naturelles enregistrées en 2022 et leurs conséquences.

D'une part, la crise en Ukraine continuera d'affecter l'économie mondiale, avec des répercussions sur l'importation de médicaments, de matériel médical, le coût élevé des transports, le fonctionnement des structures de santé et la réduction des financements humanitaires. D'autre part, la tendance toujours croissante des catastrophes naturelles augure d'un avenir sombre avec des crises humanitaires de grande ampleur en 2023.

Ces catastrophes augmenteront les besoins sanitaires du pays et limiteront l'accès des populations aux structures de santé disponibles (structures sanitaires inondées et routes coupées), compliquant ainsi le contrôle et la gestion des épidémies. Depuis le début de l'année 2022, la situation épidémiologique en RCA est restée dominée par plusieurs maladies à potentiel épidémique et qui n'ont épargné aucune région sanitaire. Au cours de l'année 2022 jusqu'au 30 septembre, la RCA a enregistré les épidémies suivantes : la rougeole (1 228 cas dont un décès), la coqueluche (696 cas dont un décès), la fièvre jaune (20 cas dont trois décès), la poliomyélite dérivée de la souche vaccinale (trois cas), la COVID-19 (15 318 cas cumulés au 12 novembre, dont 2 428 cas et sept décès du début de l'année au 30 septembre 2022), la rage humaine (476 cas de morsures de chien dont trois décès) et la variole du singe (neuf cas confirmés sans décès).

De plus, le pays continue de faire face aux autres maladies qui sont les principales causes de morbidité et de mortalité : le paludisme (55% des consultations et 44% des causes de décès), les maladies respiratoires (16% des consultations et 15% des causes de décès) et les maladies diarrhéiques (10% des consultations et 7% des causes de décès). Les maladies chroniques sont également observées, notamment le VIH/SIDA (2,9% de prévalence pour les personnes de 15-49 ans en 2021), la tuberculose et les maladies non transmissibles (hypertension artérielle, diabète, cancer).

Au-delà du profil épidémiologique du pays peu reluisant, les attaques sur le système de santé existent toujours (19 attaques en 2022). Par ailleurs, selon le rapport MSNA 2022, un tiers des ménages font plus d'une heure de marche pour atteindre une formation sanitaire (FOSA) et près de 40% n'ont pas été en mesure de payer leurs soins. En conséquence, la RCA est l'un des pays ayant un taux mortalité le plus élevé avec 11.76 décès pour 1 000 habitants (Banque Mondiale 2022) et le quart de décès concerne les femmes à l'accouchement. La couverture en personnel de santé qualifié étant la plus faible du continent soit inférieure à 2,4 agents/1 000 (Index Mundi 2022), un tiers des femmes en RCA continue d'accoucher à domicile sans assistance médicale (MSNA 2022).

En ce qui concerne le programme élargi de vaccination (PEV) de routine, 30% des enfants de moins de 2 ans n'avaient pas reçu la 3<sup>ème</sup> dose du pentavalent selon les données de la MSNA 2022 et au moins 30% des districts sanitaires de la RCA ont des couvertures vaccinales pour la rougeole en dessous de 80% (données de PEV

jusqu'en août 2022). Ce qui fait que 129 777 enfants seront dans le besoin d'une vaccination d'urgence contre la rougeole lors des chocs humanitaires.

La transhumance, les conflits armés, les épidémies et l'insécurité alimentaire réduiraient à la fois la capacité des ménages d'accéder aux soins de santé mais aussi rendraient difficile la prise en charge des complications médicales liées à la malnutrition.

A cet égard, les dernières données de l'IPC 2022 ont montré que 19 sous-préfectures sont en phase 4 et 52 en phase 3 en situation actuelle. Par ailleurs, les inondations de juillet-octobre 2022 ont affecté environ 104 000 personnes, détruit plus de 19 500 hectares de cultures et endommagé de nombreuses infrastructures (EHA, routes, maisons) dans 12 préfectures du pays sur 17, y compris la capitale Bangui. La malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes pourrait s'aggraver, tout comme les maladies diarrhéiques, respiratoires et vectorielles. L'insécurité alimentaire et la perte des ressources à la suite des catastrophes naturelles pourraient accroître le risque de protection (violence basée sur le genre dont les viols et les mariages forcés) avec des conséquences sur la santé de la femme.

## Populations affectées

Les populations affectées par le déplacement y compris les femmes enceintes et allaitantes (FEFA, 4% ou 112 987 personnes), les survivant(e)s des violences sexuelles (SVS, 2% soit 56 494 personnes), les enfants de moins de 5 ans (17,3% soit 488 669 enfants), les personnes âgées de plus de 60 ans (84 740 personnes) et les personnes handicapées (15% soit 423 702 personnes) sont les principaux groupes cibles du cluster.

## Analyse des besoins sectoriels

Selon les données de la MSNA exploitées avec l'outil JIAF et le jugement des experts croisé avec plusieurs données du terrain, il apparaît clairement que 90% des sous-préfectures sont passés en sévérité 3-4, soit 52 sous-préfectures en sévérité 3 et 13 sous-préfectures en sévérité 4. Les autres sont en sévérité 2 et aucune sous-préfecture n'a été trouvée en sévérité 5.

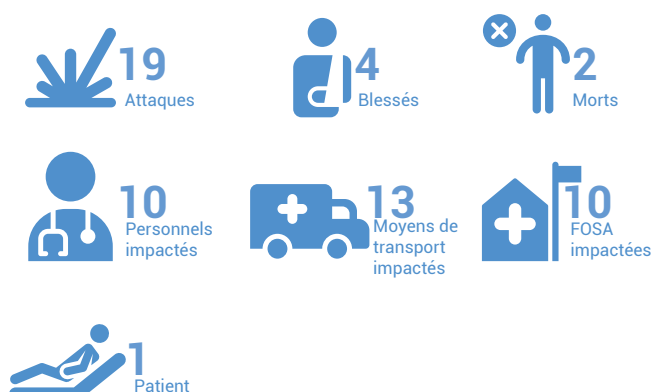
Les chocs successifs pourraient augmenter les barrières d'accès (géographiques, financières, culturelles et sécuritaires) aux soins dans les sous-préfectures en sévérité 3 et 4.

## Analyse de la question du genre

Dans des conflits armés, les hommes et les garçons sont les cibles privilégiées des parties aux conflits à cause de leur capacité de contribuer aux conflits. Par contre, les femmes et les filles paient toujours un lourd tribut dans un conflit armé où le viol est utilisé comme une arme de guerre. Selon les données VBGIMS du deuxième trimestre 2022, 2 197 viols ont été signalés dont 7% d'hommes et de garçons et 93% de femmes et de filles ; données en nette augmentation par rapport au premier trimestre et l'année passée. Par ailleurs, les femmes enceintes et allaitantes, les enfants de moins de 5 ans, les victimes de violences sexuelles, les personnes âgées de plus de 60 ans, ainsi que les personnes handicapées sont les catégories les plus vulnérables aux chocs humanitaires.

La santé est l'un des secteurs qui avait compris très tôt l'importance de la redevabilité envers les personnes affectées si l'on considère les déclarations d'Alma Ata de 1977, instituant les soins de santé primaire. Les comités de santé avaient été créés dans le but d'impliquer les communautés dans les prises de décisions à tous les niveaux de la pyramide sanitaire. L'une des retombées de la redevabilité est la protection des équipements des formations sanitaires (FOSA) par les populations en période de conflits, y compris en RCA.

### Attaques sur le système de santé (jan - nov 2022)



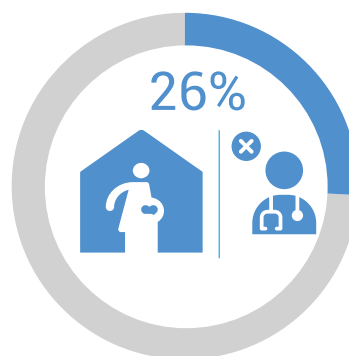
## Projection des besoins

Les populations des districts sanitaires non couverts par les partenaires de développement (projet SENI PLUS et MAINGO) et partenaires hors HRP (CICR et MSF) peuvent être les plus vulnérables et dans le besoin d'accès aux soins, notamment dans la partie Nord-Est (Birao, Haute-Kotto, Haut-Mbomou et Bangassou) et une partie du centre.

## Suivi des besoins

- L'OMS a mis en place une plateforme virtuelle du Système de recensement des ressources sanitaires disponibles (HeRAMS) accessible à tous pour suivre en temps réel la disponibilité des ressources de santé. Cette plateforme sera effective en fin novembre 2022.
- Les résultats des enquêtes de la MSNA continueront d'alimenter le suivi des besoins de santé et la sévérité des zones.
- Les évaluations des partenaires.
- Les données de surveillance épidémiologique.

% de femmes (15 à 49 ans) qui ont accouché à la maison sans assistance d'un personnel qualifié

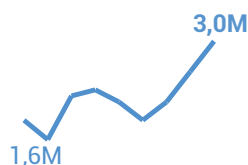


# Sécurité alimentaire

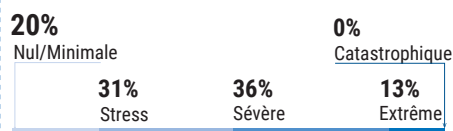
## PERSONNES DANS LE BESOIN

3,0M

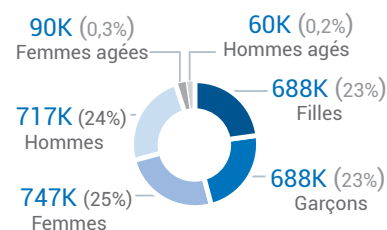
## TENDANCE (2015-2023)



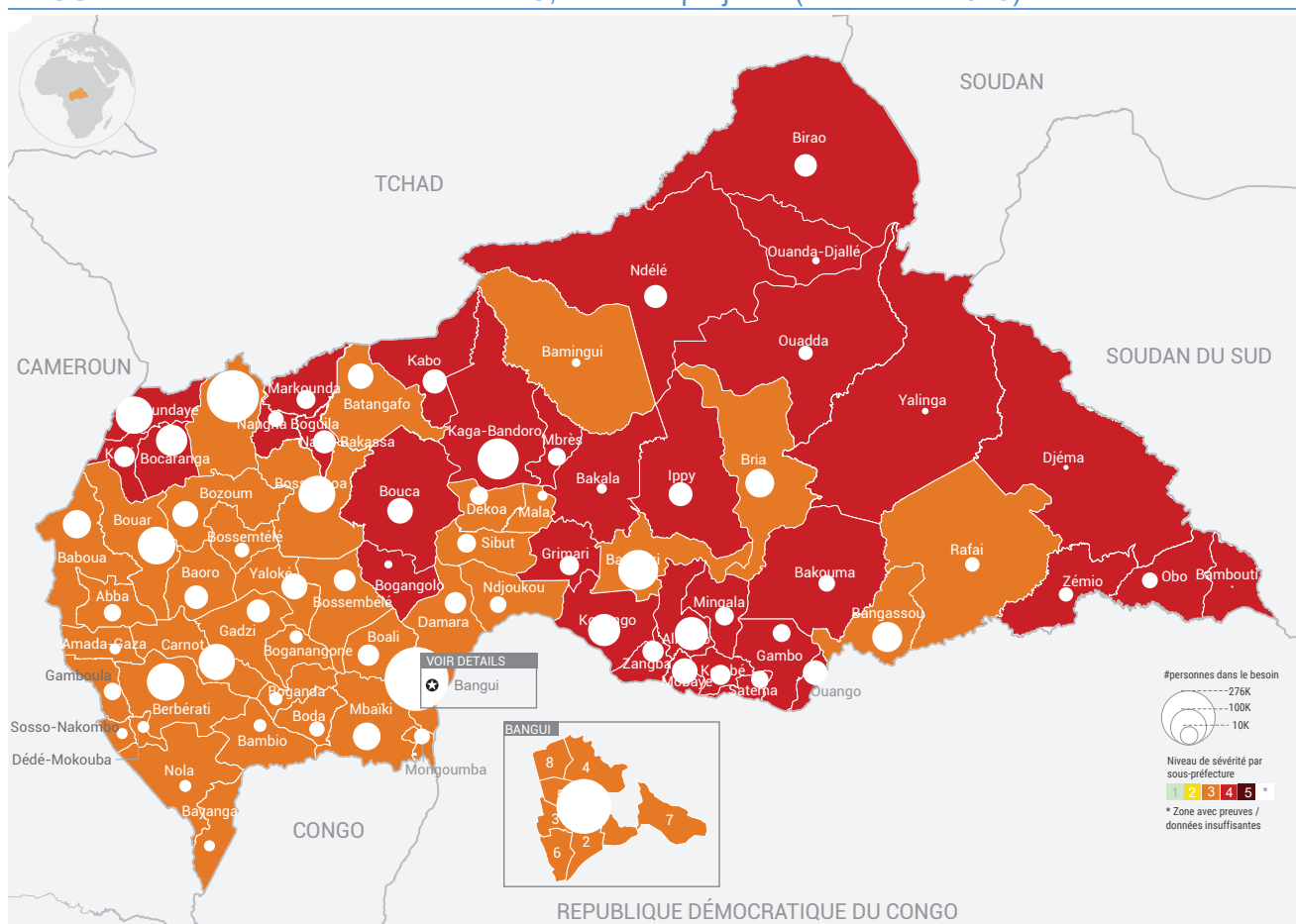
## GRAVITÉ DES BESOINS (2015-2023)



## BESOINS PAR GENRE ET AGE



## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : résultats IPC, situation projetée (avril - août 2023)



## Aperçu des besoins

La sécurité alimentaire en RCA reste alarmante dans tout le pays. Les derniers résultats du 20<sup>ème</sup> cycle du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (analyse IPC, octobre 2022) montrent qu'en situation actuelle, 44% de la population analysée (soit

2,7 millions de personnes) a atteint un seuil de crise et d'urgence (phase 3 et 4 de l'IPC). Ces personnes ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate ainsi qu'un appui en moyens de subsistance essentiels. La nature prolongée de l'insécurité alimentaire aiguë au fil des ans en RCA pousse le Cluster Sécurité alimentaire (SECAL) et ses partenaires à considérer et mettre en place des approches qui répondent aux urgences de



manière à renforcer plus fortement la résilience et la stabilité alimentaire des personnes et communautés, ainsi qu'une stratégie humanitaire qui vise à maximiser les efforts avec les acteurs et les programmes de paix-développement.

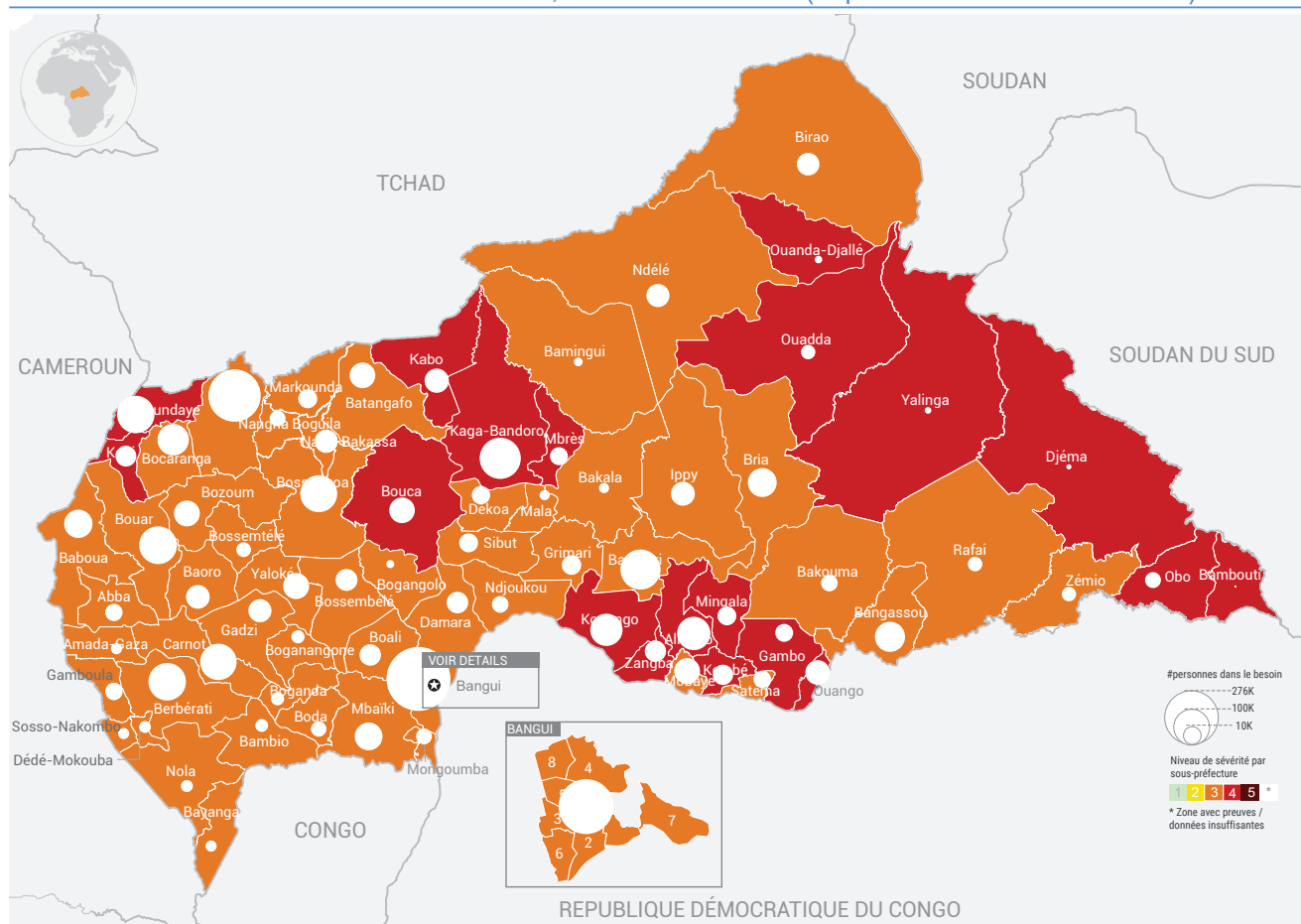
Pour l'analyse actuelle couvrant la période de septembre 2022 à mars 2023 (période de récolte), 19 sous-préfectures sont classées en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC) contre 52 sous-préfectures classées en situation de crise (phase 3 de l'IPC). La ville de Bangui quant à elle a été classée en situation de crise (phase 3 de l'IPC) et compte environ 162 000 personnes en situation de crise (phase 3 de l'IPC), soit 20% de la population totale analysée. En cas d'absence d'assistance alimentaire immédiate et soutenue durant toute la période de soudure, s'en surviendrait inévitablement une détérioration sensible de la situation avec un pic minimum de 2,9 millions de personnes (soit 49% de la population en phase 3 et 4 de l'IPC) qui se retrouveront en situation de crise et d'urgence et auront besoin d'assistance humanitaire immédiate; parmi elles, près de 807 000 seront en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC). Aussi, les 44% actuel augmenterait jusqu'à 49% de la population des sous-préfectures analysées (72 sous-préfectures). Même

si les affrontements militaires ont baissé d'intensité (janvier à septembre 2022), les problèmes de sécurité et de violences armées (y compris les conflits associés à la transhumance) continuent à avoir un impact énorme en termes d'accès dans plusieurs régions du pays, de détérioration des moyens d'existence, de déplacement, et ont entraîné une paupérisation générale d'une grosse partie de la population obligée d'adopter des mécanismes d'adaptation négatifs et parfois irréversibles. D'autre part, l'impact régulier des catastrophes naturelles causées par le changement climatique<sup>163</sup> continuent à affecter le rendement des cultures et la disponibilité alimentaire. A cela s'ajoutent les pressions parasitaires et les maladies des cultures.

## Populations affectées

L'analyse IPC du mois d'octobre 2022 a pris pour base les nouvelles projections démographiques de l'ICASEES passant de 4,9 millions de personnes pour les analyses antérieures à 6,1 millions. Quoique ce nombre accru ait pour conséquence l'augmentation du nombre absolu de personnes en insécurité alimentaire aiguë, il n'influe pas sur celles affectées par l'activisme des hommes armés à travers le pays. Elles incluent :

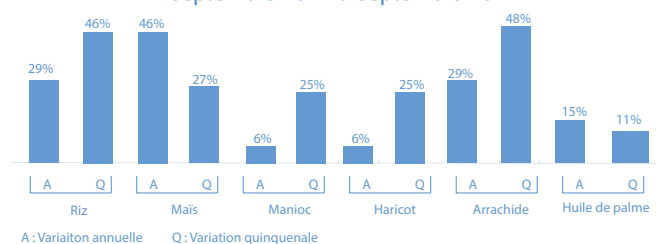
### SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : résultats IPC, situation courante (septembre 2022 - mars 2023)



(1) les groupes les plus exposés aux violences basées sur le genre (64% des ménages ont indiqué que des femmes et les filles évitent les champs par crainte pour leur sécurité) ; (2) au moins un membre des ménages forcés de rejoindre des groupes armés ou les combats (signalé par 27% des ménages) ; (3) les personnes vivant dans les zones enclavées avec des difficultés d'approvisionnement des marchés et d'écoulement des produits agricoles locaux en raison de la dégradation avancée des infrastructures routières ; (4) les ménages pauvres des zones urbaines ou péri-urbaines dont l'accès à la nourriture est dépendant des marchés mais leur capacité d'accès est limitée en raison du faible pouvoir d'achat, l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base et la détérioration des moyens d'existence.

L'impact de l'insécurité alimentaire diffère selon les groupes et vulnérabilités (déplacés, retournés, communautés hôtes, agriculteurs en zone de conflit) ainsi que selon le genre, l'âge et les vulnérabilités liées aux handicaps. Par exemple, il a été indiqué que l'insécurité alimentaire et le manque de nourriture était la première cause de détresse psycho-sociale parmi les garçons (61%) et la seconde parmi les filles (59%).

Variation des prix des denrées alimentaires de base  
septembre 2022 à septembre 2021



Les zones classées en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC) totalisent entre 45% et 60% de la population analysée en situation de crise et d'urgence et se géolocalisent dans les sous-préfectures de Alindao, Kembé, Mingala et Zangba (Basse-Kotto) ; Bambouti, Djéma et Obo (Haut-Mbomou) ; Ouadda, Yalinga (Haute-Kotto) ; Gambo, Ouango (Mbomou) ; Kaga-Bandoro, Mbrès (Nana-Gribizi) ; Kouango (Ouaka), Bouca et Kabo (Ouham) ; Kouï et Ngaoundaye (Ouham-Pendé) ; et enfin, Ouanda-Djallé (Vakaga).

Les conflits associés à la transhumance transfrontalière<sup>164</sup> se sont poursuivis au même rythme que l'année précédente dans la zone ouest (Ouham, Ouham-Pendé), dans le centre (Bamingui-Bangoran, Basse-Kotto) et dans l'est (Mbomou, Haute-Kotto) : 148 incidents ont été signalés entre janvier et juin 2022, impliquant tueries et vol de bétail. Environ 50% de ces incidents ont été suivis de représailles.

## Analyse des besoins sectoriels

Pour ce qui concerne la disponibilité alimentaire, il ressort de l'enquête MSNA que les contraintes majeures dans la production agricole sont : le manque de semences et outils (61% des ménages), le manque de moyens financiers (47% des ménages), le manque ou l'insuffisance de main d'œuvre (25% des ménages) et les maladies des cultures (24% des ménages). Seuls 7% des ménages ont indiqué comme contrainte le manque d'accès à la terre, le manque de terre ou parcelle trop éloignée du lieu d'habitation. Par ailleurs, la dégradation des réseaux routiers et l'insécurité limitent l'approvisionnement des marchés. En outre, les restrictions en lien avec la crise ukrainienne entraînent une baisse des volumes des importations des denrées notamment le blé et l'huile végétale.

L'accès des ménages aux aliments demeure compliqué : Les difficultés dans l'approvisionnement des marchés sont liées à l'état des routes et l'insécurité. La hausse du prix du transport (en lien avec la pénurie du carburant), les effets indirects de la crise de ukrainienne sont entre autres les facteurs qui entraînent l'augmentation des prix sur le marché. Au niveau national,<sup>165</sup> le prix du riz enregistre une hausse de 29% comparé à l'année passée et de 46% par rapport à la moyenne quinquennale. Le prix du manioc enregistre des hausses de 6% par rapport à l'année passée et de 25% comparé à la moyenne quinquennale. Le prix de l'huile végétale enregistre des augmentations de 15% par rapport à l'année passée. Quant au prix du maïs, celui-ci enregistre des hausses de 46% par rapport à l'année passée et de 27% comparé à la moyenne quinquennale.

La diversité alimentaire des ménages reste globalement faible ; les différentes enquêtes mettant en exergue le manque de consommation d'aliments diversifiés et le recours à des stratégies de moyens de subsistance d'urgence pour répondre aux besoins alimentaires. Ces stratégies incluent la vente du dernier bétail femelle, l'entreprise d'activités dangereuses ou la vente de biens familiaux tels que maison ou terrain. Ces pratiques sont aggravées par l'utilisation de puits d'eau non potables. Les inondations pourraient renforcer les difficultés d'accès à l'eau et à l'assainissement.

## Projection des besoins

L'analyse IPC projetée (d'avril à août 2023) montre une détérioration de la situation de sécurité alimentaire avec 2,9 millions en situation de crise et d'urgence

(49% de la population) dont 807 000 en urgence (phase 4 de l'IPC) et 2,1 millions en situation de crise (phase 3 de l'IPC).

Cela est dû principalement à la fragilité du contexte sociopolitique de la RCA, à la volatilité de la situation sécuritaire, l'exposition aux chocs climatiques ainsi qu'économiques (hausse des prix et dépendance aux importations). De plus, c'est un pays qui est déjà impacté par la crise de la COVID-19 depuis mars 2020, puis par la crise ukrainienne qui affecte le circuit économique (fermeture des frontières, la pénurie croissante de carburant).

Les personnes affectées par l'insécurité alimentaire notamment celles qui sont en phase 3 et plus ont besoin d'accéder à une nourriture saine, nutritive, suffisante et stable. Pour renforcer leur résilience, des appuis à la relance agricole et pastorale sont nécessaires aux ménages en situation d'urgence dans les zones géographiques ciblées. Il apparaît que les stocks alimentaires des ménages ne pourront pas couvrir la période de soudure : les faibles productions locales n'ont pas permis aux ménages de constituer des réserves alimentaires suffisantes. Les causes sont liées principalement aux pratiques culturelles faibles, au manque d'accès aux outils fermiers (disponibilité dans les marchés locaux et disponibilité financière), à une capacité technique limitée pour répondre aux chocs naturels ainsi qu'aux alternatives durables qui auront comme objectif de produire plus sans dégrader la fertilité du sol d'un côté et d'améliorer leur sécurité alimentaire de manière durable de l'autre.

Au niveau de l'emploi et des activités économiques, les femmes interviennent principalement dans les emplois à faible sécurité, à des postes subalternes et dans le secteur informel. Dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sécurité alimentaire, les femmes réalisent la majeure partie des activités, mais à cause du manque d'outils modernes, du faible accès aux intrants et au crédit, le rendement demeure faible et les revenus insuffisants. Des cas de violences sexuelles contre les femmes et les filles lors de l'accès aux champs ainsi que le recrutement forcé n'ont pas épargné les Centrafricaines. Ceci a créé des besoins imminents auprès des femmes/filles victimes de VBG car leur capacité de production et les moyens de survie ont été sévèrement touchés.

## Suivi des besoins

Le Cluster de concert avec les partenaires est déterminé à améliorer la collecte de données et fournir une solide analyse sectorielle de la situation humanitaire. Pour cela, un système de remontées des informations de façon périodique sera mis en place avec des indicateurs pour mesurer le progrès, éclairer la prise de décision et assurer des ajustements. La collecte et l'analyse des données intègrent le genre, le handicap, l'âge et la protection.

Le Cluster Sécurité alimentaire mettra trimestriellement à disposition une matrice 5W, qui permet de comprendre la présence et la capacité des partenaires, ainsi que la réponse opérationnelle apportée. Également, le Cluster produira un rapport de suivi périodique/une analyse des écarts, un tableau de bord interactif et des bulletins d'examen. En 2023, le Cluster effectuera un suivi trimestriel de la proportion des dépenses alimentaires, des stratégies de survie basées sur les moyens de subsistance et du score de consommation alimentaire et/ou du déficit énergétique alimentaire. Le cluster et les partenaires mettront aussi à disposition des rapports permettant de surveiller les marchés ainsi que les prix des denrées de première nécessité. Le Cluster vise aussi à renforcer les mécanismes de sous-coordination établis afin d'améliorer les systèmes d'alerte précoce, mettre en œuvre une intervention immédiate et prévenir la détérioration de la sécurité alimentaire. L'analyse des besoins et la stratégie du Cluster pendant l'année intégrera aussi les informations mises à disposition par les programmes de paix-développement; cela aidera à orienter les ajustements programmatiques ainsi qu'à assurer aux partenaires une vision holistique et intégrée sur la sécurité alimentaire de la population de la RCA.

# “1” Télécommunication d'urgence (ETC)

## Aperçu des besoins

Le réseau de télécommunications de la République Centrafricaine est très peu développé avec une faible couverture : le réseau de téléphonie cellulaire est uniquement disponible dans les principaux centres urbains des sous-préfectures. Compte tenu du faible niveau de développement du réseau de base, l'accès à la téléphonie et aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication n'est possible que dans la capitale et dans quelques villes des provinces. Ainsi, la quasi-totalité des zones d'opérations humanitaires ne disposent pas d'infrastructures de base nécessaires à leur communication.

A l'échelle nationale, seuls 5% des ménages auraient accès à internet à la maison, quel que soit l'appareil. Le manque crucial d'accès aux outils de communication par radio diffusion, téléphonie et internet rend difficile les échanges d'information entre acteurs humanitaires.

Considérant la volatilité de la situation sécuritaire et la faible couverture des réseaux nationaux, la communauté humanitaire compte sur les services de radio mis à disposition afin de relayer les informations opérationnelles et sécuritaires. Le réseau de radio et les canaux en place sont toutefois limités et le besoin d'améliorer la couverture du réseau de communication radio perdure, notamment VHF (Very High Frequency), HF (High Frequency) afin d'augmenter les services de communications sécuritaires pour les humanitaires et la communauté.

Les récentes tensions créées par les conflits et la crise du carburant à travers le pays ont encore accru le besoin de communications fiables et résilientes pour les partenaires humanitaires, notamment dans les zones où les opérateurs de téléphonie ne sont pas ou peu présents. Dans ce contexte d'insécurité, il est nécessaire d'améliorer les infrastructures de télécommunication (radio) permettant d'assurer la sécurité des acteurs humanitaires sur le terrain et de fournir un accès Internet dans les lieux communs opérationnels surtout pour les ONG nationales.

## Populations affectées

Pour les besoins des populations affectées par la crise, le cluster ETC et le groupe de travail AAP ont intégré des questions sur les besoins d'information des populations affectées dans l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) 2021. Les résultats corroborent ceux de l'évaluation du cluster réalisée en 2018 sur les sites de personnes déplacées :

- Le téléphone portable est le principal moyen de contact des familles déplacées. En moyenne 1 personne déplacée sur 5 possède un téléphone portable selon l'évaluation du cluster, tandis que 4 personnes déplacées sur 10 payent pour passer des appels. La MSNA 2021 a confirmé que la non-possession de téléphone portable est une barrière à l'information critique pour les personnes déplacées, mentionnée par 19% des PDI en sites et 22% de celles vivant en familles d'accueil. Moins de 2% de la population déplacée utilisent les téléphones communiés par SMS ;
- La radio est le moyen d'accès à l'information le plus utilisé et le plus favorisé. 67% de la population préfère recevoir des informations par radio et plus encore dans des préfectures avec une couverture radiophonique élevée comme Bangui (75%) ou la Nana-Mambéré (76%). Dans la majorité des cas il n'existe qu'une seule chaîne de radio diffusion qui a des programmes en langue nationale. Malheureusement, les ménages ne possèdent souvent pas le matériel pour recevoir cette information. En effet, le manque de poste récepteur radio est considéré comme la principale barrière à l'information pour toutes les catégories de population, en particulier pour les PDI vivant sur les sites (41%) et en familles d'accueil (47%) ;
- Les délégués communautaires sont les principaux points focaux vers lesquels les communautés s'appuient pour échanger les informations liées à l'assistance humanitaire ;
- L'accès à l'électricité est éparpillé. Presque 80% des populations déplacées qui possèdent un téléphone portable éprouvent un réel problème pour le recharger; ils payent dans des cabines privées de recharge au

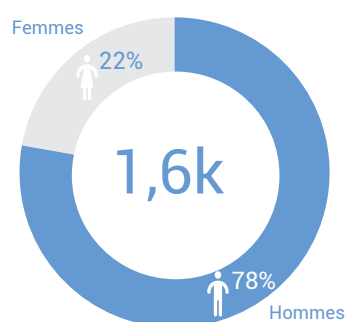


mini système solaire quelques heures voire minutes selon le nombre de terminaux à recharger. A contrario, l'étude dans les sites de Bangassou a démontré que 65% des déplacés ont accès à des systèmes individuels ou partagés de charge utilisant des panneaux solaires.

## Analyse des besoins sectoriels

**Accès internet, digitalisation du mécanisme commun de redevabilité (CFM), renforcement de la sécurité des humanitaires sur le terrain, renforcement de la capacité d'autonomisation de la population.**

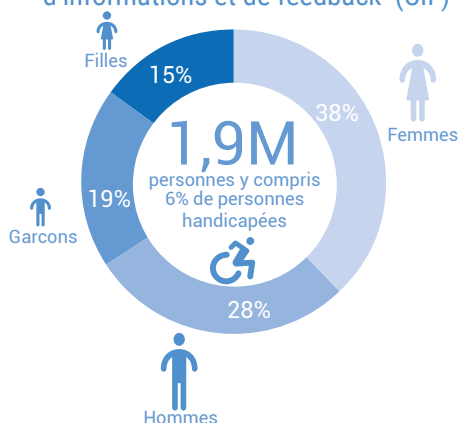
% humanitaires utilisant le système de communication sécurisé



En général, les populations affectées par la crise, quelque soit le mode de transmission et les mécanismes d'acheminement de l'information ont besoin en priorité de recevoir : des nouvelles sur ce qu'il se passe dans leurs zones actuelles ou d'origine; des informations sur l'accès aux programmes d'assistance humanitaire et des informations pour trouver un travail, des activités génératrices de revenus et moyens de subsistance<sup>166</sup>.

Grâce à la mise en place d'un call centre à Bangui pour répondre aux demandes liées à la COVID-19, le Cluster ETC soutient l'accès à l'information pour la population.

Profil des utilisateurs des centres d'informations et de feedback (CIF)



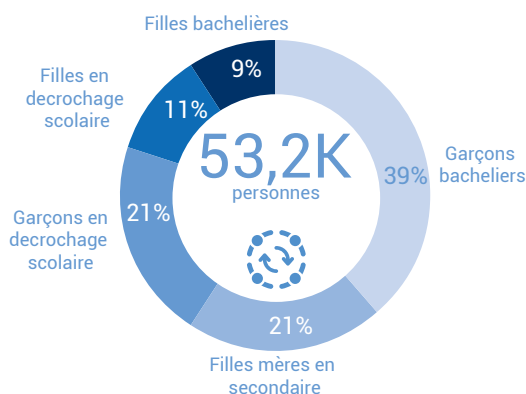
Cela est aussi le cas à Bria grâce à la mise en place d'un centre téléphonique mis à disposition des populations déplacées ainsi que le centre d'informations et de feedback (CIF) situé au même endroit qui permet un dialogue entre les humanitaires et les communautés recevant l'assistance.

En tant que secteur de soutien, l'ETC doit continuer à soutenir la communauté humanitaire, composée des agences des Nations Unies et des ONG locales et internationales opérant en Centrafrique, en leur donnant accès aux services Internet et aux services associés à la sécurité du personnel en utilisant des réseaux de télécommunications radio mis en place par le cluster en collaboration avec le département de sécurité des Nations Unies (UNDSS). Les services fournis par l'ETC favorisent une mise en place et un déploiement efficace des activités humanitaires, ainsi qu'une meilleure sécurité des acteurs humanitaires opérant dans les zones à risque. L'ETC doit également continuer à soutenir les personnes affectées grâce à des systèmes mis en place pour soutenir l'accès à l'information à travers les émissions radio diffusées, les centres de feedback et centre d'appel et des équipements en place pour téléphoner.

## Projections des besoins

Basée sur l'analyse des besoins actuels et les cibles, le cluster ETC compte continuer ses services aux communautés par la coordination et la fourniture de solutions basées sur la technologie de l'information et de la communication pour les personnes déplacées à Bangassou et les communautés d'accueil. Le centre de formation en informatique et le cyber café a prévu une formation de 5 000 bénéficiaires, dont 38% de filles, (y compris 20% de filles mères en secondaire, 10% de filles en décrochage scolaire et 8% de bachelières), et 57% de garçons (dont 37% de bacheliers et 20% de garçons en décrochage scolaire et 5% de personnes handicapées).

Profil des utilisateurs des services aux communautés (S4C)



En collaboration avec le groupe de travail AAP, ETC a l'intention de mettre en place une plateforme automatisée de gestion de plaintes et mécanisme de feedback dans cinq autres localités afin d'améliorer la responsabilité envers la population assistée via la fourniture d'une résolution rapide des problèmes liés à l'assistance humanitaire. En prenant en compte les PDI (124 384), la communauté hôte (1 601 337) et les PDI en familles d'accueil (176 747), le nombre total des bénéficiaires ayant accès à ce mécanisme est de 1 902 468 personnes dont 27% d'hommes, 38% de femmes, 17% de garçons, 13% de filles et 6% de personnes handicapées.

Une étude récente prouve que les ONG nationales sont plus dépendantes de la connexion ETC. Pour un total de 558 utilisateurs, 60% sont des ONG nationales et 40% des agences des Nations Unies et des ONG internationales. C'est pour cela que ETC veut continuer à fournir la connexion internet dans onze localités dans le but de faciliter le travail des ONG nationales sur le terrain.

Dans le contexte d'insécurité qui règne à l'intérieur du pays, il est nécessaire d'améliorer les infrastructures de télécommunication (radio) VHF et HF permettant d'assurer la sécurité d'environ 1 650 acteurs humanitaires sur le terrain (78% d'hommes et 22% de femmes).

## Section 4

# Annexes



[Site Lazare, Kaga-Bandoro, Préfecture de la Nana-Gribizi](#)

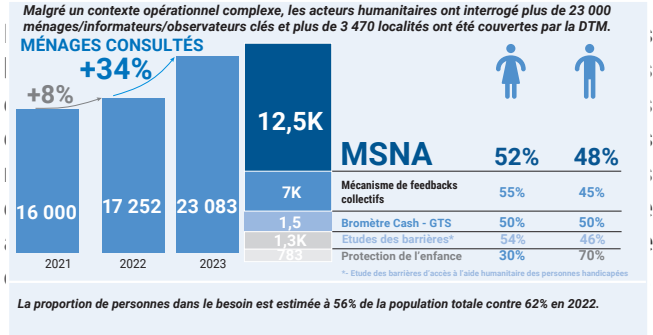
Brice, enfant déplacé interne de 6 ans, et ses amis. Brice nous dit : « Nous mangeons qu'une fois par jour dans le site. Souvent, on est trop fatigué pour jouer »

©NRC/C. Igara

# Partie 4.1

## Source des données et lacunes d'informations

Grâce au précieux soutien des bailleurs de fonds, le groupe de travail intersectoriel a établi un partenariat avec plusieurs organisations parmi lesquelles REACH, l'OIM, Ground Truth Solutions (GTS) et Humanité et Inclusion qui ont effectué la collecte de données primaires quantitatives pour certains et qualitatives pour d'autres.



Le mécanisme de suivi des déplacements (DTM) a pour la première fois couvert les 16 préfectures du pays plus les huit arrondissements de la capitale Bangui. Au total 3 474 localités, 62 sites et 40 lieux de regroupement ont été visités par les équipes du DTM. Au-delà du suivi des mouvements de population, le DTM a également permis de récolter de précieuses informations concernant les besoins humanitaires des personnes déplacées dans les secteurs respectifs.

L'évaluation des besoins de protection de l'enfance a permis de collecter des informations auprès de 502 informateurs clés dans 55 des 79 sous-préfectures et arrondissements.



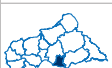
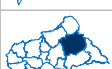

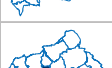




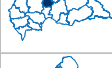
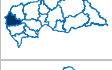
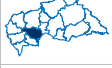




Quant à l'enquête de perception « Baromètre Cash », elle a permis de collecter des informations auprès de 1 487 personnes ayant reçu une assistance monétaire dans trois sous-préfectures afin de mieux comprendre leurs perceptions sur l'aide reçue et aussi sur les acteurs humanitaires.

Enfin les études des barrières d'accès à l'aide humanitaire ont permis de collecter des informations auprès de 1 330 personnes dans quatre sous-préfectures. L'objectif de cette étude étant de fournir des données fiables sur les barrières et facilitateurs d'accès à l'aide humanitaire et à la participation des personnes handicapées.

A ces initiatives prises au niveau de l'ICCG s'ajoutent d'autres collectes de données organisées par les acteurs humanitaires souvent en partenariat avec l'ICASEES. Ces collectes de données additionnelles ont permis de recueillir des données notamment sur l'évolution des prix des denrées de première nécessité sur les marchés et la situation humanitaire dans certaines localités.



## Registre des évaluations conduites en 2022

Préfecture	CCM/ABRIS /BNA	Education	EHA	Multi-Secteur	Nutrition/Santé	Protection et DdR	Sécurité alimentaire	Total par préfecture
 BAMINGUI-BANGORAN				9	1	1	1	12
 BANGUI				1	1	1	1	4
 BASSE-KOTTO		1	3	5	1	1	1	12
 HAUTE-KOTTO				7	1	2	1	11
 HAUT-MBOMOU			4	3	1	1	1	10
 KÉMO			1	5	1	1	1	9
 LOBAYE				1	1	1	1	4
 MAMBÉRÉ-KADÉI				1	1	1	1	4
 MBOMOU				5	1	1	1	8
 NANA-GRIBIZI			1	8	1	1	1	13
 NANA-MAMBÉRÉ			2	7	1	2	1	14
 OMBELLA M'POKO		2	6	5	1	1	1	16
 OUAKA		2	1	6	1	1	1	12
 OUHAM		2	1	19	1	1	1	25
 OUHAM-PENDÉ				6	1	1	1	9
 SANGHA-MBAÉRE				6	1	1	1	9
 VAKAGA			1	1	1	1	1	5
TOTAL		7	17	65	1	5	1	96

1-2 3-7 8-25 26+

# Partie 4.2

## Méthodologie de calcul du PiN intersectoriel et de la sévérité des besoins

Fort de la couverture nationale de la MSNA, le scénario A de la méthodologie basée sur le Cadre d'Analyse Intersectorielle Conjoint /Joint Intersectoriel Analysis Framework (JIAF), déjà utilisée lors des deux précédents cycle de programmation humanitaire (HPC), a été retenu pour l'estimation des besoins liés au bien-être physique et mental ainsi qu'aux conditions de vie des ménages. Les résultats issus de cette analyse ont été renforcés par les données primaires et secondaires issues d'autres mécanismes de collecte de données cités ci-dessus.

### Groupes de population

Pour le calcul du PIN intersectoriel, 4 groupes de population ont été considérés. :

- PDI sur sites : personnes déplacées internes vivant sur les sites formels et non formels ;
- PDI en familles d'accueil : personnes déplacées internes vivant dans les communautés hôtes ;
- Retournés : personnes déplacées internes ou réfugiés retournés dans leurs/autres communautés où elles comptent s'installer durablement ;
- Hôtes : toute personne qui ne rentre pas dans les trois catégories ci-dessus citées.

### Echelle géographique de l'analyse

L'échelle géographique qui a été considérée pour l'estimation du PiN et de la sévérité est la sous-préfecture. Toutefois, étant donné que l'échantillon utilisé n'est pas représentatif des groupes de population à cette échelle, le calcul du PiN par groupe de population n'a pu être effectué à cette échelle.

### Choix des indicateurs

Pour estimer les PiN, deux types d'indicateurs ont été considérés : indicateurs de zones et indicateurs de ménage. Au total, l'ICCG élargie à l'AIMWG a retenu cinq indicateurs (voir tableaux ci-dessous) dont le choix a tenu compte des critères suivants :

- **Pertinence** : relation claire entre l'indicateur et les besoins intersectoriels.
- **Précision** : l'indicateur mesure ce qu'il a l'intention de mesurer (et est proche de la valeur estimée ou prévue).
- **Couverture** : l'indicateur est mesurable à l'échelle des sous-préfectures pour la population en général et à l'échelle des préfectures pour les groupes de population (PDI sur sites, PDI en familles d'accueil, retournés, population hôte et autre).
- **Unicité** : les indicateurs ne sont pas redondants ; chaque indicateur mesure quelque chose qui n'est pas pris en compte par les autres indicateurs.

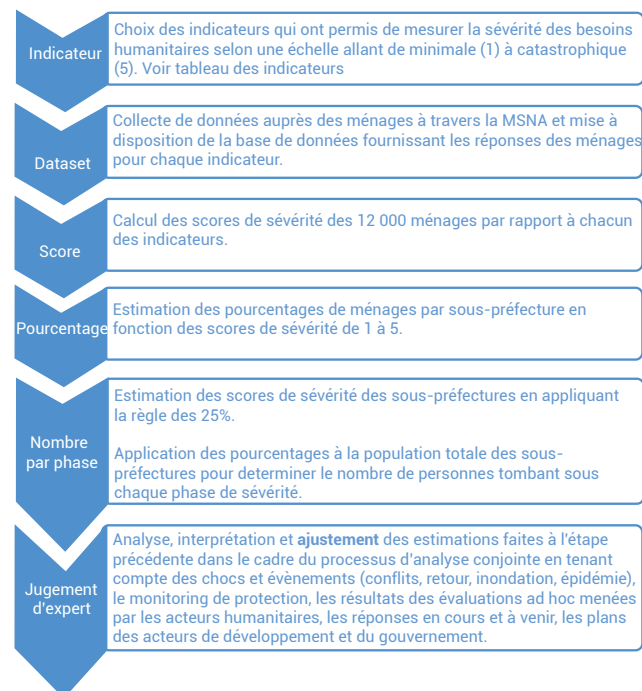
Pour chaque indicateur, une échelle de sévérité allant de 1 à 5 a été définie.

### Liste des indicateurs intersectoriels

Indicateur	Type (zone/ménage)
Insécurité alimentaire aiguë	Zone
Proportion de PDI par rapport à la population non déplacée	Zone
Evolution du PMAS par rapport au début de l'année et à la moyenne nationale	Zone
Accès à l'eau	Ménage
Accès aux soins de santé	Ménage

## Approche et échelle d'analyse

L'approche utilisée pour l'analyse des besoins humanitaires est celle du cadre JIAF. Il s'agit d'une approche qui a été utilisée en RCA au cours des trois dernières années. Les étapes clés qui ont été déroulées se résument comme suit :



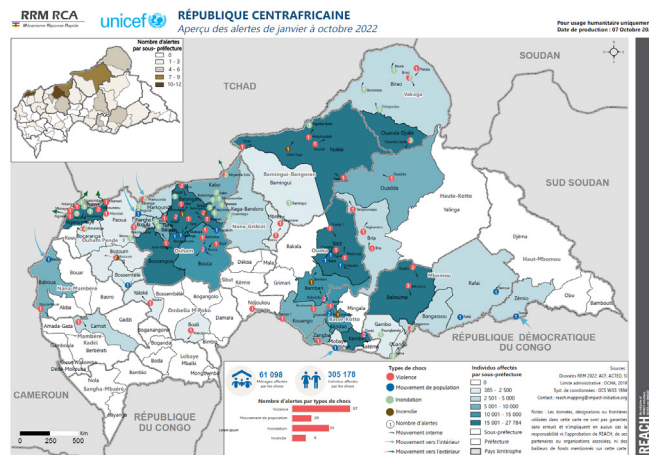
## Déroulement du jugement d'expert

Au terme de l'application de la méthodologie JIAF, il est ressorti que 4,4 millions de personnes sont dans le besoin. Parmi celles-ci, 1,03 million sont en phase 4 et 3,34 millions en phase 3.

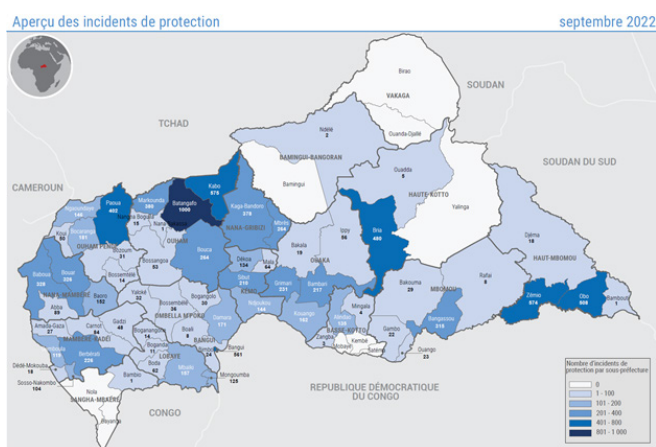
Le jugement d'expert a été un exercice très stimulant et déterminant dans l'estimation du PiN et de la sévérité des besoins. Il a permis de prendre en compte les facteurs ci-dessous qui ont permis de confirmer/infirmer les résultats obtenus à partir de la méthodologie JIAF.

**1- Chocs humanitaires** signalés à travers le mécanisme de réponse rapide (RRM) : conflit, catastrophe naturelle, déplacement de population (mouvement de retour, déplacement interne). L'équipe d'analyse a dressé la liste des zones selon qu'elles ont subi ou pas des chocs. Elle a ensuite tenu compte de l'impact des chocs sur les populations et les infrastructures socio-économiques (point d'eau, champs, abris, etc.). Comme indiqué sur la carte ci-dessous, on peut constater que certaines zones n'ont subi aucun choc humanitaire depuis le début de l'année. Toutefois, l'absence de chocs ne signifie pas nécessairement qu'il n'y a pas de besoins humanitaires. On sait par exemple que même

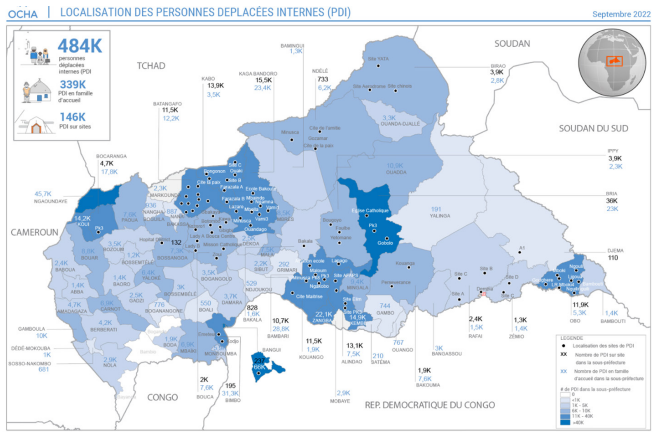
en l'absence de choc humanitaire, les zones comme Djéma, Yalinga sont très vulnérables en raison des contraintes sécuritaires et logistiques particulièrement pendant la saison des pluies.



**2- Incidents de protection documentés :** En 2022, grâce à un bon maillage du territoire à travers le monitoring de protection, des cas d'incidents de protection ont pu être collectés et documentés dans 63 des 72 sous-préfectures y compris la capitale Bangui qui compte huit arrondissements. La liste des incidents par zone a été dressée et prise en compte lors de l'ajustement des résultats du JIAF.



**3- Résultats de l'analyse d'insécurité alimentaire (IPC).** A la faveur de son analyse fraîchement réalisée en septembre, l'insécurité alimentaire a été considérée comme un indicateur critique. Afin de refléter la criticité de cet indicateur, l'équipe d'analyse a convenu d'ajuster les scores de sévérité et PiN de toutes les sous-préfectures lorsque la méthodologie du JIAF a donné des résultats inférieurs à ceux de l'IPC. Par exemple, les sous-préfectures de Bayanga et Berberati dans la zone ouest ont des scores de sévérités de 2. Ce score a été ajusté à 3 pour refléter le même score qui leur a été attribué lors de l'analyse IPC. De même, le PiN JIAF de la Sous-préfecture de Baoro qui est de 711 a été ajusté à 8 351 qui correspond au nombre de personnes en insécurité alimentaire dans cette zone.



4- La présence de personnes déplacées internes, réfugiés et retournés : il a été convenu de considérer que le statut déplacement ou de nouveaux retournés (moins d'un an) constitue un facteur de vulnérabilité. Par conséquent, les personnes qui ont ces statuts sont considérés de facto comme ayant des besoins humanitaires. Toutefois, il n'a pas été nécessaire de faire des ajustements pour prendre en compte ce facteur.

5- Le point de vue des analystes en se basant sur leur connaissance globale de la situation humanitaire. En l'absence de preuves suffisantes, il est arrivé que l'équipe décide d'ajuster à la hausse / baisse le résultat d'une sous-préfecture sur la base de l'avis des personnes ressources. Ce fut le cas notamment de certaines zones difficiles d'accès comme Yalinga, Ouanda-Djallé qui n'ont pas été couvertes par la MSNA.

6- Rapports des évaluations ad hoc. Dans certaines sous-préfectures, on a eu recours aux évaluations sectorielles/multisectorielles pour soutenir/rejeter la décision d'ajuster certains résultats.

7- Prise en compte des résultats des analyses sectorielles : lorsque les résultats de l'analyse intersectorielle indiquent un écart significatif par rapport aux résultats d'un secteur donné, des actions sont prises soit pour ajuster le chiffre du secteur soit celui de l'ICC. Il est toutefois arrivé, comme le montre l'extrait ci-dessous, que des clusters décident de garder leur chiffre même si ce dernier est supérieur à celui de l'ICC.

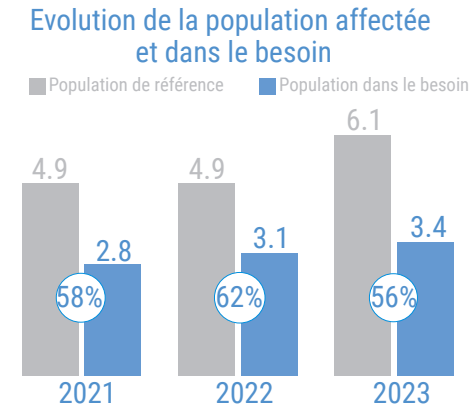
Sous-préfecture	Intercluster	CCCM-ABRI-NFI	EHA
Bamingui	5 142	2 839	4 885
Bangui	240 101	107 634	262 615
Mobaye	61 124	22 136	45 443
Satéma	26 500	285	27 870

La combinaison de ces facteurs a permis de faire les ajustements nécessaires sur les PiN et scores de sévérité. Par exemple, à Alindao où 100% de la population était en phase 3 selon le JIAF, la prise en compte des facteurs ci-dessous a permis d'ajuster le PiN à 70% de la population. Ce qui se justifie par le contexte de la sous-préfecture marqué par une insécurité alimentaire en phase 4, de nombreux chocs humanitaires (déplacement, retour) et des cas d'incidents de protection documentés.

C'est cette même analyse qui a été conduite pour interroger des résultats obtenus par la méthodologie JIAF pour chacune des sous-préfectures.

Baisse du pourcentage de personnes dans le besoin en 2023

Au terme de ce processus, l'analyse des résultats indique une baisse de la proportion de personnes dans le besoin humanitaire qui passe de 62% en 2022 à 56% en 2023.



Cette diminution s'explique par la prise en compte des facteurs suivants lors de l'analyse conjointe :

- L'amélioration de la sécurité dans certaines zones où des retours de PDI ont été observés.
- L'assistance humanitaire fournie à plus de 1,5 million de personnes par les acteurs humanitaires entre janvier et septembre.
- La recherche de lien entre les besoins ressortis lors de l'analyse et l'impact des chocs/événements (conflits, inondations, maladies, etc.) pour permettre une distinction entre les besoins humanitaires et structurels.



## Augmentation du nombre de personnes dans le besoin

L'augmentation du nombre de personnes dans le besoin s'explique essentiellement par une augmentation de la population de référence sur laquelle l'analyse a été basée. En effet, en 2022, la projection effectuée par l'ICASEES avait estimé la population à 5,68 millions de personnes. Les 715 000 personnes réfugiées dans les pays voisins ont été déduites des 5,68 millions pour arriver à une population de référence pour le HNO 2022 qui a été estimée à 4,9 millions de personnes.

Suite à la validation en mars 2022 des résultats<sup>167</sup> de la cartographie censitaire numérique effectuée par l'ICASEES en 2021, il a été convenu d'utiliser pour la planification humanitaire de 2023 le résultat de la cartographie censitaire qui indique que la population centrafricaine est estimée à 6,1 millions de personnes.

## Méthodologie de calcul des PiN sectoriels

La méthodologie de calcul des PiN sectoriels de sept des neuf clusters et sous-clusters a été la même que celle utilisée pour le PiN intersectoriel. Les clusters sécurité alimentaire et nutrition sont les deux clusters pour lesquels des méthodologies spécifiques ont été utilisées. Conformément aux recommandations du niveau globale le cluster sécurité alimentaire a adopté la méthodologie de l'IPC<sup>168</sup>. Le cluster nutrition a quant à lui utilisé les résultats de la SMART pour son analyse.

## Limites de la méthodologie JIAF

Le JIAF permet d'obtenir des tendances significatives des besoins humanitaires et leur magnitude. Grâce à l'outil utilisé, il a été facile d'ajuster les seuils de sévérité, ajouté ou retiré des indicateurs selon les résultats.

Toutefois, il a été constaté de façon générale que les résultats obtenus par la méthodologie sont élevés par rapport aux besoins humanitaires. En effet, la grande majorité des personnes se trouvent dans les seuils 3 et 4. Ce qui donne une tendance entre 70 et plus de 80% des personnes dans les besoins à la fois pour les secteurs et aussi pour l'ICC. Pour certains clusters comme l'EHA, certains seuils de sévérité ont été recodés pour recalculer les scores de sévérité des ménages afin d'avoir des résultats plus réalistes.

Le recours au jugement d'expert a été déterminant et a permis d'ajuster les résultats du JIAF. Cette étape à elle seule a pris plus de 50% du temps consacré à l'estimation des PiN et sévérité. Il est possible qu'il y ait eu des biais lors de cet exercice qui a été très long car il a fallu analyser les résultats pour chacune des 72 sous-préfectures. Parfois, les discussions ont été longues et difficiles pour arriver à un consensus.

Par ailleurs, étant donné la non-représentativité de l'échantillon de la MSNA au niveau de la sous-préfecture pour les groupes de population, le calcul du PiN à cette échelle géographique a été effectué sans distinction des groupes. En revanche, le PiN pour les groupes de population a été calculé sans difficulté à l'échelle des préfectures et ensuite été agrégé pour avoir le PiN au niveau national.

Aussi, il a été noté un écart significatif entre le pourcentage de personnes handicapées obtenu à travers la MSNA et celui recommandé par le niveau global. Partant de l'hypothèse que les concepts de handicap formulés lors de l'enquête pourraient contenir des imprécisions (malgré l'utilisation des questions standards du Washington Group), il a été convenu de considérer le taux de 15%, correspondant aux préconisations du niveau global.

# Acronymes

AAP	Accountability to Affected People / Redevabilité envers les populations affectées
AMN	Acute Malnutrition Programme / Programme de malnutrition aiguë
ANJE	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant
AoR	Area of responsibility / Domaine de responsabilité
APPR	Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine
BFSP	Blanket Supplementary Feeding Programme /
CCCM	Camp Coordination and Camp Management / Coordination et gestion des camps
CICR	Comité international de la croix rouge
CIRGL	Conférence internationale sur la région des Grands Lacs
CMP	Commission Mouvement de Populations
COVID-19	Maladie à coronavirus
COS	Comité d'orientation stratégique
CVJRR	Commission vérité, justice, réparations et réconciliation
DDH	Division des Droits de l'Homme
DIH	Droit international humanitaire
DNTC	Direction nationale des collectivités territoriale
DTM	Displacement Tracking Matrix / Matrice de suivi des déplacements
EAFGA	Enfants associés aux forces et groupes armés
EE	Engins explosifs
EFSA	Evaluation de sécurité alimentaire en urgence
EHA	Eau, hygiène et assainissement
EHP	Equipe Humanitaire Pays
FACA	Forces armées centrafricaines
FAO	Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEFA	Femmes enceintes et femmes allaitantes
FOSA	Formation sanitaire
FSI	Forces de sécurité intérieures
GBVIMS/	Gender-based Violence Information Management System / Système d'information commun des viola-
VBGIMS	tions basées sur le genre
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery
GTS	Ground Truth Solutions
HeRAMS	Système de surveillance de la disponibilité des ressources et des services de santé
HF	High Frequency / Haute fréquence
HNO	Humanitarian Needs Overview /Aperçu des besoins humanitaires
HRP	Humanitarian Need Overview / Aperçu des besoins humanitaires
IASC	Interagency Standing Committee / Comité Permanent Inter-organisations
ICASEES	Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales
ICCG	Groupe de coordination intercluster
AIMWG	Assessment Information Management Working Group / Groupe sur les évaluations la gestion de l'informa- tion
IPC	Integrated food security phase classification / Cadre intégré de classification de sécurité alimentaire
JIAF	Joint Intersectoriel Analysis Framework / Cadre d'Analyse Intersectorielle Conjoint
JMP	Joint Monitoring Programme / Programme de suivi conjoint
LTP	Logement, terre et propriété
MAM	Malnutrition aiguë modérée
MAS	Malnutrition aiguë sévère
MCG	Malnutrition chronique globale

MGF	Mutilations génitales féminines
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en RCA
MSF	Médecin sans frontière
MSNA	Evaluation multisectorielle des besoins
MSPP	Ministère de la Santé Publique et de la Population
MSSC	Moyen de subsistance et stabilisation des communautés
MT	Tonne métrique
MUAC	Mid-Upper Arm Circumference / Périmètre brachial
mVAM	Mobility Vulnerability Analysis Mapping /
NFI	Articles non alimentaires
NRC	Norwegian Refugee Council / Conseil Norvégien pour les réfugiés
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs /Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non-gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PB	Périmètre brachial
PCR	Polymerase chain reaction /
PDI	Personne déplacée interne
PHAST	Participation à la transformation de l'hygiène et de l'assainissement
PIB	Produit Intérieur brut
PIN	People in need / Personne dans le besoin
PMAS	Coût médian du Panier Minimum des Articles de Survie
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RRM	Mécanisme de Réponse Rapide
SAG	Groupe consultatif stratégique
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience acquise
SMART	Standardized monitoring and assessment on relief and transitions /
SNAP	Surveillance Nutritionnelle et Alerte Précoce
SNIS	Le Système National d'Information Sanitaire
UNDSS	United Nations Department of Safety and Security / Département de sécurité des Nations unies
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees / Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	United Nations Children's Funds / Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNMAS	United Nations Mine Action Service / Service de l'action antimines des Nations Unies
USD	Dollar américain
VAR	Vaccin contre la varicelle
VBG	Violences basées sur le genre
VHF	Very High Frequency / Très haute fréquence
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
WASH	Water, Sanitation and hygiene / Eau, hygiène et assainissement
WCS	Wildlife Conservation Society

## Notes finales

- 1 ICASEES : résultats de la cartographie censitaire, mars 2022
- 2 Ibid
- 3 Ibid
- 4 Nations Unies : Analyse commune de pays, février 2022
- 5 Multi-sectoral need assessment (MSNA). REACH-Initiatives, 2021
- 6 UNDP, Human development report, 2021/2022
- 7 Loi n° 16\_004 instituant la parité entre les hommes et les femmes en République centrafricaine
- 8 Parline UIP, juin 2021 : [Central African Republic | Nouveau Parline: plateforme de données ouvertes de l'UIP \(bêta\) \(ipu.org\)](#)
- 9 ONU Femmes, PNUD, Profile genre de la RCA 2021
- 10 PNUD, rapport de suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable (2019)
- 11 UNICEF, Fiche d'information de la République centrafricaine I 2021F
- 12 OCHA, rapport de mission intersectorielle à Sam-Ouandja, septembre 2022.
- 13 UNICEF, Fiche d'information de la République centrafricaine I 2021F
- 14 UNICEF, Fiche d'information de la République centrafricaine, 2021
- 15 UNFPA, état de la population mondiale. SWoP 2022
- 16 ONU Femmes, Pour une réforme du cadre juridique centrafricain sensible au genre : Cartographie et analyse des lois discriminatoires à l'égard des femmes en République Centrafricaine, août 2021.
- 17 Informations contextuelles sur les personnes en situation de handicap en RCA, Humanité & Inclusion
- 18 Informations contextuelles sur les personnes en situation de handicap en RCA, Humanité & Inclusion, 2022
- 19 Humanité Inclusion (HI), Etude de barrière à l'accès à l'aide humanitaire, RCA 2022
- 20 Humanité Inclusion (HI), Etude de barrière à l'accès à l'aide humanitaire, RCA 2022
- 21 Aires Protégées de Dzanga-Sangha <https://dzanga-sangha.org/facts-infos/cultural-heritage/?lang=fr>
- 22 Central African Republic (CAF) - Demographics, Health & Infant Mortality - UNICEF DATA
- 23 UNFPA, world population dashboard. Disponible à <https://www.unfpa.org/data/world-population/CF> et Maternal mortality rates and statistics - UNICEF DATA
- 24 UNICEF RCA, Enquête par grappes à indicateurs multiple (MICS), 2019
- 25 UNFPA RCA, Enquête SONU, 2020
- 26 Ibid
- 27 UNICEF RCA, Enquête par grappes à indicateurs multiple (MICS), 2019.
- 28 Ibid
- 29 Rapport du Panel of Experts on the Central African Republic, 29 June 2022, S/ S/2022/527
- 30 Cour Pénale Internationale, [Situation en RCA II : la Chambre préliminaire II publie la version publique expurgée du mandat d'arrêt contre Mahamat Nouradine Adam | International Criminal Court \(icc-cpi.int\)](#)



- 31 <https://minusca.unmissions.org/r%C3%A9union-de-revue-strat%C3%A9gique-du-process...>
- 32 Rapport du Secrétaire général sur la République centrafricaine, S/ 2022/762
- 33 African Research Bulletin, 16 February 2021
- 34 Source ONG
- 35 Rapport du Secrétaire général, 16 juin 2022, S/2022/491
- 36 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Rapport d'enquête sur l'attaque de Boyo, préfecture de la Ouaka du 6 au 13 décembre 2021
- 37 Division des droits de l'homme, MINSUCA, Rapport mensuel de la situation des droits de l'homme, mai 2022 :
- 38 Alerte RRM\_ACTED\_DJA\_20220125
- 39 Rapport du Secrétaire général, 14 octobre
- 40 Rapport du Secrétaire général, 16 juin 2022, S/2022/491
- 41 Rapport UNSDCF RCA, consolidé le 30 août 2022.
- 42 Note analytique sur la saison de transhumance 2020 - 2021 en RCA, Bureau du Coordonnateur résident.
- 43 Présentation MINUSCA JMAC HCT puis ICCG août 22
- 44 WFP, Transhumance Hotspots Analysis Physical Access Constraints and Food Insecurity in the CAR, 2021-2022
- 45 Banque Mondiale, "La Banque mondiale en République Centrafricaine : Un aperçu"
- 46 Banque Mondiale, "République centrafricaine : Appuyer la reconstruction du système statistique national pour de meilleures données de prise de décision », 28 juillet 2022
- 47 Banque Mondiale, "Mémorandum Economique : République Centrafricaine – De la fragilité à la croissance accélérée et inclusive », mai 2022-
- 48 Banque Mondiale, Cahiers économiques de la république centrafricaine, quatrième édition, juillet 2021
- 49 Banque Mondiale
- 50 Nations Unies, "Impact de la crise ukrainienne en République centrafricaine », 21 avril 2022
- 51 MINUSCA, Rapport de situation, 5 septembre 2022
- 52 DW Afrique, "Le fiasco de la cryptomonnaie Sango Coin en Centrafrique », Septembre 2022
- 53 Nations Unies, op. cit, aout 2022
- 54 Banque Mondiale, op. cit., mai 2022
- 55 Banque Mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.ACCS.ZS?locations=CF>
- 56 Nations Unies, Analyse commune de pays République centrafricaine Février 2022
- 57 Nations Unies, Analyse commune de pays République centrafricaine Février 2022
- 58 Cluster logistique, RCA
- 59 Données mondiales, <https://www.donneesmondiales.com/afrique/republique-centrafricaine/telecommunication.php#:~:text=Compar%C3%A9e%20%C3%A0%20l'Union%20europ%C3%A9enne,de%200%2C38%20par%20personne.>
- 60 Données mondiales
- 61 UNWOMEN, UNDP, Profile genre de la RCA
- 62 Nations Unies, Analyse commune de pays République centrafricaine Février 2022
- 63 Nations Unies, Analyse commune de pays République centrafricaine Février 2022

- 64 Profil genre de la RCA, UNWOMEN, UNDP
- 65 <http://www.rivistapolitica.eu/la-republique-centrafricaine-entre-richeesse-et-misere-limpact-politico-economique-de-la-mondialisation/>
- 66 Politico.edu, <http://www.rivistapolitica.eu/la-republique-centrafricaine-entre-richeesse-et-misere-limpact-politico-economique-de-la-mondialisation/>
- 67 Analyse commune de pays République centrafricaine Février 2022, Nations Unies
- 68 <https://www.africanparks.org/the-parks/chinko>
- 69 Mécanisme de réponse rapide (RRM) en RCA
- 70 Mécanisme de réponse rapide (RRM) en RCA
- 71 Mécanisme de réponse rapide (RRM) en RCA
- 72 Mécanisme de réponse rapide (RRM) en RCA
- 73 OIM, DTM round 16, août 2022
- 74 Analyses MSA 2021,2022, Mécanisme de réponse rapide (RRM) en RCA
- 75 Mécanisme de réponse rapide (RRM) en RCA
- 76 REACH, étude de risques et de susceptibilité aux inondations, 2020
- 77 Rapport de la Commission Mouvement de populations – septembre 2022
- 78 OIM, DTM Round 16
- 79 OIM, DTM Round 16
- 80 Rapport GBVIMS 3eme trimestre 2022, AoR VBG
- 81 OHCHR, Rapport sur les VSLC commises par le FRPC et l'UPC dans les préfectures du Mbomou et de la Haute-Kotto, Décembre 2020 à mars 2022.
- 82 Reach, MSNA 2022
- 83 Reach, MSNA 2022
- 84 Reach, MSNA 2022
- 85 Humanité Inclusion, Etudes des barrières d'accès à l'aide humanitaire en RCA, 2022
- 86 DDH, Human rights violations and abuses documented in CAR, Janvier-August 2022, presentation to the protection cluster.
- 87 AOR protection de l'enfant
- 88 Rapport du Secrétaire Général (SG), S/2022/491, 16 juin 2022
- 89 REACH, "RCA – Initiative conjointe de suivi des marches : Suivi des Tendances – premier semestre 2022 », Septembre 2022
- 90 PAM « Résultats ENSA 2021 : Enquête nationale de sécurité alimentaire », Février 2022
- 91 IPC results avril 2022
- 92 REACH, "RCA – Initiative conjointe de suivi des marches : Suivi des Tendances – premier semestre 2022 », Septembre2022
- 93 REACH, "RCA – Initiative conjointe de suivi des marches 20 juillet 2022 – 04 aout 2022 », Juillet 2022
- 94 Briefing des Bailleurs, Note sur l'impact de la crise en Ukraine sur la RCA, 04 mai 2022
- 95 [OCHA, Aperçu des besoins humanitaires 2022](#)
- 96 Cluster Santé, « Impact de la Pénurie du Carburant sur les Services de Santé en RCA au 30 Juin 2022 », Juillet 2022

- 97 Cluster WASH, "Impact de la pénurie en carburant sur les services WASH en RCA », Juillet 2022.
- 98 REACH, "RCA – Initiative conjointe de suivi des marches 20 juillet 2022 – 04 aout 2022 », Juillet 2022
- 99 REACH, "RCA – Initiative conjointe de suivi des marches : Suivi des Tendances – premier semestre 2022 », Septembre 2022
- 100 REACH, "RCA – Initiative conjointe de suivi des marches 20 juillet 2022 – 04 aout 2022 », Juillet 2022
- 101 Analyse commune de pays République centrafricaine février 2022
- 102 UNICEF, Humanitarian situation report, 20 September – 21 October 2022
- 103 OMS sous bureau de Bangassou, sitrep hebdomadaire, semaine 38
- 104 Institut Pasteur de Bangui, <https://pasteur-bangui.org/category/monkeypox/>
- 105 Reach, MSNA, 2022
- 106 Reach, MSNA 2022
- 107 Reach, MSNA 2022
- 108 (HeRAMS, 2019)
- 109 Reach, MSNA 2022
- 110 Reach, MSNA 2022
- 111 Monitoring de protection, janvier à avril 2022
- 112 DTM, « Rapport de Suivi de Déplacement », Aout 2022 Round 16
- 113 Commission de Mouvement de Population, septembre, 2022
- 114 REACH, MSNA 2022
- 115 AoR Protection de l'Enfant, « Evaluation des besoins de Protection de l'Enfant en RCA en 2022, résultats préliminaires », Octobre 2022
- 116 DTM, « Rapport de Suivi de Déplacement », Aout 2022 Round 16
- 117 AoR Protection de l'Enfant, « Evaluation des besoins de Protection de l'Enfant en RCA en 2022, résultats préliminaires », October 2022
- 118 REACH, MSNA 2022
- 119 AoR Protection de l'Enfant, « Evaluation des besoins de Protection de l'Enfant en RCA en 2022, résultats préliminaires », October 2022
- 120 JMP, 2020
- 121 Rapport de mission : Suivi de la situation humanitaire dans la commune de Botto, Préfecture de la Nana Gribizi, Octobre 2022
- 122 REACH, MSNA 2022
- 123 La ville de Botto, à Nana Gribizi, compte environ 21 000 habitants.
- 124 REACH, MSNA, 2022
- 125 REACH, MSNA 2022
- 126 Humanité & Inclusion, « Résumé études de barrières pour le HNO », Octobre 2022
- 127 REACH, MSNA 2022
- 128 REACH, MSNA 2022
- 129 Rapport de mission conjointe d'évaluation multisectorielle à Djemah, Mars 2022
- 130 REACH, MSNA 2022

- 131 OMS, "Disponibilité des services et ressources en sante en centrafrrique – HeRAMS » 2021
- 132 Évaluation multisectorielle des besoins humanitaires à Nzacko, S-P Bakouma, Octobre 2022
- 133 Humanité & Inclusion, « Résumé études de barrières pour le HNO », Octobre 2022
- 134 REACH, MSNA 2021
- 135 Ground Truth Solutions, « Résultats préliminaires : Cash Baromètre », Octobre 2022
- 136 Ground Truth Solutions, « Résultats préliminaires : Cash Baromètre », Octobre 2022
- 137 DTM « Tableau de Bord : Analyse de l'évaluation des intentions futures des déplacés internes », June 2022 Round 15
- 138 DTM « Profile Site MINUSCA, Kaga-Bandoro », September 2022
- 139 DTM « Rapport sur les intentions futures des déplacés internes installes sur les sites », Mai 2022 Round 15
- 140 REACH, MSNA 2022
- 141 Ground Truth Solutions, « Résultats préliminaires : Cash Baromètre », Octobre 2022
- 142 REACH, MSNA 2022
- 143 REACH, MSNA 2022
- 144 Ground Truth Solutions "Cartographie des mécanismes de plaintes et feedback", Aout 2021
- 145 REACH, MSNA 2022
- 146 REACH, MSNA 2022
- 147 Ground Truth Solutions, « Résultats préliminaires : Cash Baromètre », Octobre 2022
- 148 REACH, MSNA 2022
- 149 Indice de risque INFORM, 2023, <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/INFORM-Risk/Country-Risk-Profile>
- 150 Nations Unies, Analyse commune de pays République centrafricaine, février 20202
- 151 Analyse de protection République Centrafricaine, juin 2022, Cluster Protection, AoRs Protection de l'Enfant et VBG
- 152 UNICEF, MICS 2021
- 153 Il convient de noter que les UN ont rencontré des difficultés à vérifier les violations graves affectant les enfants dans les zones de conflit en raison des restrictions de voyage dues à la crise du carburant.
- 154 Cela a été d'ailleurs démontré par l'[analyse des tendances VBG-GBVIMS \(2eme trimestre 2022\)](#) qui a révélé que parmi les 10 sous-préfectures ayant enregistré une augmentation de cas de VBG rapporté, cinq sont des sous-préfectures dans les zones affectées par des incidents sécuritaires et cinq autres des sous-préfectures classifiées en phase d'urgence alimentaire (phase 4).
- 155 Pour référence, les données MICS6-RCA, 2028-2019 indique que 64,7% de femmes et 38,1% des hommes de 15-49 ans pensent qu'il est justifié qu'un mari batte sa femme dans certaines situations.
- 156 Particulièrement les serviettes hygiéniques, brosses à dents, pâte dentifrice, de pagnes, de crèmes, de slips, des chaussures etc.
- 157 Voir sur ce lien [Récapitulatif indicateurs Sévérité VBG - MSNA 2022](#)
- 158 Voir la [Version complète du Narratif HNO HRP 2023 - AoR VBG RCA](#)
- 159 MSNA-REACH 2022
- 160 MSNA-REACH 2021
- 161 Aperçu des Vulnérabilités Identifiées : Analyse conjointe des données secondaires



- 162 Prise en compte des personnes handicapées dans la réponse humanitaire en RCA
- 163 Inondations, déficit pluviométriques, maladie des cultures
- 164 Les tensions/violences comprennent les éleveurs transhumants et les agriculteurs mais également, conflits entre les groupes armés et les éleveurs transhumants
- 165 Données de suivi des prix mVAM, Septembre 2022, Programme Alimentaire Mondial
- 166 MSNA 2022
- 167 <https://icasees.org/index.php/regions/region-2-1-019-211-hbts>
- 168 IPC : Integrated food security phase classification.